

LE MONDE DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

4 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,50 dr. ; Tunisie, 250 m. ;
Liban, 1,50 L.L. ; Israël, 14 s. ; Belgique, 22 fr. ;
Canada, 1,10 \$; États-Unis, 275 c. ;
France, 6,50 fr. ; Espagne, 70 pes. ; Grèce, 45 dr. ;
Irlande, 125 rs. ; Italie, 70 L. ; Japon, 1900 y. ;
Liban, 325 P. ; Luxembourg, 25 L. ;
Norvège, 4,75 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 45 esc. ;
Séoudite, 275 F. ; Suède, 4,75 kr. ;
Suisse, 1,30 L. ; T.-C., 35 centes. ; Yougoslavie, 35 d.

Tarif des abonnements page 8

5, RUE DES ITALIENS

75007 PARIS CEDEX 05

Tél. Paris 6 60372

C.C.P. 4201 - 25 PARIS

Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Remue-ménage au Kremlin

Que se passe-t-il à Moscou ? Depuis quelques jours un flot de rumeurs et de spéculations déferle sur la capitale soviétique, allant de la découverte de scandales compromettant un certain nombre de dignitaires — et indirectement M. Brejnev et sa famille — à une mort suspecte, celle d'un haut dirigeant de la police secrète (K.G.B.), M. Tsvigoun, qui se serait suicidé pour avoir été trop loin dans les investigations desdits scandales.

Le changement qui vient de se produire au poste non décisif, mais tout de même important, de président des syndicats soviétiques peut donner l'impression que ce remue-ménage a commencé à se traduire dans la distribution des responsabilités à la tête du parti et de l'État. Mais avant même cet épisode, il avait suffi d'une fausse rumeur sur la mort du numéro un soviétique pour arrêter la chute des cours de l'or au marché de Londres. Il est vrai qu'en matière de spéculations les financiers internationaux n'ont rien à envier aux « kraminologues ».

De tels excès incitent plus que jamais à la prudence, mais un certain nombre de faits peuvent être établis. Le premier est que la mort de Mikhaïl Soultov, le 25 janvier, a passablement déstabilisé la scène politique soviétique. Non seulement elle a privé l'équipe dirigeante de l'arbitre et du recours qu'avait été sa contestation aucune « déviation » en chef du Kremlin, mais elle a aussi, par voie de conséquence, affaibli M. Brejnev lui-même, qui devait à ce même arbitre sa fonction et son autorité.

Ainsi, il est clair que les rumeurs impliquant des membres de la famille de M. Brejnev dans les scandales actuels ont eu leur origine dans les milieux soviétiques hautement autorisés, très probablement proches du K.G.B. Ce fait, impensable il y a quelques mois, donne à réfléchir sur l'incertitude du pouvoir dans un régime aussi profondément dépourvu de légitimité au regard de la désignation de ses dirigeants : il suffit de peu de chose pour montrer que « le roi est nu ».

En second lieu, il est également clair que la rivalité s'est aiguisée entre les deux dirigeants qui peuvent, de par leurs fonctions actuelles, prétendre à la direction suprême du parti, MM. Tchernomir et Kirilov. Le premier, que l'on a vu à Paris à l'occasion du congrès du P.C.F., a visiblement pris le pas sur le second, grâce à la protection de M. Brejnev, dont il a toujours été très proche. Mais les manœuvres actuelles ne permettent pas de préjuger le résultat final : il est rare que le « dauphin » désigné aille jusqu'au bout du parcours, et plus encore qu'il survive à la disparition de son protecteur. Or, à soixante-quinze ans, M. Brejnev n'a ni le temps, ni peut-être aujourd'hui l'autorité, d'organiser durablement sa succession.

Tout indique que, après quinze ans d'extraordinaire stabilité — voire de blocage institutionnel — la scène politique soviétique va entrer en mouvement.

(Lire nos informations page 5.)

M. GASTON DEFFERRE

INVITÉ

DE R.T.L. « LE MONDE »

M. Gaston Defferre, ministre d'État, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, sera dimanche 7 mars l'invité de l'émission « Le grand jury » organisée par R.T.L. et « le Monde » et diffusée de 18 h 15 à 19 h 30. Il répondra aux questions des journalistes de la station et du quotidien.

• PÉKIN

La rencontre des communistes français et chinois se déroule dans un « climat réaliste »

La délégation du parti communiste français, conduite par M. Maxime Gremetz, qui se trouve actuellement à Pékin, a notamment été reçue par le chef du département des Relations internationales du P.C. chinois, M. Ji Pengfei.

Les entretiens, qui portent sur les conditions d'une normalisation complète des relations entre les deux partis, et se dérouleront dans un climat de « grand réalisme », doivent se prolonger jusqu'à mardi, 9 mars.

De notre correspondant

Pékin. — Les conversations entre la délégation du parti communiste français, qui se trouve depuis le jeudi 4 mars à Pékin, et les représentants du P.C. chinois se déroulent dans un climat de « grand réalisme ». C'est l'une des rares indications qu'il a été possible de recueillir jusqu'à présent sur ces discussions qui sont entourées ici d'une grande discrétion. Les deux délégations devaient poursuivre ce samedi les entretiens engagés jeudi et vendredi avant de s'interrompre pour permettre aux représentants du P.C.F. de se rendre pour deux jours à Xian, où ils devaient visiter les fameux vestiges archéologiques datant du règne de l'empereur Qinshihuangdi (346-210 avant notre ère). Lundi, après leur retour dans la capitale, les communistes français devaient être reçus par une personnalité importante du régime.

Dans la journée de jeudi, la délégation du P.C.F. avait eu une entrevue avec M. Ji Pengfei, chef de la section internationale du comité central du P.C.C. qui avait ensuite offert un dîner en son honneur. Au cours des toasts échangés, paraît-il, dans une « atmosphère chaleureuse », Français et Chinois auraient

exprimé le souhait d'un rétablissement des relations entre les deux partis. Ce vœu avait été exprimé, en ce qui concerne le P.C.F., par M. Maxime Gremetz, chef de la délégation, dès son arrivée à Pékin. « Nous avons la volonté de progresser vers le rétablissement de nos relations sur une base claire et vers une coopération entre nos partis », avait dit M. Gremetz avant d'ajouter : « Cela est tout à fait conforme à la conception, qui est la nôtre, des rapports entre partis communistes indépendants et se respectant mutuellement. »

Le silence observé jusqu'à présent par les moyens d'information chinois sur les entretiens n'a en soi rien d'anormal. Il s'explique par le fait que, du point de vue chinois, la visite de la délégation du P.C.F. ne saurait avoir un caractère officiel, les relations entre les deux partis n'étant pas encore formellement rétablies. La même attitude avait été observée ici lors des missions préparatoires du P.C. italien qui avaient ouvert la voie à la visite de M. Berlingue des droits de l'homme du 10 décembre 1978. C'est encore un rêve. C'était déjà le rêve de Clara Zetkin, lorsqu'en 1910, à Copenhague, au cours de la deuxième conférence internationale des femmes social-démocrates, elle proposait le principe d'une Journée internationale des femmes dans le but serait de rassembler les forces féminines autour de la conquête capitale du droit de vote.

MANUEL LUCBERT.

• BANGUI

L'armée centrafricaine poursuit les auteurs de la tentative de putsch

Après le putsch avorté dont la capitale centrafricaine a été le théâtre dans la nuit du 3 au 4 mars (« le Monde » du 5 mars), les forces de l'ordre recherchent toujours, ce samedi matin, les trois principaux conjurés, dont M. Ange Patasse, chef de l'opposition, qui est en fuite. L'armée a, d'autre part, procédé à plusieurs arrestations. L'appel à la grève générale, lancé par les opposants pour vendredi, n'a pas été suivi.

Un porte-parole du Quai d'Orsay a indiqué, jeudi, que le gouvernement français « suit avec attention l'évolution de la situation », tout en estimant que les événements de Bangui sont « du strict domaine des affaires intérieures du pays ». Rappelant les principes de « non-ingérence » de la politique française dans les affaires intérieures d'un État, il a indiqué que le gouvernement français « continuera à apporter son aide au gouvernement centrafricain, qui a entrepris une œuvre méritoire de reconstruction nationale ».

De notre envoyé spécial

Bangui. — Les forces de l'ordre poursuivent, samedi matin, les auteurs présumés de la tentative de coup d'État avorté perpétrée trois jours plus tôt contre le président Kolingba. On ignore encore, en début de matinée, le sort des principaux conjurés en fuite : M. Patasse, dont la concession du km 10, juste à l'extérieur de Bangui, a été encerclée par l'armée tôt dans la matinée, le général Mbalkou, numéro deux du régime, des suites de la visite de la délégation du P.C.F. ne saurait avoir un caractère officiel, les relations entre les deux partis n'étant pas encore formellement rétablies. La même attitude avait été observée ici lors des missions préparatoires du P.C. italien qui avaient ouvert la voie à la visite de M. Berlingue des droits de l'homme du 10 décembre 1978. C'est encore un rêve. C'était déjà le rêve de Clara Zetkin, lorsqu'en 1910, à Copenhague, au cours de la deuxième conférence internationale des femmes social-démocrates, elle proposait le principe d'une Journée internationale des femmes dans le but serait de rassembler les forces féminines autour de la conquête capitale du droit de vote.

dirigeants du M.L.P.C. de M. Patasse. Cette formation politique, suspendue au même titre que les autres, devrait être dissoute, le général Kolingba semblant désormais résolu à craver complètement l'abcès.

En fin de matinée, jeudi, alors que l'ordre avait été rétabli dans le reste de Bangui, les forces de sécurité avaient pris d'assaut la résidence du général Mbalkou dans le quartier périphérique de Gaïbadja. On ignore quelle résistance leur a été opposée, mais, en fin de journée, l'hôpital avait accueilli une trentaine de blessés, tous civils, parmi lesquels figuraient l'épouse et deux des fils du général Mbalkou. Il était encore impossible de vérifier, vingt-quatre heures plus tard, s'il y avait eu des morts, comme le bruit en a couru.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 4.)

POINT

La C.G.T. et l'ouverture

Un mois après le vingt-quatrième congrès du P.C., la C.G.T. vient de donner le coup d'envoi à la préparation de son quarante et unième congrès du 13 au 18 juin à Lille.

M. Krasucki, qui succédera à cette occasion à M. Georges Séguin, a voulu donner l'impression de jouer la carte de l'ouverture démocratique, telle qu'elle avait été tentée par son prédécesseur, à Grenoble en 1978. « Nous avons atteint en matière d'ouverture, de perfectionnement démocratique, un point de non-retour », avait alors lancé M. Séguin. « Nous voulons parvenir à établir une sorte de record du débat et de la démocratie syndicale vraie », vient de dire comme en écho M. Krasucki.

Relancer l'ouverture au sein de la C.G.T. serait de bon aloi. Au cours des trois ans passés, la centrale s'est en effet affaiblie. Elle reste la première force syndicale, mais elle reconnaissait elle-même, en avril 1981, avoir perdu 350 000 adhérents actifs entre 1976 et 1979. Elle parle aujourd'hui de regain d'adhésions, mais tout indique que l'érosion de ses effectifs s'est encore amplifiée.

Cette « démarche apparaitrait d'autant plus logique, que, les promesses de Grenoble n'ayant pas été tenues, la C.G.T. se place en situation de répondre à l'exigence affirmée par le P.C. dans la résolution de son vingt-quatrième congrès : bâtir « un syndicalisme de classe et de masse encore plus fort ». L'heure est au combat, non au vrai débat.

(Lire page 13.)

AU JOUR LE JOUR

Partage

Pour que le climat soit moins malin à la télévision, il suffit d'accorder à chaque groupe de pression la place qu'il mérite.

Aussi, à l'heure des actualités, doit-on laisser la parole aux socialistes, aux communistes, aux chrétiens, aux gauchistes, aux écologistes, aux femmes, aux extrémistes, aux immigrés, aux homosexuels, aux victimes des nationalisations, aux patrons de gauche, aux télespectateurs mécontents, aux ministres bavards, aux artistes, aux enfants et aux membres du comité contre les groupes de pression.

« Euh... je... si vous plaît... dans votre liste, là... »

— Ah oui ! J'oublais : et, bien sûr, aux journalistes... »

CLAUDE-H. BUFFARD.

LA JOURNÉE DES FEMMES

L'enjeu du 8 mars

par YVETTE ROUDY (*)

J'aimerais aussi que l'historique de la date du 8 mars soit connu plus précisément : cela prouverait que les luttes ouvrières des femmes ont constitué un événement. Or, les historiens hésitent : 8 mars 1917, manifestation d'ouvrières du textile à New-York ? 23 février 1909, journée de revendication des femmes socialistes à New-York ? Peu importe, par contre, c'est qu'une des plus grandes figures du mouvement des travailleuses, Clara Zetkin, ait voulu faire entrer dans l'histoire une page restée jusqu'à l'irréversible : celle des luttes des femmes.

Si elles s'arrêtaient ?

Et par-delà le caractère bon enfant, solennel ou familial que pourra prendre cette journée, selon qu'elle sera ici ou là organisée par tel syndicat, tel mouvement ou tel groupe de femmes, ce qui importe aussi c'est que pour la première fois dans l'histoire de notre pays un gouvernement se préoccupe d'appeler par des manifestations particulières une prise de position collective contre les discriminations dont les femmes sont l'objet, par là entérinant la reconnaissance que les revendications féminines ne sont pas seulement existentielles, mais sont aussi politiques, qu'elles sont, pour leur vie et leur condition, constitutives d'un problème spécifique.

En fait, si lundi 8 mars toutes les femmes cessent de travailler en même temps, je pense que l'on prendrait brusquement conscience que la nation entière dépend de leur travail.

Devant les écoles et les maternités closes, les quatre cinquièmes des élèves du secondaire abandonnés à leur sort, les boutiques fermées, les grandes surfaces vidées de leurs vendanges, les boulangeries désertes (c'est bien la femme du boulanger, n'est-ce pas, qui rend le pain ?).

(*) Ministère des droits de la femme.

les ménages pas faits, les cuisines où s'entassent les nourritures pas cuites et les vaisselles pas lavées, les machines à écrire, les fiches du téléphone sans maîtres, devant les chaînes de textile devenues immobiles, les robes et les costumes de confection laissés là et tant d'objets de montage de précision arrêtés avec elles, il faudrait bien reconnaître l'immensité du travail féminin ainsi que sa valeur collective et sociale.

(Lire la suite page 7.)

LES SUITES DE « L'AFFAIRE LUCET »

La polémique s'amplifie dans les milieux politiques

Lire page 7 l'enquête de DANIELE BOUARD

REVOIR TRUFFAUT

L'homme fragile

Au Festival de Cannes 1969, un jeune homme de vingt-sept ans, François Truffaut, et un garçon de quatorze ans, Jean-Pierre L  aud, sont triomphalement acclamés. Les Quatre Cents Coups, premier long métrage de critique des Cahiers du cinéma et d'Art et d'Essai, reçoit le Grand Prix de la mise en scène et le Grand Prix de l'Office catholique international du cinéma (en attendant d'autres récompenses   tr  ng  res) : il consacre l'avènement de la « nouvelle vague » orchestrée par Jean Cocteau, toujours, étendu    ne pas r  ter le co  de de la jeunesse. L  aud, petit acteur débutant, devient Antoine Doin  l. Il aura un avenir dans d'autres films du cinéaste qui vient, en somme, de naître aux marches du palais de ce Festival.

Après son court métrage, les Mistons, et les Quatre Cents Coups Truffaut appar  t    beaucoup

comme le peintre de l'enfance et de l'adolescence. S'il est vrai que ce thème revient souvent par la suite, Truffaut a horreur des spécialistes et des spécialités. Sur la lancée du succès commercial des Quatre Cents Coups, il aurait pu, déjà, donner une suite    l'histoire d'Antoine Doin  l. Il préfère changer d'inspiration.

A la fin de 1969, il entreprend Tirez sur le pianiste, qui est l'adaptation (avec Marcel Moussy, coscénariste du film précédent), d'un roman de David Goodis publié dans la Série Noire aux   ditions Gallimard. A sa sortie, en novembre 1969, Tirez sur le pianiste est fr  chement accueilli par une bonne partie de la critique et déroute le public.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 9.)

FALLET-LA-TENDRESSE l'angevine

« Un merveilleux roman,    lire selon l'humeur, pour ses inventions érotiques, ses éclats de rire, ses coups de grisoir, pour sa morale angevine et ses petites phrases qu'on n'oublie pas. »

DOMINIQUE BONA/LE QUOTIDIEN

« La tendresse, l'amour    fleur de mots, ces mots qui dérivent, que l'on sait déjà, que l'on a un peu honte d'employer de nouveau et qui, pourtant, tricotés    la Fallet, sont pleins de charme. » F.X. / LE MATIN

roman/deno  l

مكتبة المجلد

Points-Sagesses Seuil

DIPLOMATIE

A BRUXELLES

M. Mauroy : nous souffrons de pas assez d'Europe

Les consultations se multiplient à l'approche du conseil européen des lundi 29 et mardi 30 mars, à Bruxelles, que précède une réunion préparatoire des ministres des affaires étrangères les 22 et 23 mars. Alors que M. Mauroy était, jeudi et vendredi, à Bruxelles, M. Chavasse, ministre des relations extérieures, rendra visite, le lundi 15 mars, à son collègue

britannique, lord Carrington. Le chancelier Schmidt s'entreprendra, à Londres, avec Mme Thatcher, le 19 mars.

D'autre part, M. Genscher, ministre des affaires étrangères d'Allemagne fédérale, se rendra, dimanche 7 mars, à Washington, où M. Mitterrand est attendu le 12.

De nos envoyés spéciaux

Bruxelles (Communautés européennes). — « Nous proposons une relance de l'Europe. Tel est le message que je suis venu apporter à la Commission. C'est sur un ton très volontariste » et « carré » que M. Mauroy a présenté, vendredi 5 mars, à Bruxelles, au cours d'une conférence de presse conjointe avec M. Thorn, président de la Commission, le sens de sa visite auprès des Communautés — « une normale » et de « bonne volonté » ; — remarquant qu'il s'agissait d'une « première ».

Accompagné par le ministre délégué aux affaires européennes, M. Chavasse, M. Mauroy a réuni aux deux commissaires français, MM. Ortoli et Pisan, avec lesquels il a pris son petit déjeuner, puis à tous les membres de la Commission réunis un peu plus tard en séance de travail, et enfin à M. Thorn, au cours d'un entretien en tête-à-tête, les grandes lignes de la position française sur l'Europe.

La formule, déjà souvent employée par le premier ministre, est la suivante : « Nous souffrons non pas de trop mais de pas assez d'Europe. » A ses yeux : « Ce qui manque aujourd'hui à la construction européenne, c'est la foi, le dynamisme, la volonté politique. »

On ne cachait pas dans l'entourage du premier ministre que M. Mauroy était venu briser la bonne parole à Bruxelles même, si l'on veut éviter d'apparaître, ce qui est toujours fâcheux, comme un donneur de leçons. Le premier ministre s'efforçait de faire passer le message de la gauche française, au pouvoir depuis le 10 mai, dans les dédales des couloirs administratifs européens en respectant les susceptibilités légitimes des responsables en place, mais sans pour autant trop édulcorer le message lui-même. Il a

souligné que sa visite « prolongeait et appuyait le memorandum français de relance ». Dans ce memorandum adressé en octobre aux pays partenaires et à la Commission, Paris suggérait des actions communes dans les domaines social, industriel, monétaire et agricole de ses vœux une politique économique extérieure commune.

Le premier ministre a choisi d'insister sur la nécessité de prendre en commun de nouvelles initiatives contre le chômage : « La Communauté doit assurer aux jeunes de seize à dix-huit ans un emploi ou une formation, car il faut maintenir une grande attention à l'égard de cette jeunesse qui ne s'intéresse pas à l'Europe (...) peut-être parce que l'Europe ne s'occupe pas d'elle. » Il a invité la Commission à présenter des propositions et à inclure dans son message un sésame de critique : « La Commission ne doit pas hésiter à proposer des avancées politiques. Elle ne peut se contenter d'être la gardienne sourcilieuse du traité. »

Pas de politique protectionniste

Cette volonté de progresser, de ne pas restreindre l'activité communautaire à l'examen des dossiers contentieux, le premier ministre a souligné qu'elle anime également les Etats membres, et en particulier la Grande-Bretagne.

Après avoir rappelé à propos du différend sur la contribution britannique au budget, la position française — une compensation qui ne pourra pas être plus élevée que celles déjà accordées en 1980 puis en 1981, qu'il faudra limiter

à quelques années et qui devra être dégressive, — il a mis surtout l'accent sur la nécessité de ne pas se laisser bloquer par ce problème : « On ne peut pas arrêter la marche de l'Europe. Il n'y a pas meilleure solution aux difficultés rencontrées que d'avoir une réelle capacité de production, que d'aller dans le sens de l'avenir. »

En réponse à deux questions, M. Mauroy a réaffirmé être force de volonté de son gouvernement de ne pas porter atteinte au libre-échange intracommunautaire. A propos de la « reconnaissance du marché intérieur », slogan, a-t-il rappelé, qui a été inventé pendant la campagne électorale et qui peut donner de ce fait une image faussée de l'action européenne : « On ne peut pas parler de ça que ce soit d'une politique protectionniste », a assuré M. Mauroy, qui a poursuivi : « Ce que nous voulons, à l'exception des autres, c'est avoir une politique industrielle volontariste. »

A propos de la « guerre du vin », M. Mauroy n'a pas eu le temps d'élucider dans le détail la décision de la Cour de justice européenne, défavorable à la France (le Monde du 6 mars).

Le gouvernement respectera l'avis de la Cour, a-t-il annoncé, mais cela ne doit pas faire oublier qu'une réforme de la réglementation applicable au marché du vin est nécessaire afin d'équilibrer l'offre et la demande, de favoriser une production de qualité. La France et la Commission ont fait des propositions très volantes dans ce sens (distillation obligatoire des solides de campagne, en cas de vendanges dépassant les besoins). M. Mauroy a demandé qu'elles soient examinées.

DOMINIQUE D'HOMBRES
et PHILIPPE LEMAÎTRE.

AMÉRIQUES

Nicaragua

Le déplacement forcé de 8 000 Indiens Miskitos provoque de sévères polémiques

Huit mille Indiens Miskitos ont été évacués dans des camps, et leurs villages ainsi que leurs récoltes ont été détruits, a reconnu, vendredi 5 mars, dans une conférence de presse à Washington, M. Humberto Campbell, le responsable chargé du développement de la région atlantique au Nicaragua. M. Campbell a affirmé que cette mesure avait été prise pour protéger

les Indiens, qui se trouvaient sous le feu croisé des forces sandinistes et des groupes contre-révolutionnaires opérant près de la frontière avec le Honduras. Quant aux récoltes, elles ont été détruites, « pour ne pas laisser de quoi se nourrir » aux contre-révolutionnaires, a précisé le responsable nicaraguayen.

De notre envoyé spécial

Somoza, en juillet 1978. Le nouveau régime sandiniste a décidé d'intégrer l'immense façade atlantique. Avec une assistance cubaine, il a entrepris la construction d'une route de Managua à La Rosita, où se trouvent les principales mines d'or — espérant la poursuivre jusqu'à Puerto Cabezas. Des ponts manquent encore et, à la saison des pluies, le río Coco et les autres rivières inondent largement la région.

Les premiers contacts entre Miskitos et jeunes militaires sandinistes, ignorant les coutumes indiennes, ont été nocifs. Des heurts sanglants, mais rares, ont eu lieu. D'autres incidents, moins graves, ont également éclaté à Bluefields, sur la côte, mais plus au sud, où la population, complètement noire, parle anglais. A Managua, dans le même temps, M. Fagoth Muller, un des chefs de la communauté miskito, entre au Conseil d'Etat, le « Parlement » sandiniste.

Le gouvernement espère ainsi, semble-t-il, illustrer le ralliement des populations indiennes de la côte au nouveau régime. Hélas ! Fagoth, ennemi déclaré des sandinistes par ses écrits et ses actions, a été nommé ministre de l'Intérieur. Il reste pris de deux mois en prison. Puis M. Tomas Borge, ministre de l'Intérieur, le libère. Fagoth s'enfuit à Miami, revient au Honduras, installe une « radio libre » miskito, incite ses « frères » à passer la frontière en masse. Plusieurs milliers d'anciens gardes sandinistes, également libérés

par les sandinistes, se sont installés dans cette région frontalière difficile d'accès, avec la passivité, ou la complicité, des autorités du Honduras. Arrivés, ils sont de plus en plus agressifs, multipliant les incursions de l'autre côté du río Coco ; et aussi les exactions. En décembre, ils occupent carrément la bourgade nicaraguayenne de San Carlos. — Au cours des trois derniers mois, affirme M. Sergio Ramirez, l'un des trois hommes de la junte de Managua, nous avons eu soixante-six tues dans nos rangs. »

Le plan « Terre libre »

En janvier, les sandinistes déclarent soudainement d'évacuer quelque 8 000 Miskitos installés sur le río Coco. C'est le plan « Terre libre » (en anglais : « Land for the landless ») : il s'agit de regrouper les Indiens dans cinq camps situés à une soixantaine de kilomètres au sud de la frontière, et de leur accorder 50 000 hectares pour des cultures, une assistance médicale, des écoles. L'opération d'évacuation dure une semaine. Selon le gouvernement, tout s'est passé « fraternellement ».

Les femmes enceintes et les enfants ont été transportés par avions et hélicoptères, les hommes marchant le long du fleuve. Selon la conférence épiscopale, en revanche, il y a eu des brutalités. Les villages des Miskitos ont été brûlés pour que les commandos sandinistes ne s'y installent pas. Personne cependant ne signale de victimes.

A Washington, Fagoth Muller, tenu en prison par M. Kirpatrick, affirme avoir été torturé pendant son séjour en prison. A Managua, les autorités protestent de leur bonne foi, dénoncent les « calomnies » américaines, invitent l'Organisation des Etats américains et le Vatican à venir enquêter. Leur témoin de moralité le plus attendu est le Pape François, ancien président du Costa-Rica, qui a visité les camps miskitos. Don Papa, fondateur du parti de libération nationale du Costa-Rica, dont le lieutenant et successeur à la présidence, M. Luis Alberto Monge, vient, en revanche, de prendre position contre le régime sandiniste.

A Managua, Mme Kirpatrick s'est, en tout cas, taillé un joli succès dans les milieux diplomatiques en affirmant que les violations des droits de l'homme au Nicaragua étaient « plus que tout ce que l'on pouvait voir en Amérique centrale ». Et pour une fois, la presse nicaraguayenne — opposition comprise — a vivement condamné le « montage » photographique publié en France par le Figaro magazine, en rappelant que le cliché avait été pris pendant la lutte contre Somoza et non pas depuis la victoire sandiniste (le Monde du 4 mars).

MARCEL NIEDERGAU.

Etats-Unis

LE GÉNÉRAL JOHN VESSEY EST NOMMÉ CHEF D'ETAT-MAJOR INTERARMES

Le président Reagan a nommé le vendredi 5 mars, le général John Vessey, pour succéder le 1^{er} juillet, au général David Jones comme chef d'état-major interarmes. En succédant à ce poste, le général Vessey, qui était jusqu'alors chef d'état-major adjoint de l'armée de terre, passe devant son supérieur hiérarchique, le général Edward Meyer.

Qualité de « soldat pur sang » par le président Reagan, le nouveau chef d'état-major interarmes est sorti du rang. Engagé volontaire dans la garde du Minnesota en mai 1950, il n'était encore que sergent à l'entrée en guerre des Etats-Unis. Sa conduite lors du débarquement d'Anzio, au sud de Rome, en mai 1944, lui valut d'être promu au grade de lieutenant.

Après des années de service et divers commandements, John Vessey, âgé aujourd'hui de quarante-neuf ans, est nommé général en 1976 et prend la tête des forces américaines en Corée du Sud. C'est à ce titre qu'il approuve le projet du président Carter de rapatrier ces forces. Le général Vessey s'était également opposé au traité américano-soviétique sur la limitation des armements stratégiques (SALT 2). — (A.F.P.)

AFRIQUE

Mauritanie

LES AUTEURS DE LA TENTATIVE DE COUP D'ETAT DE FÉVRIER SONT CONDAMNÉS A DIX ANS DE PRISON.

Le tribunal spécial constitué à Nouakchott pour juger les principaux responsables du coup d'Etat manqué, qui s'est déroulé dans la nuit du 2 au 3 février, a rendu son verdict vendredi 5 mars, après quatre jours de débats.

Des peines de dix ans d'emprisonnement, assorties de la confiscation de leurs biens, ont été prononcées à l'encontre du colonel Mourty Mohamed Ould Saleck, ancien président du comité militaire de salut national, qui avait renversé le président Ould Daddah, en 1978 ; de M. Sid-Ahmed Ould Benjara, ancien premier ministre (décembre 1980-avril 1981) ; de M. Mohamed Ould Mohamed Lagat, ancien ministre de l'Intérieur, et de l'adjudant Ould Benjara, parent de l'ex-premier ministre et ancien chef de la section des billes à l'armée de la Nouakchott. Un autre militaire, le sous-lieutenant Ould El-Khou, a été condamné à cinq ans d'emprisonnement.

Tous les condamnés, qui ont bénéficié de l'assistance d'avocats au cours du procès, ont été reconnus coupables de « complot, dont l'objectif était de renverser le régime de l'Etat ». Les conjurés avaient prévu d'enlever le chef de l'Etat mauritanien, le lieutenant-colonel Mohamed Khounza Ould Baidallah, au moment où il devait prendre l'avion, le 5 février, pour se rendre au sommet de l'O.A.S. à Nairobi. C'est l'adjudant Ould Benjara, chef de la section des billes à l'aéroport de Nouakchott, qui avait été chargé d'arrêter le chef de l'Etat. Les autorités mauritanienes avaient cependant été prévenues du complot, et le lieutenant-colonel Ould Baidallah avait ajourné son voyage à la dernière minute, tandis que les conjurés étaient mis en état d'arrestation.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES 1982

Dimanche 7 mars 1982

Défilé de la place de la République à la place des Fêtes, à Paris.

A partir de 12 h : spectacle non-stop, rassemblement à la porte de Pantin (rendez-vous au niveau hippodrome).

UNION DES FEMMES FRANÇAISES

15, rue Maitre, 75005 Paris

Tél. : 524-41-33

Centrafrique

L'armée pourchasse les auteurs de la tentative de putsch

(Suite de la première page.)

Un photographe français de l'agence Gamma, blessé, a été évacué jeudi soir sur Paris.

Samedi matin, on ignorait si M. Patasse et les deux officiers généraux, qui vont être de toute façon dégradés, étaient dégradiés sur la concession du premier, ou des équipements d'armes automatiques auraient été entendus, ou dans un quartier populaire situé à proximité. Il ne fait plus aucun doute, en tout cas, que le complot militaire de renversement national, ainsi épuré, semble décidé à aller jusqu'au bout.

La relance des querelles ethniques

La grève générale à laquelle avait appelé par tracts clandestins, avant la tentative de coup d'Etat, un certain FROLICA (Front de libération du Centrafrique), en fait émanation du M.P.L.C. de M. Patasse, n'a tout simplement pas eu lieu vendredi. Jeudi, peu après l'aube, les dernières baricades avaient été démantelées et une activité normale avait repris en dépit des mots d'ordre du M.P.L.C. appelant à ne pas se rendre au travail. Dans les quartiers où s'étaient déroulées les émeutes de la nuit précédente, les compagnies militaires de sécurité avaient pris position, sans toutefois faire preuve de la plus grande rigueur. Sur la route de l'aéroport des pneus terminaient de se consumer. Visiblement, le coup d'Etat, tué dans l'œuf, appartenait au passé, il restait à en mesurer l'impact.

A première vue, les conjurés ont opéré avec une bonne dose d'inconscience. Dans la matinée de mercredi, réservée au conseil des ministres hebdomadaire, les autorités avaient déjà senti que quelque chose se tramait. Dans l'après-midi, un tract anonyme — mais dont tout le monde savait qu'il avait été rédigé par la concession de M. Patasse — avait accusé le président Mobutu, du Zaïre, d'avoir déposé, avec la complicité du général Kolingba et de l'ancien président Dacko, quatre cents cinquante « mercenaires » au Centrafrique pour y favoriser l'accession au pouvoir du colonel Diello, chef d'état-major général adjoint, chef de la gendarmerie et intime collaborateur du général Kolingba.

Autrement dit, les amis de M. Patasse représentaient le thème favori du chef de l'opposition : le président du Zaïre appuyait les armées centrafricaines au fleuve Chari — les Yakomas, comme le général Kolingba, et les M'bakas, comme M. Decko, — contre les tribus nomades, notamment les Sara-Bakas de M. Patasse. Le tract devait même qualifier le colonel Diello de « séduisant yakoma » et annoncer, pour la nuit suivante, « l'élimination physique de certains officiers généraux, certains opposants politiques, certains proches collaborateurs ». Les autorités pouvaient difficilement ignorer la diffusion de ce tract.

La suite des événements reste confondante. Alors que de premières baricades s'élevaient déjà élevées, le général Bozize est venu tirer à la radio, toujours sous le contrôle de son ministère, une courte déclaration accusant des soldats de « rébellion » et de « trahison ». Les autorités pouvaient difficilement ignorer la diffusion de ce tract.

Un « léger remaniement ministériel »

Les autorités ont alors décidé de minimiser la portée de l'affaire et de couvrir le noyau n'a pas été proclamé. Il n'a pas été question de décréter la loi martiale. L'éviction des conjurés du gouvernement militaire a été présentée, jeudi soir à la radio, comme un « léger remaniement ministériel ». (1) Aucune référence aux manifestations et aux combats n'a été faite sur les ondes pendant vingt-quatre heures. L'aéroport n'a pas été fermé, en dépit du fait qu'il est resté coupé quelques heures de Bangui. La présence des forces de sécurité en ville a été

aussi légère que possible. Le président Kolingba a passé le jeudi, comme d'habitude, à l'état-major général et non à la présidence. Tout était entrepris pour déramatiser la situation.

Le choix de M. Patasse — que tout le monde, y compris parmi les manifestants, considère comme le maître d'œuvre occulte du complot — demeure, d'un autre côté, déconcertant. A-t-il réellement cru que, après cinq mois d'absence et avec seulement quatre jours de concertation, il lui serait possible de prendre le pouvoir sans réel appui militaire conjugué — et au moyen d'un appel à l'insurrection formulé par l'un de ses amis ? A-t-il pensé, en outre, qu'une telle opération pouvait se faire à la barre de la France, qui ne lui a fait apparemment aucune promesse et entretient une coopération militaire étroite avec le général Kolingba ?

Pressé par son propre entourage et se prenant à son propre jeu de surenchères, il a sans doute calculé

Algérie

UNE MISE AU POINT DE L'ANCIEN VICE-PRÉSIDENT DE LA SONATRACH

A la suite d'un article de notre correspondant à Alger (le Monde du 10 février 1982) faisant allusion à la campagne de la presse algérienne menée contre l'équipe de M. Abdelhak, ancien ministre de l'Énergie et de l'Industrie, M. Ali Lahoussine, ancien vice-président de la Sonatrach, nous écrit de Genève.

« Je démens formellement avoir accordé à un journal belge quelque entrevue que ce soit pour critiquer le contrat de vente de gaz conclu entre la Sonatrach et la société belge Distrigaz. (...) Il est faux que je sois associé au sein d'un cabinet d'experts avec un ancien responsable de la société américaine El Paso ; je possède ma propre société de consultants » à Genève, et il n'y a figure, sous quelque forme que ce soit, aucun membre de la société El Paso ni, d'ailleurs, d'aucune société pétrolière ou gazière. (...) J'ai suivi de tout près le ministre algérien de l'Information. »

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) Le nouveau cabinet, présidé par le général André Kolingba, comprend 12 membres, dont quinze ministres et cinq secrétaires d'Etat. Outre les généraux Alphonses Mialoua et François Bodin, considérés comme les principaux instigateurs du coup d'Etat manqué, deux ministres, l'intendant militaire Timothée Marboua (économie et finances) et le lieutenant-colonel Martin Doukoko (commerce et industrie) quittent le gouvernement. Pour entrer les capitaines Guillaume Lappo (Information) et Alphonses Koni (Intérieur). Deux membres du C.A.R.V. voient leurs attributions accrues : le général Xavier Bivestre Zangongo devient ministre de la Justice (ministère auquel sont rattachés le travail et la Sécurité sociale) et le lieutenant-colonel Jean-Louis Gervil Zambala devient ministre des affaires étrangères (auquel sont rattachés le plan et la coopération internationale).

Zimbabwe

● DÉMISSION DE SEPT PARLEMENTAIRES DU FRONT RÉPUBLICAIN. — Sept des dix-neuf députés parlementaires blancs membres du Front républicain, ont annoncé jeudi 4 mars à Salisbury leur démission du parti de M. Ian Smith. Trois des parlementaires démissionnaires, M. James Throuth, avait peu auparavant déclaré qu'il était temps pour l'ancien premier ministre Smith de « s'acheminer doucement vers une retraite bien méritée ». — (A.F.P.)

EUROPE

ASIE

Union soviétique

M. Chibaev est remplacé à la tête des syndicats soviétiques

De notre correspondant

Moscou. — Dix jours avant le dix-septième congrès des syndicats soviétiques, qui a lieu tous les cinq ans, M. Alexis Chibaev, président du conseil central des syndicats, a été évincé de son poste, vendredi 5 mars, au cours d'un plénum de cet organisme.

Certes, officiellement, M. Chibaev a été appelé à d'autres fonctions, qui pourraient être celles de vice-président dans un secteur industriel non précisé. Mais cette mutation est de toute évidence, une disgrâce, puisque M. Chibaev, qui a le rang de ministre, avait déjà lui-même rang de ministre.

Les raisons de ce limogeage n'ont pas été rendues publiques. L'agence Tass indique seulement que le plénum a discuté et approuvé « le rapport d'activités du conseil et les obligations des syndicats de l'U.R.S.S. », à la lumière des résolutions du septième congrès du P.C.U.S., et qu'il a chargé M. Chibaev de présenter ce rapport au dix-septième congrès des syndicats.

Né en 1939, le nouveau président était depuis 1980 ministre des industries forestières, de la cellulose, du papier et du bois. Diplômé de l'école technique de la construction, il avait fait toute sa carrière dans cette même branche, d'abord comme ingénieur, ensuite comme directeur national des syndicats à Rostov et à Saratov, avant d'occuper de 1979 à 1976, le poste de premier secrétaire de la région de Saratov. Il est membre du comité central depuis 1981.

Plusieurs hypothèses sont avancées pour expliquer ce départ. Selon l'une d'elles, M. Chibaev serait impliqué dans une affaire de malversations et aurait donc été victime, après le directeur du Cirque de Moscou, de la vigoureuse attaque lancée par le pouvoir contre la corruption. Selon d'autres, son élimination serait la sanction de son échec comme

président des syndicats. Il se serait montré incapable de remplir les obligations relevant des résolutions du vingt-sixième congrès du P.C.U.S., au cours duquel M. Brejnev avait formulé de sévères critiques.

La présence au plénum, qui a pris cette décision de M. Tchernenko, membre du secrétariat et du bureau politique, qui a plus d'une fois misé à la lumière des événements de Pologne, sur la nécessaire liaison entre les syndicats et les masses, serait de nature à accréditer cette version.

Enfin il est possible que l'évincement de M. Chibaev soit une conséquence des dissensions qui semblent avoir précipité la mort de Michel Soudry et dont témoigne notamment la campagne de rumeurs visant M. Brejnev. La dernière en date, répandue par les marchés financiers occidentaux et qui avait raconté la chute des cours de l'or, annonçait, vendredi, son décès (nos dernières éditions du 6 mars), elle avait été aussitôt démentie par l'apparition du chef de l'Etat soviétique à la télévision, à l'occasion de la cérémonie organisée pour la Journée internationale des femmes.

THOMAS FERENCZI

UNE EXPLOSION DANS UNE USINE SPÉCIALISÉE DANS L'ÉQUIPEMENT SPATIAL AURAIT FAIT DE NOMBREUSES VICTIMES.

Moscou (A.F.P.). — Un département entier d'une usine soviétique travaillant pour l'espace a été pulvérisé dans la soirée du jeudi 4 mars par une violente explosion qui aurait fait de très nombreuses victimes. Côté officiel, aucune information n'est diffusée sur cette catastrophe qui s'est produite pourtant dans la périphérie de la capitale, dans le quartier de Davidkovo. Des témoins ont déclaré à l'A.F.P. que, la veille à 19 h 30, ils avaient entendu « comme des bombardements », puis vu s'élever dans le ciel des flammes d'une cinquantaine de mètres de hauteur. Le quartier a été aussitôt évacué.

Selon des sources soviétiques dignes de foi, deux cents à trois cents personnes travaillaient vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans le département qui a été touché par l'explosion. Cette usine, qui de l'extérieur ne comporte aucun signe distinctif, autre que l'inscription « Laboratoire de recherches », fabriquait des éléments de fusées et de satellites.

● Le démantèlement des missiles SS-20 s'est poursuivi en U.R.S.S. en février, indiquent-on vendredi 5 mars, de source militaire compétente à Bonn, en réponse aux affirmations de M. Zambiatini, porte-parole de M. Brejnev, selon lequel ce programme aurait été suspendu depuis décembre (le Monde du 4 mars). Selon cette source, la trentième base de lancement de ces engins a été achevée en février dans la partie européenne de l'U.R.S.S., et sept autres sont actuellement en construction, pour un total de 251 missiles. 238 sont actuellement opérationnels, dont 200 environ sont braqués sur l'Europe occidentale. — (A.F.P.)

Irlande du Nord

UN MODÉRÉ L'EMPORTE À L'ÉLECTION PARTIELLE DE BELFAST

(De notre correspondant.)

Londres. — Le candidat du parti unioniste officiel, le révérend Martin Smyth, a remporté l'élection partielle de Belfast-Ouest, organisée le 4 mars. Il a obtenu 17 123 voix contre 11 725 à un représentant du parti de l'Alliance, formation interconfessionnelle à dominante protestante. Le candidat du parti unioniste démocrate du pasteur Paisley n'est arrivé qu'en troisième position avec 9 816 suffrages.

Il s'agissait de pourvoir le siège de député à la Chambre des Communes, laissé vacant par la mort du révérend Robert Bradford, assassiné le 14 novembre dernier par un commando de l'I.R.A. À l'annonce des résultats, les partisans des deux candidats unionistes en sont venus aux mains. Robert Bradford était membre du parti officiel, mais il était un ami proche de M. Paisley, et les deux candidats rivaux se sont réclamés de lui pendant la campagne électorale.

Si le camp loyaliste retrouve globalement son pourcentage de voix de 1973, l'élection partielle constitue un sévère échec pour le pasteur Paisley, qui espérait, à cette occasion, faire la preuve de son ascendant sur la communauté protestante.

Le révérend Martin Smyth, qui est âgé de cinquante ans, est le grand maître impérial de l'ordre d'Orange. Il pourrait être appelé à prendre, à brève échéance, la tête du parti unioniste officiel, qui paraissait stabilisé par les nominations de M. Paisley et les divisions entre partisans d'une dévolution des pouvoirs à un gouvernement de l'Ulster et ceux d'un maintien au gouvernement direct de la province par Londres. — D. V.

Pologne

Un prêtre est condamné à trois ans et demi de prison pour avoir « calomnié » le régime

Le secrétaire de la conférence épiscopale polonaise, Mgr Bronisław Dabrowski, et NN SS. Siroba et Pylak, évêques de Poznan et de Lublin, sont attendus lundi 8 mars à Rome. Peu après l'annonce de leur prochaine rencontre avec le pape Jean-Paul II, les autorités polonaises ont annoncé la première condamnation d'un prêtre en vertu des dispositions de la loi martiale. Le tribunal militaire de Koszalin a condamné le père B. Jurek, curé à Polczyn, à trois ans et demi de prison pour avoir « calomnié » le régime et les autorités polonaises au cours d'un sermon prononcé le 20 décembre 1981.

L'agence PAP a aussi annoncé, vendredi 5 mars, l'arrestation à Grodzisk Mazowiecki, une localité située à 50 kilomètres au sud-ouest de Varsovie, de deux personnes (citées comme Tomasz L. et Robert Ch., ce qui permet de penser qu'il s'agit de mineurs) soupçonnés d'avoir tiré, le 13 février, sur un militaire (mort de ses blessures) dans un tramway à Varsovie. Trois autres personnes, qui selon PAP, formaient un « groupe organisé » ont été également appréhendées : le père de la paroisse, le père Sylwester Zych, parce que l'arme du crime aurait été retrouvée cachée dans son presbytère, ainsi que MM. Tadeusz W. et Jarosław W.

L'agence relève à propos de cette affaire que la délinquance juvénile s'accroît et que les jeunes « s'engagent de façon irrégulière dans des activités de caractère politique ». Si du 23 février au 4 mars, 219 internés ont été relâchés, 64 autres personnes ont été internées parce qu'elles « se cachent » ou parce que « leur conduite laisse penser qu'elles pourraient ne pas respecter la loi et entreprendre des activités préjudiciables à l'Etat ». Sur les 4 000 internés, une quinzaine seulement ont demandé jusqu'à présent à bénéficier de la possibilité de partir en exil à l'étranger proposée par la justice militaire.

Les condamnations de dirigeants et membres de Solidarité se poursuivent. Ainsi, le tribunal militaire de Poméranie a condamné, jeudi, M. Mieczysław Ustaszak, vice-président de Solidarité de Szczecin, à quatre ans de prison, pour avoir organisé et dirigé une grève le 14 décembre dans le chantier naval Wawel, ainsi que MM. Andrzej Mielczanowski, membre du comité de grève du chantier, à cinq ans, Tadeusz Lichota, président de Solidarité dans un des ateliers de Wawel, à trois ans et demi, et MM. Stefan Nowakowski, Witold Karolewski et Ryszard Dzwiniak, à un an et demi de prison.

● A Genève, nous dit notre correspondante Isabelle Vichniez, le conseil d'administration du Bureau international du travail (O.I.T.), présidé par M. Gabriel Vatterjol (France), a adopté le

4 mars, le rapport du Comité de la liberté syndicale dont les auteurs expriment leur vive inquiétude devant la répression dont sont victimes les membres de Solidarité (le Monde du 4 mars). En dépit des efforts des pays de l'Est pour éviter un débat sur la Pologne, celui-ci a bel et bien eu lieu durant six heures. Le rapport souligne, l'envoi d'une mission d'information en Pologne, demande la libération des personnes internées ou à tout le moins des renseignements « sur les motifs précis de ces internements, la situation actuelle de ces personnes et leur lieu de détention ». Il proteste énergiquement contre les condamnations pour « fait de grève » et les atteintes à la liberté syndicale. Il demande enfin une enquête « indépendante » sur les décès des travailleurs survenus à la mine de Wujek.

Enfin, vendredi, la moitié des dix mille balcons transportant chacun quatre livres de textes rédigés en polonais par le Comité de coordination de Solidarité ont été lancés de 15e danses de Bornholm en direction de la côte polonaise. Les informations contenues dans les livres font appel à la résistance passive de la population. Cette opération, réalisée par une vingtaine de scientifiques français appartenant au collectif « des balcons libres pour la Pologne », a été relayée par les conditions météorologiques et des problèmes complexes d'autorisations des autorités danoises.

Italie

UN TERRORISTE ARRÊTÉ AURAIT RÉVÉLÉ LES CONDITIONS DE LA MORT D'ALDO MORO.

Rome (A.F.P.). — Le secret jusqu'alors maintenu sur les conditions de l'emprisonnement et de l'assassinat d'Aldo Moro le 9 mai 1978, vient d'être levé à la suite des déclarations d'Antonio Savasta, l'un des ravisseurs du général D'Amico.

Selon le *Corriere della Sera*, Savasta aurait révélé qu'Aldo Moro était prisonnier dans un appartement situé au 8, via Monteleone, au sud de Rome, à l'heure du 9 mai, conduit dans le garage de l'immeuble. Il aurait été poussé dans le coffre d'une B-4 par ses deux gardiens qui lui auraient promis qu'il allait être libéré. Mais l'un d'eux le blessa d'une balle de 9 mm, puis l'acheva d'une rafale de mitraillette. Ils conduisirent alors la voiture contenant le corps via Ostiense, où elle fut retrouvée.

Thaïlande

Les frontaliers subissent les conséquences des durs combats que se livrent au Cambodge Vietnamiens et Khmers rouges

De notre envoyé spécial

Aranya-Prathet. — Des canards barboient nonchalamment dans une mare près de laquelle, il y a un mois, un obus vietnamien s'est « égaré » : deux villageois ont été tués. La plupart des habitants de Wang-Mon, situé à moins de 2 kilomètres de la frontière cambodgienne, ont, aujourd'hui, abandonné les lieux. Femmes, enfants et vieillards se sont repliés vers l'intérieur de la Thaïlande. Quelques hommes sont demeurés sur place pour monter la garde. « Nous avons peur, reconnait leur chef, mais nous ne voulons pas abandonner l'endroit où nous sommes nés. » L'épouse de Kik-Sabang n'a pas encore tiré ses rideaux. Mais les habitants ont tout de même creusé des tranchées. Nong-lan, à 500 mètres seulement des lignes ennemies, est un village-mort. Ici, les rizières semblent au repos forcé : des chevaux de frise couraient à travers champs. Arme à la bretelle, quelques volontaires patrouillent avec insolence au milieu des broussailles.

Il y a encore un semblant de vie à Khlong-Nam-Sai. En novembre dernier, un obus vietnamien a blessé un enfant. Mais certaines familles qui avaient évacué les lieux à la sauvette y sont revenues. Au bord de la rivière dans laquelle des villageois ont jeté leurs filets, un slogan a été peint sur un écriteau : « Unis, nous vaincrons. » Du sommet de la « petite montagne rose », au sud d'Aranya-Prathet, on domine les terres extrêmes du Cambodge. On aperçoit la masse sombre du Phnom-Méali, le réduit khmer rouge que les troupes de Hanoi tentent d'encercler.

Plus que jamais à pareille époque, c'est-à-dire pendant la saison sèche, les frontaliers thaïlandais subissent les effets secondaires des durs combats

que se livrent Vietnamiens et Khmers rouges. « Dans ce secteur, entre le 1^{er} janvier et le 15 février derniers, les tirs d'artillerie mal ciblés ont coûté la vie à sept villageois, dix autres ont été blessés », précise le général Somkit Chongpayaha, commandant de la 9^e division.

Il arrive parfois que des Khmers rouges battent en retraite en Thaïlande, que des soldats vietnamiens les y poursuivent. L'armée s'emploie tant bien que mal à contrôler ce no man's land frontalier, à en éloigner les éléments indésirables, ceux qui, par exemple, vivent du marché noir. « A force d'écouler des marchandises au Cambodge, ces commerçants facilitent la vie des troupes vietnamiennes », se plaint le général Somkit. « Ils livrent en outre à l'ennemi non seulement des biens mais aussi des informations. » A en croire le commandant de la 9^e division, le montant des transactions est, aujourd'hui, tombé à 1 million de bahts (environ 200 000 francs) par jour, au lieu de 20 millions il y a cinq ans. « Nous voulons maintenant mettre hors d'état de nuire les intermédiaires qui ont la haute main sur ce marché noir, réalisant d'énormes profits avec lesquels ils achètent des armes lourdes pour tenir en respect les défenseurs de la loi. »

La situation va-t-elle se normaliser aux confins de la Thaïlande et du Cambodge ? Les responsables militaires admettent que les Khmers rouges sont en posture défensive, qu'ils ont essuyé de sérieux revers depuis quelques mois. Certes, à la saison des pluies, ils pourront regagner du terrain, mais, dit-on à Bangkok, « le temps joue contre eux ».

JACQUES DE BARRIN.

Chine

● La presse occidentale critique. — Les autorités chinoises ont sévèrement critiqué, vendredi 5 mars, les journalistes occidentaux, leur reprochant notamment d'avoir répandu des rumeurs sur l'avenir politique du vice-président Deng Xiaoping. Sans jamais citer le nom d'aucun journaliste ou organe de presse, le *Quotidien du peuple* écrit que certains correspondants étrangers « observent la situation en Chine avec des lunettes déformantes, giment se faire l'écho de commodes, et jouer aux devinettes ». — (Reuter.)

Indonésie

● « Déportations » ou « déplacements temporaires » ? — L'Indonésie a fait déporter en 1981 quelque 4 000 habitants de Timor-Est, l'ancienne colonie portugaise qu'elle a annexée en 1975, dans la petite île d'Atamora, à l'indiqué un responsable de la Croix-Rouge. M. David Delapraz, jeudi 4 mars, dans la capitale indonésienne, Djakarta affirme avoir procédé à des « déplacements temporaires » pour des raisons de sécurité. — (Reuter.)

La grande aventure de notre temps

Collection de poche

Points-Sciences Seuil

Penser les mathématiques

Albert Jacquard
Éloge de la différence
La génétique et les hommes

LA RECHERCHE sur le cancer

19 F

30 F

25 F

مكتبة من الأمل

RADIO J
sur FM 91,70 MHz
La Radio Juive de Paris
et sa région
Ce soir samedi 6 mars
à partir de 21 h
après le voyage de M. Mitterrand
en Israël
HENRI HAJDENBERG
président du Rebouevé juif
Dimanche 7 mars
à partir de 21 h
REGINE
Lundi 8 mars
à partir de 21 h
JEAN-PIERRE ELKABBACH

« Par ailleurs, le retrait d'agrément n'était pas nécessaire, M. Lucet ne pouvant, étant suspendu, continuer à exercer régulièrement ses fonctions. Le passage devant l'instance conventionnelle permettait, en revanche, de prendre le temps d'examiner cette affaire très grave et de rechercher une solution humanement acceptable. »

CINÉMA

« ONE + ONE » DE JEAN-LUC GODARD.

Mai 68 est loin

COLETTE GODARD.
★ Bobigny, Maison de la culture,
20 h 30.

Puzzle à peine ébauché, que le spectateur reconstruit péniblement, ne + One nous laisse entrer entre diverses séquences allant du laborieux monologue d'un Black Panther à l'émotionnisme consciencieux des rues de Londres, en passant par une interview d'Anne Wiazemski, la femme de Jean-Luc Godard, à ce moment-là l'originalité première est devenue profondément ennuyeuse. Au bout du compte, on ne sait pas très bien où il a voulu en venir, Jean-Luc Godard : la réunion, pièce-mêlée, de ce qui transporte un message révolutionnaire par la violence et la contre-culture ? Parallèle entre la destruction à partir des racines

ALAIN WAIS.

★ Les Forums ciémas (1^{re}), Olympic Luxembourg (6^e), Olympic Balzac Elvates (8^e), Les 7 Paratissiens (14^e), Olympic Estrepiit (14^e).

(Suite de la première page)

Ici, c'est la mort. Elle rôde depuis le début (l'attaque dont est victime Chico-Albert Rémy), elle traverse les souvenirs de Charlie, son passé découvert par Léna, la servante du barda-dancing. Elle atteint celle-ci (la merveilleuse Marie Dubois), acharnée à lutter contre le mauvais sort, comme elle a atteint Thérèse (Nicole Berger, douloureuse et meurtrie), l'épouse suicidaire d'Édouard, le maestro du clavier. A quoi bon parler, comme on l'a fait, de « mélange des genres » ? *Tirez sur le pianiste* est un film sans genre ou, plutôt, il est de ce genre qui n'appartient qu'à Truffaut.

Cette « série noire » s'achève, d'une façon bouleversante, non pas dans un décor urbain nocturne, mais, en plein jour, dans la neige trémulante d'un paysage savoyard. Il faut admettre follement cette œuvre qui a enfermé un monde cinématographique et où Truffaut montrait déjà ce talent qu'il a d'utiliser les comédiens, les comédiennes (Michèle Mercier n'a jamais retrouvé la belle vitalité qu'il lui épousa de Christiane Laustriat) en fonction de la prise de vue physique, pour les modeler à l'image des personnages qu'il porte en lui, qui le

JACQUES SICLIER.

UNE CRÉATION D'ARRIGO

Fatum et Solarium

Fatum et Solarium

Pour ne prendre que le cas de Michel Philippe, qui supporte avec une crânerie sympathique le rôle écrasant d'Orphée, sa passion et sa flamme sont émouvantes, la voix est virile, mais l'étoffe trop étroite pour traduire toutes les subtilités et les résonances du phrasé de Monteverdi, dont l'ornementation vocale

On pourra bien être sensible à la
terreur des interprètes, à la qualité
des costumes Renaissance de
Claude Fennell, voire à son décor
en cratère, au théâtre de Palladio
mi-citron, aux enfers et l'air
libre, ou à jels accents de Monte-
pierre, mais il est au moins étrange
qu'une des œuvres les plus po-
tentes, les plus suggestives de
l'histoire de la musique nous laisse
aussi paradoxalement secs et dé-
capotés.

(1) Quatre enregistrements donnent une image fidèle de l'*Orfeo* : ceux de Michel Corboz (Erato), Jürgen Jürgens (Archiv) et les deux versions de Nikolaus Harnoncourt (Telefunken), dont la dernière est le reflet de la production de Zurich.

JACQUES LONCHAMPT.

* Théâtre national de Chaillot.
salle Gœtje, 20 à 30. En alternance
avec *Hippocrate* dans le même décor.

PACO IBANEZ et HEDI GUELLA
chantant pour la libération de SON ASSIDON, mathématicien marocain
dépassé depuis dix ans à Kabira, et pour les droits de l'homme au Maroc
le lundi 8 mars à 20 h 30 à la GAITE-MONTFARNASSE
26 rue de la Gaite, 75014 - PARIS - Billets : 50 F

Avec le participation

Comité des Mathématiciens : rapport d'enquête effectué
par **M. Daurin, M. Schwartz et Michel BROU**, du 4
au 10 mai 1970.

1. Conclusions et de signatures de Appel pour la libération
des ASSON 19700 signatures et signatures de Appel.

COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DE SION ASSON
Boulevard Barbès, 75018 - Paris
E. ASSON 510 K Paris

melodies, qui n'ont aucune honte à se présenter comme telles, et qui, pour se soulagner, s'il en était besoin, se soulignent essentiellement lyriques de l'inspiration d'Arrigo. Soucieux d'articuler clairement une forme d'aussi large - l'œuvre dure quarante minutes - il n'a pas craint de disposer, ça et là, de grands points de rallentement où un même rythme se trouve scandé par tout l'orchestre. Il affectionne également des formules obstinées, un peu à la façon de Janacek. Et, cependant, on ne perçoit pas la spécificité du verbe chorale : ce n'est ni réellement trop long ni dépourvu d'intérêt, mais l'impression reste mitigée.

Girolamo Arrigo (1930) n'est pas beaucoup plus connu du grand public, mais certains savent qu'il est directeur d'Orden, créa le festival d'Avignon en 1969, et d'un étonnant pour cor et ténor : lo Schiavo d'Orden. Commandé par Radio-France, Solarium (1976), son grand orchestre, présente à Paris un intérêt certain. Est-ce pour ça que cette partition longuement développée nous a laissés sur notre fin ?

Sans doute faudrait-il une seconde audition, car celle de la Symphonie n° 4 de Tchaïkovsky, qui suivait, toujours sous la direction d'Ali Rahbari (un jeune chef, premier prix du concours de Besançon en 1977), ne pouvait laisser deviner qu'il s'agit là d'un des meilleurs piliers du répertoire. Le seul premier mouvement aurait mis en évidence la composition d'origine, si ce n'était l'habileté du chef à nous faire oublier l'habileté. Lorsque ce dernier se présente sous les traits d'un chef d'orchestre qui ne possède ni le sens des grandes lignes, ni celui des transitions, ni celui de l'expression, la musique devient un bruit irritant et inutile.

GERARD COMITÉ

Parti, si l'on peut dire, d'un
gement de la troisième pièce
us 16 de Schoenberg, dans lequel
turée successive des instruments
acide avec une note de la harpe,
arium semble vouloir rester sous
si bons auspices. L'harmonie,
tôt consonante, sans allusion
endant à la tonalité, s'apparente
elle de Berg dans Lulu. D'amples

7 MARS
CHAMPS-ÉLYSÉES 17 h 45

A partir

du 10 Mars
CHARLES
BRONSON
Revient

**UN JUSTICIER
DANS LA
VILLE N°2**

LILY LASKINE

7 MARS
PLEYEL 17 h 45




(ΣRATO)
DEVROYON
7 MARS
TH. DU ROND-POINT - 11 H.

(ΣRATO)
LODÉON

FORMES

Appels d'air

Interprétation des arts. Paul Kallias avait interrogé ses poètes sur les raisons de leur attrait et les éléments de son comportement Béla Bartok. Le voici qui s'attaque aux poètes, non plus cette fois pour en transcrire les équivalences. Il les fait entrer dans son jeu. Les « paroles prises » à six d'entre eux — Saint John Persa, André Du Bouchet, Yves Bonnefoy, Jacques Busey, Jean Guchard-Mail, Patrick Maury — sont des paroles peintes (1). Chichement privilégiés, ramenés à l'essentiel, elles s'intègrent à la composition, la chimie, le langage de la poésie. Rares, elles sont symboles plus plus intimes. Comme chez André Du Bouchet, « le blanc n'est pas neutre »: C'est un appel d'air, un air qui sert de support au « sol plus haut » et vivifie une peinture à la fois dense et impondérable. Kallias, que l'on croyait à la cime de sa trajectoire, poursuit sa courbe scénaristique. Il ne cessera

ques mais, autrement, parfois dans la même toile que divise la Séparation des eaux. Par quelle magie Dedecova sensualise-t-elle, féminise-t-elle ses zones minérales amoureuxsement ptries, leur donne-t-elle une consistance charnelle ? Sa nature visionnaire ne suffirait sans doute pas à insuffler la vie à ces espaces saisis dans leur nudité, à la Terre ardente et autres « lieux de la nostalgie » glaciaires ou tropicaux, s'ils n'étaient soutenus, mis en formes, par une technique picturale parfaitement ma-

Je faisais allusion à la Chine. Le Bourguignon Max Thor (2) peut revendiquer la double appartenance. Dix ans d'impregnation in situ, la connaissance de l'écriture et de la langue de son maître est lavis Ku Tawewé le justifient. Thor, dont c'est, je dirais, la première manifestation, fait se consumer avec bonheur le matériel qu'il a ramassé. C'est un récidiviste notamment de la leçon de Jacques Villon et de Nicolas de Staël — à l'origine et lyrique — on discerne en sa peinture, qui reste de la vraie peinture, une quête au-delà des apparences qui le « conduit à privilégier le vide par rapport au plein ». Son point de départ se situe toujours dans le réel, mais un réel combiné subtilement avec l'imaginaire. C'est la Bergs de 1975 à Christiania de 1982, où se superposent les pyramides éternelles des montagnes. La calligraphie prend une magnifique importance dans sa coupe, par exemple.

Pour sa part, Anna-Maris Jacottet se contente du visible, mais un visible tellement repensé en son atmosphère poétique qu'il se fixe dans l'éternel. Oh ! nulle intempestive déformation n'en vient altérer le fra-

Natures mortes ou paysages, les fruits restent des fruits, les feuilles des feuilles, doux et douces au regard. Les collines drômoises ensoleillées ont conservé leur ossature. Ne résistons pas à leur charme. Au fait, je constate, ou alors je me trompe, une certaine antinomie entre la grâce infiniment sensible des aquarelles et des huiles et la force des dessins, des dessins superbes qui s'accroissent de l'essence des choses (4).

Corryel (5), jeune artiste dont j'apprends l'existence, s'en tient aux portraits et, dans les portraits, presque exclusivement au dessin, de préférence linéaire. Chez lui, rare est la couleur, mais alors elle confère à ses modèles une émouvante présence. Dans ses nus d'une sensualité orientale, dans ses personnages où l'œil, comme on dit, « mange toute la figure », on sera frappé par une extrême parcimonie de moyens.

Si la rétrospective de Jean Bertholle a pris fin à l'École des beaux-arts, l'exposition parallèle consacrée au même artiste, est encore visible à la galerie Ballini (6).

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Nane Stern, 25, avenue de Tourville, à Paris (7^e).
(2) Galarte, 13, rue Mazarine (6^e).
(3) Galerie la Pochade, 11, rue Guénégaud (6^e).
(4) L'Œil Sévigné, 14, rue de Sévigné (4^e).
(5) Le Haut Pavé, 2, quai de Montbello (5^e) et Centre chorégraphique, 119, avenue du Général-Leclerc (14^e).
(6) 28 bis, bd de Sébastopol (10^e).

14

SPECTACLES

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées)

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 6, Dimanche 7 mars

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

HIPPOLYTE, Chaillet, Gémier (727-81-15) (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

ANDROMAQUE, Crétel, Maison de la culture (899-94-50) (sam. 20 h 30, dim. 15 h 30).

AVEZ-VOUS DES NOUVELLES DU DOCTEUR, Grand Hall Montargueil (233-80-78) (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

POURQUOI C'EST COMME ÇA, La Souris papivore (278-27-54) (sam. 21 h 30).

Mr HYDE, T.A.I. Théâtre d'essai (278-10-79) (sam. 20 h 30).

LA FAMILLE LÉONOVITCH, Théâtre de la Ville (272-36-80) (sam. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30).

ACTEURS, Saint-Denis, théâtre G. Philipe (243-00-59) (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

LES CAMPANQUES, Studio Bertrand (783-64-66) (sam. 20 h 30).

L'ÉVEIL DU PRINTEMPS, Théâtre L. Villier, Suresnes (772-36-80) (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

L'AUTOCHTONNE, Théâtre Présent (203-02-55) (sam. 21 h, dim. 17 h).

Les salles subventionnées et municipales

Opéra (742-57-50) 19 h 30 : Fidélio.

Salle Favart (206-12-20) : Bubbling Brown Sugar (Hartmann) (sam. 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30).

Comédie française (296-10-20) : Le plaisir de rompre : Le voyage de M. Perrichon (dim. 14 h 30) ; Les caprices de Madame L'Espinasse (sam. 20 h 30).

Chaillet (727-81-15) Grand Théâtre : Britannicus (sam. 20 h 30) ; Faut-il (dim. 15 h) ; Foyer : les Mille et Une Nuits (sam. 18 h 15).

Odéon (325-70-53) : Hérode (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

TEP (797-96-06) : Gervais-Chambertin (sam. 20 h 30, dim. 18 h).

Centre Pompidou (277-12-33) : Chânes vides : Pollock (sam. 20 h 30, dim. 15 h et 19 h) ; Cinema in the age of Pollock (sam. 19 h) ; Cinéma du réel (sam. 20 h 30).

Carré Silvia Mounfort (531-28-34) : Cirque Grits à l'ancienne (sam. 20 h 30) ; Les Bonnes (sam. 20 h 30, dim. 16 h).

Assolvi-Théâtre (202-34-31) : Les Bonnes (sam. 20 h 30, dim. 16 h).

Assolvi (606-49-24) : le Nœmbri (sam. 21 h, dim. 15 h et 21 h).

Arta-Hobert (387-23-23) : L'étranger (sam. 21 h).

Les autres salles

American church (372-92-43) : A Midsummer night's dream (sam. 20 h 30).

Antoine (267-87-71) : Poëche (sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 et 20 h 30).

Assolvi-Théâtre (202-34-31) : les Bonnes (sam. 20 h 30, dim. 16 h).

Assolvi (606-49-24) : le Nœmbri (sam. 21 h, dim. 15 h et 21 h).

Arta-Hobert (387-23-23) : L'étranger (sam. 21 h).

Bois-de-Nord (239-34-50) : la Tragédie de Carmon (sam. 20 h 30).

Bois-de-Nord (239-34-50) : Diable d'homme (sam. 21 h, dim. 15 h).

Cartouches, Théâtre du Soleil (374-24-08) : Richard II (sam. 18 h 30, dim. 15 h 30) ; Épée de Bois (808-39-74) ; Écrits contre la Commune (sam. 20 h 30, dim. 16 h) ; Théâtre de la Tempête (328-36-36) ; Élie (sam. 20 h 30, dim. 15 h 30) ; Théâtre de l'Aquarium (374-09-61) : De minuscule d'oiseau (sam. 20 h 30, dim. 16 h) ; Avoir du chaudron (328-97-04) : Carlos trafic (sam. 21 h) ; Teatr Grupa Chelivna (dim. 18 h).

Centre d'art castique (258-97-62) : Paroles à rebours (sam. 20 h 45, dim. 17 h).

Château de Vincennes (365-70-13) : Gerbe de blé (sam. 21 h).

CSP, Théâtre Paris 12 (343-19-01) : Récrésions de clowns (sam. 20 h 45).

Cité internationale universitaire (589-38-69) : Galerie : la Religieuse (sam. 20 h 30) ; Grand Théâtre : la Divine Comédie (sam. 20 h 30) ; - Réserve : Pierre Abelard 1079-1142.

Comédie Camille (742-43-41) : Revue de la Comédie (sam. 21 h, dim. 15 h 30).

Comédie italienne (321-22-22) : la Servante amoureux (sam. 20 h 30, dim. 15 h 30).

Comédie de Paris (281-00-11) : Joël (sam. 20 h 30).

Danone (261-69-14) : La vie est trop courte (sam. 21 h, dim. 15 h 30).

Edouard-VII (742-57-49) : la Danse du diable (sam. 20 h 30, dim. 17 h).

Espace Carila (266-17-30) : Ovario pour un vie (dim. 17 h).

Espace Galt (327-95-94) : Stratégie pour deux jambons (sam. 22 h, dim. 17 h 30).

Espace (278-46-42) : I. le Martien des maléfices (sam. 20 h 45) ; l'Alpague (sam. 22 h 15) ; II. Ballades (sam. 18 h 30) ; La Flambée Shakespeare, le comte d'Alver (sam. 20 h 15) ; Froule (sam. 21 h 30).

Fonction (874-74-40) : Koudochapo (sam. 20 h 30).

Galté Montparnasse (322-16-18) : l'Ode au cœur (sam. 22 h).

Hachette (326-38-99) : la Cautrisme chavre (sam. 20 h 15) ; la Leçon (sam. 21 h 30) ; l'Augmentation (sam. 22 h 30).

Jardin d'Éver (255-74-40) : Leçon de bonheur (sam. 21 h).

La Bruyère (874-76-99) : le Divan (sam. 21 h, dim. 15 h).

Léopold-Théâtre (586-55-83) : la Grande peur dans la montagne (sam. 20 h 30, dim. 16 h).

Lucernaire (544-57-34) : Théâtre Noir : Une saison en enfer (sam. 18 h 30) ; Un amour de théâtre (sam. 20 h 30) ; S. Joly (sam. 22 h 15) ; Théâtre Rouge : Don Quichotte (sam. 18 h 30) ; Douce (sam. 20 h 30) ; Pour une infime tendresse (sam. 22 h 15) ; Petite salle : Parfums français (sam. 18 h 30).

Madeline (265-07-09) : Du vent dans les branches de sassafras (sam. 20 h 45, dim. 15 h).

Marie Stuart (508-17-80) : La confession d'Igor (sam. 20 h 30).

Marigny (256-04-41) : Amadeus (sam. 20 h 30, dim. 15 h et 20 h 30) ; - Salle Gabriel (225-20-74) : le Garçon d'appartement (sam. 21 h).

Mathérel (265-90-00) : Jacques et son maître (sam. 21 h, dim. 15 h et 18 h 30).

Michèle (266-35-02) : On dînait au lit (sam. 21 h 15 ; dim. 15 h 30 et 21 h 15).

Michoudière (742-95-22) : la Paternité (sam. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h 30).

Modène (280-09-30) : Trio (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

Montparnasse (320-99-90) : Trakoum (sam. 21 h, dim. 15 h).

Nouveauté (770-52-76) : Folle Amende (sam. 21 h, dim. 15 h).

Palais-Royal (277-59-81) : Pauvre France (sam. 20 h 45 ; dim. 15 h et 18 h 30).

Poeche (548-92-97) : Baron baronne (sam. 21 h, dim. 15 h 30).

Saint-Georges (278-63-47) : le Châliari (sam. 20 h 45 ; dim. 15 h).

Scala (261-64-00) : les Caprices de Marianne (sam. 20 h 30).

Studio Bertrand (783-64-66) : les Campagnes (sam. 20 h 30).

Studio des Champs-Élysées (723-35-10) : le Cœur sur la main (sam. 20 h 45 ; dim. 15 h 30).

Studio Fortuna : Paroles d'indignes (sam. 21 h).

Studio-Théâtre 14 (545-49-77) : Quelle belle vie, quelle belle mort (sam. 20 h 30).

T.A.I.-Théâtre d'Essai (278-10-79) : la Maison de Bernarda (sam. 20 h 30, dim. 15 h) ; Les deux jours (sam. 22 h, dim. 17 h) ; Hais clos (sam. 22 h 30, dim. 20 h 30).

Théâtre d'Édgar (322-11-02) : Vampiro au paradis (sam. 20 h 30) ; Nous on fait ça on nous dit de faire (sam. 22 h).

Théâtre en Rond (387-88-14) : Roméo et Juliette (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

Théâtre Marais (278-03-53) : Henri IV (sam. 20 h 30).

Théâtre de la Mer (520-74-15) : Voudou-jeu jouer avec moi ? (sam. 20 h, dim. 15 h 30).

Théâtre de la Plaine (250-15-65) : le Dernier des moines ; l'Équarissage pour tous (sam. 20 h 30, dim. 17 h).

Théâtre Pédale (200-02-55) : Pantagruelle (sam. 20 h 30, dim. 17 h).

Théâtre des Quatre-Cents-Coups (633-01-21) : Médémécie Julie (sam. 20 h 30).

Théâtre de la Rue-Poisson (256-70-80) : Petite salle : Virginia (sam. 20 h 30, dim. 15 h) ; Maison internationale du théâtre : Saint-Simon le voyage (sam. 18 h 30).

Théâtre de la Ville (272-36-80) : les Casseurs (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

Théâtre 18 (226-47-47) : Lettre au père (sam. 22 h).

Varia (233-09-92) : Châli (sam. 20 h 30 ; dim. 15 h et 18 h 30).

Les cafés-théâtres

As Bec fin (296-29-35) : Théâtre chez Léonard (sam. 19 h) ; Toini Behn (sam. 20 h 15) ; le Président (sam. 21 h 30) ; Patrick et Philomène (sam. 22 h 45).

Blanc Manteau (887-15-84) : les Dénouements (sam. 21 h 30) ; Des bulles dans l'océan (sam. 22 h 30 et 24 h) ; - II. : Qui a tué Betty Grand ? (sam. 21 h 30 et 24 h) ; Betty Grand (sam. 22 h 30).

Café d'Édgar (322-11-02) : I. : Tiers, voilà deux bouillottes (sam. 20 h 30) ; Marguerite d'hommes (sam. 20 h 30) ; - II. : le Vendeur de son père (sam. 20 h 30) ; C'est ça ou le chômage (sam. 21 h 45).

Comédie (277-41-40) : Un jeu de deux bouillottes (sam. 20 h 30) ; Djama (sam. 22 h 30).

Coupe-Chien (272-01-73) : Le Petit Prince (sam. 20 h 30) ; Feydoun : Courteline-Labiche (sam. 22 h).

L'Écluse (542-71-16) : C. Gobert et J. Meyer (sam. 20 h 30).

Fanal (233-91-17) : l'Amant (sam. 20 h) ; Francis Blanche (sam. 21 h 15).

La Gargote (367-62-45) : Pourqu'ou du tabac ; la Fleur à la bouche (sam. 22 h, dim. 15 h).

Paulo Castejo (278-36-50) : Douby... le jeu (sam. 21 h) ; Les pas vu mes pas (sam. 22 h 15).

Petit-Village (278-67-03) : Ca alors (sam. 20 h 15) ; Du roman sur les blinis (sam. 21 h 30) ; Les chocoons (sam. 22 h 30).

Le Souffleur (278-76-94) : Pourqu'ou du tabac (sam. 21 h 30).

Spécialité Saint-Martin (208-21-93) : Papy fait de la résistance (sam. 20 h 30 et 22 h).

Le Théâtre (887-32-82) : L'inc. C. Epinal (sam. 18 h 30) ; Phédro (sam. 20 h 30).

Théâtre de Dix-Huitèmes (608-07-48) : le Théâtre est en esc... (sam. 20 h 30, dim. 15 h) ; J. en esc... de la police (sam. 21 h 30) ; Tolécy (sam. 22 h 30).

Vieille Grille (707-60-93) : Colporteurs d'images (sam. 20 h 30) ; Ensemble de musique traditionnelle (sam. 22 h 30).

Vingt Chapelles (439-36-59) : Théophile (sam. 21 h) ; Rimalières (sam. 22 h).

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45) : Achetez François (sam. 21 h ; dim. 15 h 30 et 21 h).

Deux-Ases (606-10-26) : C'est pas tout rose (sam. 21 h ; dim. 15 h 30 et 21 h).

Les comédies musicales

Banquiers (208-18-50) : Soleil d'Espagne (sam. 20 h 30, dim. 14 h 30).

Le music-hall

Bobino (322-74-84) : L. Rochelandt (sam. 20 h 45) ; E. Depardieu, F. Bernheim (dim. 20 h 45).

Caveau de Paris (374-26-22) : Annie Girardot (sam. 20 h 30, dim. 15 h et 18 h).

Cigars d'Éver (700-12-25) : Fête des Femmes (sam. 14 h).

Espace Galt (327-95-94) : Jacques Bertin (sam. 20 h 15, dim. 15 h 30).

Espace-Marais (271-10-19) : Functio.

Enthous (278-46-42) : Sara Alexander (sam. 18 h 30).

Fonction (874-74-40) : Lacombe-Asselin (sam. 22 h).

Gymnase (246-79-79) : le Grand Orchestre du Splendid (sam. 21 h ; dim. 15 h).

Harmonie (326-38-99) : Nicole Vassal (sam. 18 h 30).

Lacernaire (544-57-34) : Jean-Luc Salmon (sam. 22 h 30).

Maison de la Culture : C. Berberian (sam. 21 h).

Olympia (742-25-49) : Y. Duteil (sam. 21 h, dim. 14 h 30 et 18 h).

Palais des Sports (302-40-00) : Holiday on ice (sam. 21 h, dim. 14 h 15 et 17 h 30).

Potinière (261-42-53) : Alex Métyer (sam. 20 h 45).

La Tanière (566-94-23) : Arlette V. M. Bernard (sam. 20 h 45, dim. 18 h).

Troisième de Bouesse-Air (260-44-41) : Duo H. Selgan, U. de Lio (sam. 21 h et 23 h 30, dim. 21 h).

La danse

American Center (321-42-20) : S. Hayman - Chaffy plus two (sam. 21 h).

Palais des Congrès (758-27-78) : La Belle au bois dormant (sam. 20 h 30, dim. 14 h 30).

Théâtre de Paris (280-09-30) : Ballet Antonio Gades (sam. 20 h 30, dim. 15 h).

Théâtre 18 (226-47-47) : C'est comme ça qu'il faut faire (sam. 20 h, dim. 16 h).

Les concerts

Eglise St-Julien-le-Pauvre : Ensemble Chœur d'Hervé (Tolerman, Bach, Ruckstuhl) ; P. Sacher, B. Varlet (bach) (dim. 17 h).

Eglise St-Roch : Chœur Cantori, Orchestre symphonique des P.T.T. (Fauré) (sam. 20 h 30).

Salle Gave : Orchestre Loewenguth (Beethoven, Ravel) (sam. 17 h) ; Orchestre de la R.A.T.P. dir. H. Mass, sol. Ch. de Busy (Vivaldi, Bach, Wagner) (sam. 20 h 30) ; Orchestre de chambre de St-Denis, P. Monet (Mozart) (dim. 17 h 30).

Eglise Saint-Martin : Duo Aïmon (Handel, Bach, Fauré) (sam. 20 h) ; Ensemble vocal Chœur de la Madeleine, Bach, Mendelssohn (dim. 16 h).

Lacernaire : M. Winthrop, Ph. Panzer (Tchaïkovski, Bach, Kreisler) (sam. 19 h 45, dim. 18 h 30) ; P. Aegerter (Bach) (sam. 21 h).

Radio-France : Auditorium 106 : C. Joly (sam. 18 h 30).

Salle Cortot : C. Laporte, L. Collaudant (Haydn, Mozart, Beethoven) (sam. 20 h 30) ; M. Razi, A. Dufins (dim. 20 h 30).

Théâtre des Champs-Élysées : Orchestre des concerts Pédagogiques, dir. G. Devos, sol. L. Laski (Ottaviani, Haydn, Haendel, Fauré) (dim. 17 h 45) ; English Chamber Orchestra, dir. : M. Farnish, M. Debon (Bach, Mozart) (dim. 20 h 30).

Coquerie : M. et P. Toriller, M. Burstin, R. Sommer, R. Fontanarros (Couperin, Bach, Beethoven) (dim. 17 h 30).

Noire-Dame de Paris : J.-E. Ayars-Jarrie (de Aranzu, Duran, Soler) (dim. 17 h 30).

Salle Pleyel : Orchestre Lamoureux, dir. : J.-C. Bernède, sol. : P. Devoyon (Berlioz, Debussy, Ravel) (dim. 17 h 45).

Eglise St-Louis des Jersalles : Orchestre symphonique de la Garde républicaine, dir. : J. Lamy, Maitrise et chœur Notre-Dame de Paris, dir. : J. Revert (Campra, Bach, Mozart, Haydn) (dim. 17 h).

Eglise des Fillettes : Ensemble 12, sol. : Ph. Bide, K. Nagorn, Quatuor de cors de Paris (L. Mozart, W.-A. Mozart, Haydn) (dim. 17 h).

Ta. de la Rue-Poisson : I. Hovoka, F. Lodon (Stravinsky, Chostakovitch) (dim. 11 h).

Eglise réformée d'Assolvi : G. Harle (Sweelinck, Gibbons, Bach) (dim. 17 h 45).

Eglise cathédrale : Chœur international de l'Eglise autolite, dir. : E. Ericson (Poele, Debussy, Schumann) (dim. 20 h).

Jazz, pop, rock, folk

Arc (723-61-27) : S. Goldberg, P. Danielson, J. Christensen.

Bobino (322-74-84) : Bill Deraime (sam. 20 h 45, dim. 16 h, dim. 18 h).

Bohème (272-37-52) : P. Faut, Zool Fischer, D. Lemerle (sam. 22 h).

Caveau de la République (278-44-45) : D. Dutoit (sam. 21 h 30).

Château des Larmes (357-24-34) : Algo Nervo (sam. 22 h).

Cloître des Larmes (233-54-09) : Night People (sam. 22 h).

Club Saint-Georges (278-03-53) : Rhoda Scott (sam. 22 h 30).

Digby-Vent (637-31-47) : Hélios (sam. 22 h).

Dubois (233-48-44) : K. Wheller, J. Taylor, E. Parker, J.-F. Jenny-Clark, P. Motin (dim. 22 h 30).

Duval (584-70-00) : F. Frits, P. Minon (sam. 20 h 30) ; Bekunmams (dim. 20 h 30).

L'Ecluse (542-71-16) : P. Meyer, P. Morgambler (sam. 22 h).

Fonction (277-43-41) : S. Faw, G. Brown, J. Olivier, S. Fautan (sam. et dim. 20 h 30).

Galt Montparnasse (322-16-18) : Golden Gate Quartet (sam. 20 h 15, dim. 15 h 30).

Gave (700-78-88) : Night club (sam. 20 h).

Radio-France, grand auditorium : S. Goldberg, P. Danielson, J. Christensen (dim. 20 h 30).

Harmonie (255-25-68) : Scorpion, Black Foot (sam. 20 h) ; Fête de l'U.F.P. : Y. Theraulaz, A. Prunel, M. P. Belle, Djurdjara, G. Bédoua (dim. 13 h).

New Morning (523-51-41) : Sugar Blue (sam. 21 h) ; Rauli Pöytä (dim. 16 h).

Palais des Glaces (607-49-93) : N. Simon (sam. 20 h 30) ; P. Faut, S. Faw, J. Bourgeois (dim. 20 h 45).

Petit Olympia (236-01-36) : S. Titt, R. Urtrepp, P. Micholot, E. Devoyon (sam. 21 h 30).

Porte Saint-Martin (607-57-53) : Carole Laure, Lewis Furey (sam. 20 h 45, dim. 15 h).

Radio-France (233-84-30) : D. Sanchez (sam. 21 h 30).

Théâtre Nôle (797-85-15) : Cyril Body (sam. 20 h 30, dim. 17 h).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans. (***) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-34) 15 h, Octobre, les dix jours qui ébranlèrent le monde, de S.M. Eisenstein et G. Alexandrov ; 17 h, Hommage à George Cukor : Her cardbord lover ; 19 h, Odele ; 21 h, Jacques Prévert et le cinéma : Si j'étais le patron, de R. Potier, dialogue de J. Prévert et R. Pujol (sam.).

15 h, Hommage à George Cukor : My fair lady ; 19 h, Jacques Prévert et le cinéma : Jenny, de M. Carot, dialogue de J. Prévert et J. Constant ; 21 h, Le crime de M. Lange, de J. Renoir, dialogue de J. Prévert et J. Renoir (dim.).

BEAUBOURG (738-35-57) 15 h, La tentation, de F. Niblo ; 17 h, 10 ans du forum de Berlin 1971-1980 : Films expérimentaux : Fushell wie noch nie, de H. Conrad ; 19 h, La fin d'Hélène, de G.W. Pabst ; 21 h, Rébellion, de M. Kobayashi (sam.).

15 h, Arènes singulantes, de F. Niblo : 10 ans du forum de Berlin : Films expérimentaux 1971-1980 : Makimono, de W. Nekes ; Kaskara, de O. Dore ; Print generation, de J.J. Murphy ; 19 h, Baroque contre le pacifisme, de R. Clément ; 21 h, La charge des téniques bleues, de A. Mann (dim.).

Les exclusivités

ALLEMAGNE MERE ELAFARDE (A.L. v.o.) : Marais, 6 (278-47-86).

L'AMOUR DES FEMMES (Fr.) : Saint-André-Arta, 6 (326-44-18).

LES ANGES DE L'ÉTER (Fr.) : 14 Juillet, Marais, 6 (326-58-00) ; Racine, 6 (633-43-71) ; 14 Juillet, Bastille, 11 (357-90-81).

ALBUQUERQUE (A.L. v.o.) : U.G.C. Marais, 6 (723-69-23).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : Saint-Michel, 9 (326-79-17) ; George-V, 6 (562-41-46) ; - V.I. : 3 Hémisphères, 9 (770-47-55) ; Parisienne, 14 (329-43-11).

LE BATEAU (A.L. v.o.) : U.G.C. Danon, 6 (329-42-62) ; Biarritz, 6 (723-69-23) ; Ermitage, 6 (359-15-71) ; - V.I. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-30-32) ; Bruguère, 6 (227-57-97) ; U.G.C. Caméo, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistral, 14 (327-52-37) ; Magic Convention, 15 (828-20-64) ; Mimi, 16 (651-99-75) ; Paramount Montreuil, 16 (606-54-25) ; Secorfin, 19 (241-77-99).

BLOW OUT (A. v.o.) : Forum, 11 (297-37-47) ; U.G.C. Odéon, 6 (325-71-18) ; U.G.C. Rive, 6 (633-08-22) ; Biarritz, 6 (723-69-23) ; Normandie, 6 (359-41-18) ; - V.I. : Rex, 2 (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-30-32) ; Caméo, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistral, 14 (327-52-37) ; Magic Convention, 15 (828-20-64) ; Mimi, 16 (651-99-75) ; Paramount Montreuil, 16 (606-54-25) ; Secorfin, 19 (241-77-99).

LA CHEVRE (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Montparnasse 83, 6 (544-14-27) ; Ambassade, 6 (359-19-08) ; Biarritz, 6 (723-69-23) ; Français, 14 (327-33-88) ; Gaumont Sud, 14 (327-84-50) ; Convention St-Charles, 15 (579-33-00) ; Clichy Pathé, 15 (522-66-01) ; Secorfin, 19 (206-71-33).

CONTE DE LA FOLIE ORDINAIRE (Fr.-It. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; George-V, 6 (562-41-46) ; V.I. : Paramount Opéra, 2 (743-56-31).

COUP DE TORCHEON (Fr.) : Marivaz, 2 (296-80-40) ; Paramount City, 6 (542-45-16) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-18).

CUTTER'S WAY (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 35 (271-33-36) ; Quintette, 9 (613-79-88) ; Épiphe Lincol, 9 (359-36-14) ; Parisienne, 14 (329-43-11) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

DERNIER CAPRICE (Jap. v.o.) : Studio 13 le Com, 5 (336-80-25).

LE DERNIER VOL DE L'ARCHE DE NOÉ (A. v.o.) : Rex, 2 (236-83-93) ; Ermitage, 6 (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistral, 14 (327-52-37) ; Napoleon, 17 (380-41-46).

DIVA (Fr.) : Ciné Beaubourg, 35 (271-33-36) ; P. de la Ville, 12 (343-01-59) ; Marivaz, 2 (296-80-40) ; A. de la Ville, 12 (343-01-59) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (575-79-79).

LE DROIT DE TUER (A. v.o.) : Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Paramount City, 6 (542-45-16) ; - V.I. :

Max-Linder, 2* (770-40-04) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12 (742-79-17) ; Paramount Gobelins, 13 (380-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-18) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00) ; Paramount-Mallot, 19 (738-24-24

INFORMATIONS « SERVICES »

GASTRONOMIE

Michelin 1982

Les vignerons ont coutume de classer leurs millésimes en grande année, bonne année, année moyenne, etc. Ils disent aussi année « jalouse » pour caractériser les années où, selon la récolte, le travail produit, et peut-être aussi le hasard, le vin est bon ici, médiocre là. En serait-il de même pour les guides ?

Le Michelin, qui paraît le 11 mars, sera-t-il la grande année à laquelle sans doute les patrons du guide aspirent, ou, comme l'an dernier, un millésime décevant ? Je ne crois pas.

Disons plutôt que ce sera une année « jalouse », avec du bon ici et du moins bon là et, surtout, du statu quo généralisé. Contrairement à l'an dernier où le guide rouge jouait... le changement, à tort, parce qu'il n'est pas fait pour les révolutions spectaculaires. Du reste, il n'a pas besoin, au contraire d'autres, des coups de tête pour faire parler de lui par le scandale.

Pas de changement donc dans les trois étoiles (qui sont vingt et un). A peine dans les deux étoiles (quatre-vingt-trois au lieu de quatre-vingt-deux) et dans les étoiles (cinq cent dix-huit au lieu de cinq cent vingt). C'est la force tranquille !

Gagnent leurs deux étoiles à Paris, par exemple, le Trou Gascon de l'avenue Taine (et l'on pouvait croire que c'était déjà fait) et en province le Yachtman de La Rochelle, le Moulin du Roc de Champagne-de-Belair, le Relais à Bracieux. Ajoutez-y le Vieux Moulin à Genève-Trois, le jeune Bouilloud, dont l'entrepreneur le lecteur il y a quelques années, lorsqu'il débutait dans un bistrot genevois.

Me faut-il aussi signaler les deux étoiles du Tassevin de Maisons-Laffitte ? J'hésite. Sa charmante patronne m'a deux ou trois fois insulté téléphoniquement pour avoir parlé ou non parlé d'elle.

Perdent leurs deux étoiles les Célestins (Hôtel Nikko) qui ont aussi perdu leur chef, Joël Robuchon (mais alors ne fallait-il pas les donner à celui-ci, installé rue de Longchamp ?). Jacques Cagna (rue des Grands-Augustins), qui eut le malheur de n'être pas chez lui lors de deux passages des inspecteurs. En province : la Réserve de Passac, la Table des Cordeliers de Condom (ce qui est peut-être injuste), les Vannes à

Liverdun, le Bretagne à Quémont.

Si, à Paris, Benoît, le très bon bistrot de la rue Saint-Martin et qui avait l'an dernier injustement perdu son étoile, la retrouve, on mettra au débit du guide sa hargne à ne pas redonner à Lannais l'étoile perdue l'année dernière. Perdent encore une étoile : Androuet, les Armes de Bretagne, le Mareyeur, le Grand Veneur, à Paris, ce qui me semble justifié, et l'Artois, Morens, le Chalut, ce qui me le semble moins. En province, une quarantaine qu'il serait trop long d'énumérer ici (mais il faut citer la Poêle d'Or de Cannes, le Grill de l'Hôtel de Paris à Monte-Carlo, le Relais de l'Empereur de Montferrat, l'Auberge des Tilleuls à Souvigny).

Etoile nouvelle et bien méritée : la Quai des Ormes (4*), l'Ambroisie (5*), Grandgousier (18*), dont je me flatte d'avoir parlé un des premiers, l'Aquitaine de la rue de Dantzig (arr. 1), le Relais Louis XIII, rue des Grands-Augustins et, en province, Ramet et le Rouzic à Bordeaux, Chez Fredante à Ajaccio, la Florence à Reims, etc.

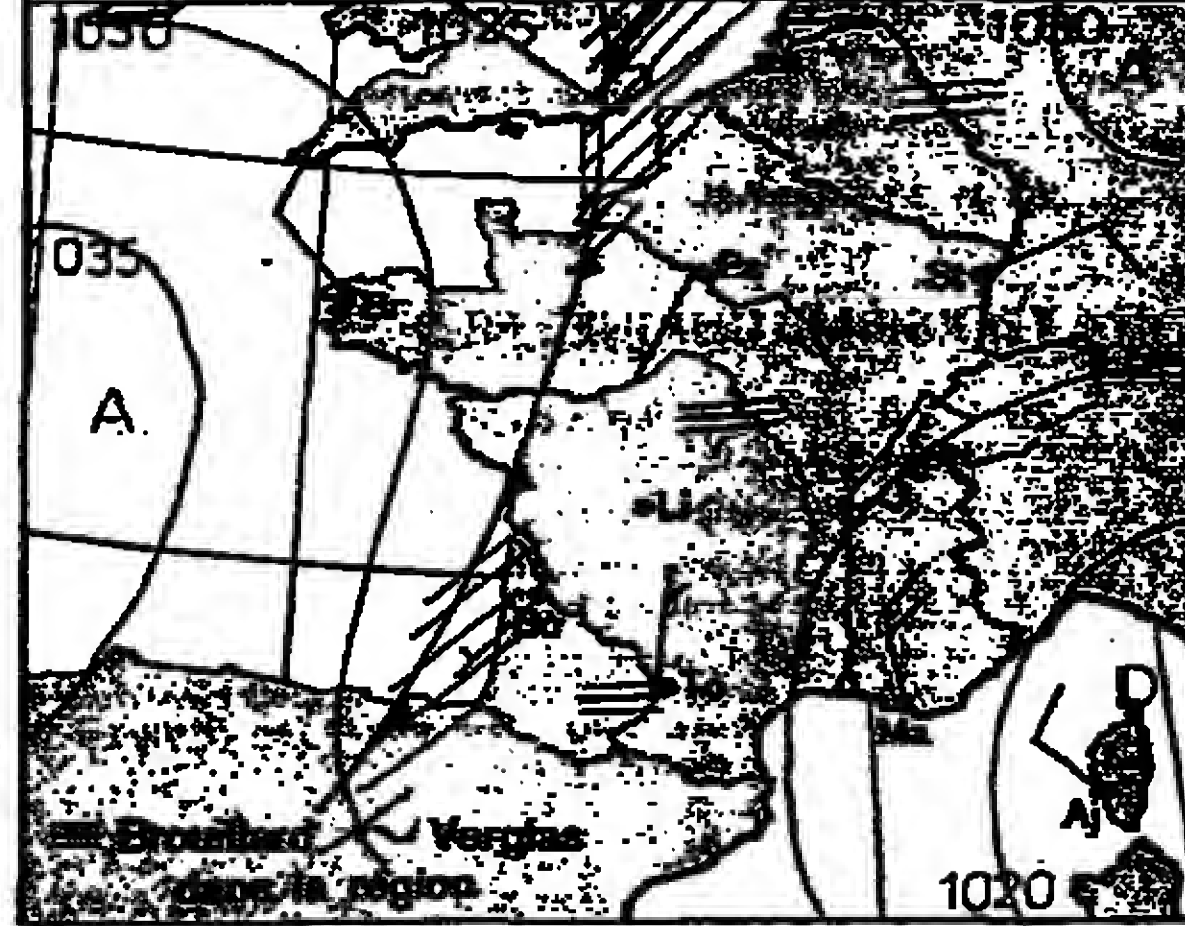
Nouveaux restaurants cités : à Paris et entre autres la Maison des Foies Gras (rue Gomboust), le Sybarite (rue du Sabot), Movenick (boulevard de la Madeleine), l'Estomac (rue Léo Delibes), le Petit Bedon (rue Pergolèse).

En résumé, peu de nouveau. Et souvent du nouveau heureux par rapport au bouleversement un peu fou de l'an dernier. Un retour au classicisme. Bon guide néanmoins avec, innovation heureuse, un index de toutes les localités classées par régions et départements. Prix de l'ouvrage : 58 F.

LA REYNIERE.

MÉTÉOROLOGIE

PRÉVISIONS POUR LE 7.3.82. DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 6 mars à 0 heure et le dimanche 7 mars à 18 heures :

Le minimum de pression de Méditerranée se décale lentement vers le Sud-Est, cependant l'instabilité orageuse ne s'atténue que lentement sur la Corse. La perturbation qui abordait ce matin la Bretagne pénétrera lentement à travers la France en s'attendant fortement. Un axe de pression relativement élevé subsistera des Pyrénées à l'Allemagne.

Dimanche, encore quelques averses orageuses sur la Corse, et des vents forts sur la Méditerranée occidentale. Temps couvert avec quelques pluies faibles le matin du Cotentin à la Bretagne, gagnant vers l'Est en s'attendant fortement sur le Centre pour atteindre le soir les Ardennes, la Champagne, le Massif Central et les Pyrénées. A l'avant, bancs de brouillard le matin avec des gelées, puis beau temps dans la journée. A l'arrière, ciel nuageux avec possibilité d'averses l'après-midi près des côtes de la Manche, où les vents s'établiront au nord-ouest.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 6 mars 1982, à 7 heures, était de 1 036,4 millibars, soit 771,4 millibars de mesure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 mars ; le second, le minimum de la nuit du 5 mars au 6 mars) : Ajaccio, 11 et 7 degrés ; Biarritz, 11 et 2 ; Bordeaux, 13 et -3 ; Bourges, 10 et 0 ; Brest, 12 et 8 ; Caen, 12 et -1 ; Cherbourg, 10 et 2 ;

SITUATION LE 05-03-82 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7 MARS, A 0 HEURE (G.M.T.)



Clermont-Ferrand, 8 et -6 ; Dijon, 9 et 0 ; Grenoble, 11 et 1 ; Lille, 10 et -2 ; Lyon, 8 et 0 ; Marseille, 12 et 4 ; Nancy, 9 et -2 ; Nantes, 12 et 1 ; Nice, 13 et 4 ; Paris-Le Bourget, 10 et -2 ; Pau, 11 et -2 ; Perpignan, 12 et 7 ; Rennes, 11 et 0 ; Strasbourg, 9 et 0 ; Tours, 10 et -1 ; Toulouse, 11 et 0. Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 6 degrés ; Amsterdam, 8 et 4 ; Athènes, 17 et 9 ; Berlin, 5 et -3 ; Bonn, 8 et -6 ; Bruxelles, 8 et -1 ;

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

MARDI 9 MARS

- « Le Panthéon », 14 h. 30, façade, Mme Allaz.
- « Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou, Mme Bachelier.
- « Bazar de la Charité », 15 heures, 23, rue Jean-Goujon, Mme Bouquet des Chaux.
- « Hôtel des Monnaies », 15 heures, 11, quai Conti, Mme Hulot.
- « Musée Carnavalet », 15 h. 30, 23, rue de Sévigné, Mme Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).
- « Quartier des Halles », 15 heures, porche de Saint-Eustache (Approche de l'art).
- « L'évolution du bouddhisme », 14 h. 30, 62, rue Madame (Arcs).
- « Le Marais », 14 h. 30, 12, boulevard Henri-IV (A travers Paris).
- « L'Opéra », 15 heures, devant l'Opéra (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- « Musée de la préfecture de police », 15 heures, 1 bis, rue des Carmes (Mme Fournier).
- « La Boune », 11 h. 15, métro Boune (P.-Y. Jolles).
- « Le Marais », 14 h. 45, 1, rue de Fiquier (M. de La Roche).
- « La Place Dauphine », 15 heures, devant la statue d'Henri IV (Paris et son histoire).
- « Le Marais », 14 h. 30, métro Saint-Paul (Résurrection du Passé).
- « De l'ensemble de Philippe Auguste à la place des Vosges », 12. 30, 1, rue de Fiquier (Mme Roman).
- « Le Sénat », 14 heures, 23, quai Conti (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES

- 14 h. 30 : 292, rue Saint-Martin, M. J.-P. Verdail - « La céramique dans le décor architectural ».
- 16 h. 30 : Collège de France, salle 5, M. A. Abdesslem - « Ibn Khaldun et ses lecteurs ».
- 20 h. 30 : 26, rue Bergère, M. J.-C. Sergeant - « Le corps et le cri » (l'homme et la connaissance).
- 20 h. 30 : 121, rue de Lille, Mme M. Jitta - « Pax Mondrian » (Institut néerlandais).
- 20 h. 30 : 68, rue de la Folie-Méricourt, M. A. Finkelskraut - « L'avenir d'une négation » (centre juif d'art et de culture).

Avis aux usagers de l'autoroute A6

« La Société des Autoroutes PARIS-RHIN-RHONE informe les usagers de l'autoroute A.6 que ses Services d'Exploitation feront procéder, entre les échangeurs de JOIGNY et AUXERRE-NORD, à des travaux de reconstruction de chaussée sur une longueur de 7 km.

Ces travaux dureront du 22 Mars au 19 Juin.

Entre le 22 Mars et le 8 Avril, ils entraîneront un rétrocessionnement de la chaussée LYON-PARIS, entre le 15 Avril et le 19 Juin, un rétrocessionnement des deux chaussées PARIS-LYON et LYON-PARIS : la vitesse sera limitée à 60 km/h.

Aux périodes de fort trafic, il sera conseillé de ne pas emprunter l'autoroute entre JOIGNY et AUXERRE-NORD. Des bulletins seront distribués à la sortie des gares pour donner les itinéraires de remplacement.

Considérant de la gêne qui leur est apportée, la Société des Autoroutes PARIS-RHIN-RHONE prie les usagers de vouloir bien comprendre la nécessité de ces travaux qui permettront, finalement, une amélioration de leur confort et de leur sécurité. Merci ».

LE JOURNAL DU JOUR

Un exemplaire authentique d'un journal français, parmi plusieurs millions en stock, de 1880 à DE VOTRE nos jours. Un cadeau original, pour souhaiter bon

NAISSANCE

anniversaire, bonne fête à vos parents, à vos amis.

Christian Bailly vous propose un exemplaire authentique d'un journal français de la date de votre choix (de 1880 à nos jours). Un cadeau rare, un stock unique de journaux de collections.

A envoyer, accompagné d'un chèque bancaire, CCP ou mandat, du montant de votre commande à la Galerie, 43, rue de l'Arbre Sec, 75001 Paris.

Données des journaux demandés	Nom
Jour Mois Année	Prénom
	Adresse
	Code postal
	Ville
	Prix : 45 F un journal, 40 F chacun des suivants (frais de recherches et d'expédition compris).
	Cl-joint un paiement de

PRESSE

L'ACCORD A ÉTÉ SIGNÉ AU GROUPE « TIMES »

Londres. — Un accord entre la direction du Times et le principal syndicat (NATSOPA), concerné par l'annonce des licenciements, a été conclu, a annoncé, vendredi soir, un porte-parole de la direction du quotidien britannique, M. Britten. En revanche, celui-ci a indiqué qu'aucun détail sur cet accord ne serait rendu public avant le début de la semaine prochaine.

Rappels que M. Rupert Murdoch, propriétaire du groupe, entend licencier environ six cents personnes, soit le quart du personnel employé par les deux publications largement déficitaires. Les licenciements visent principalement le personnel administratif, les journalistes n'ayant concernés que de façon marginale.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 6 mars :

UN ARRÊTÉ

● Portant création d'un centre d'observation et de prévision (décisions en matière de relations commerciales internationales).

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 6 décembre 1972 relatif à la commission médicale consultative des établissements d'hospitalisation publics.

DES LISTES

● Des élèves de l'Ecole nationale de l'aviation civile ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de l'aviation civile et le diplôme de l'Ecole nationale de l'aviation civile dans diverses options.

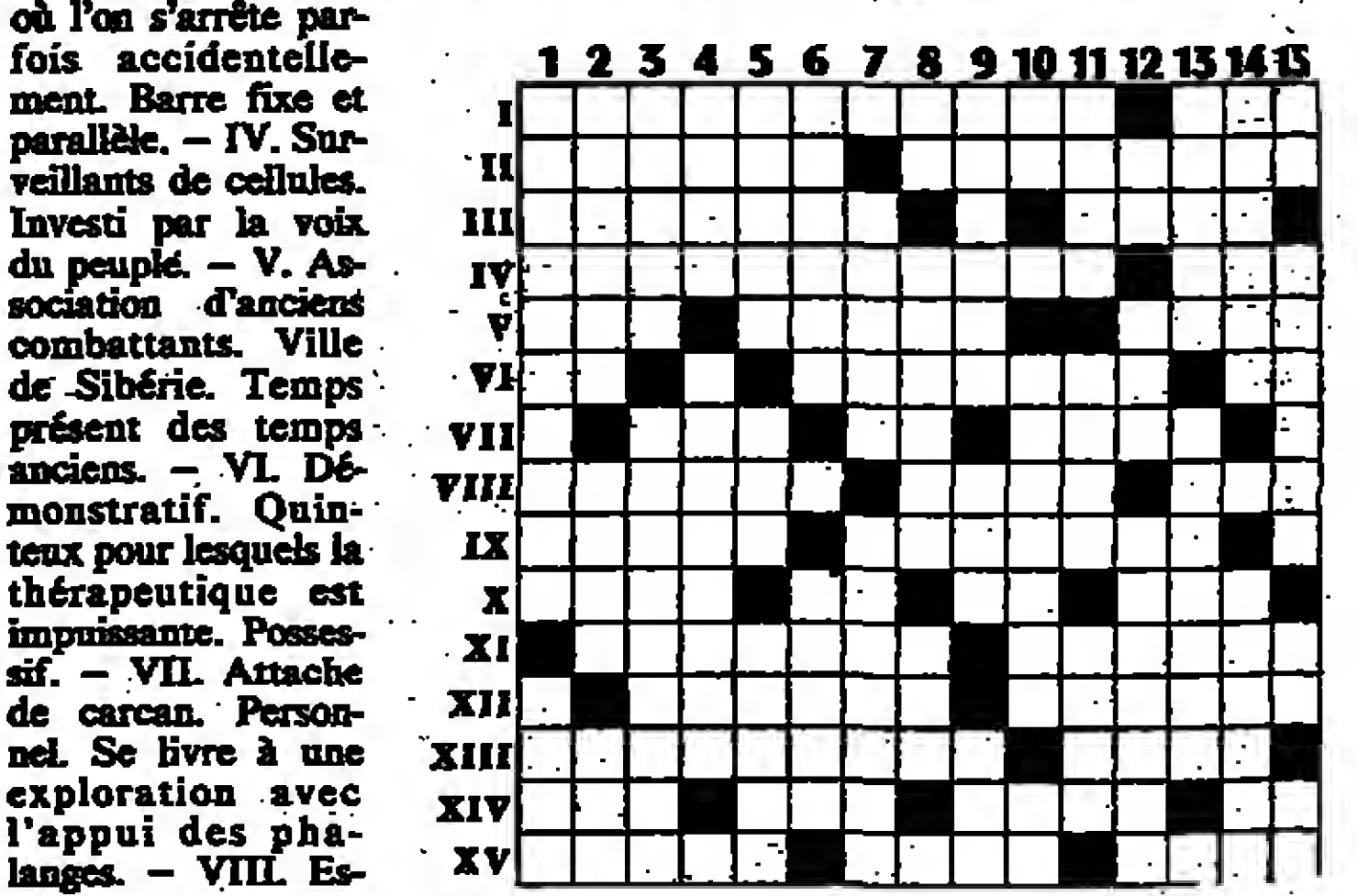
● Des élèves des unités pédagogiques d'architecture qui ont obtenu le diplôme d'architecte D.P.L.G.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3140

HORIZONTALEMENT

I. Se plantent dans les endroits sablonneux. La Faculté internationale. II. Le droit d'asile est pour lui imprescriptible. Permet aux autres de dépeindre ce qu'on n'a jamais pu voir soi-même. — III. Agglomération sur la route où l'on s'arrête parfois accidentellement. Barre fixe et parallèle. — IV. Surveillants de cellules. Investi par la voix du peuple. — V. Association d'anciens combattants. Ville de Sibérie. Temps présent des temps anciens. — VI. Démonstratif. Quinteux pour lesquels la thérapie est impuissante. Possessif. — VII. Attache de carcan. Personnel. Se livre à une exploration avec l'appui des phalanges. — VIII. Esprit fort, bien capable de tromber les esprits. Brillante vedette de publicité. Fait, à Londres, l'objet d'un rite sacro-saint. — IX. Leur dévotion est le signe de la libération. Prend un air inspiré le plus naturellement du monde. — X. Des Sedanis ont beaucoup contribué à sa renommée. Saint. Les premiers dans l'ordre du tiercé. Rassemblement des minis. — XI. Digest athénien. Groupement d'ouvriers. — XII. Etablissement de bains. Prouve son affection envers celui qui en subit une autre. — XIII. Son travail à peine commencé, il est déjà à genoux. A la limite du port et souvent jeté. — XIV. Artifice. Modification de registre. Fiole bien connue du navigateur Kerguelen. Note. — XV. Scie découpant l'horizon pyrénéen. Auteur peu catholique à ne pas recommander aux enfants de chœur. Un endroit où il est prudent de remettre sa langue, bien qu'on y taille constamment des bavettes.



la célébrité grâce à l'anonymat. — 7. Effets de jambes. Pour lesquelles la corde sensible a vibré. — 8. Article. S'il y eut un bon Dieu pour les ivrognes, ce fut bien celui-là. Pomme. — 9. Un long frottement ou un rapide contact le fait éclater. Le pays de la saucisse pour celui de l'andouille. Romancier suisse. — 10. Copulative. Conceptions sans enlacement. — 11. Préposition. — 12. Prends l'air. Moitié d'un chef indien. La contestation y est inconnue, mais la gorge y est permanente. — 13. Ouvre la parenthèse. Vieille troupe de gens d'armes. S'accroche dans l'espoir de faire lâcher prise. — 14. Il est promis aux verges et à la hant. Haute coupe. — 15. Produit agricole ou plumeau d'agriculteur. Muet de naissance, le progrès l'a rendu polyglotte. — 16. Personnel. Personnage doublement roulé. Un peu de méconscience. Pronom.

Solution du problème n° 3139

Horizontalement

I. Cacatoier. — II. Obéré. Ou. — III. Mont. Tins. — IV. Pécus. — V. On. Signet. — VI. Sep. Siège. — VII. Imitation. — VIII. Tés. Tir. — IX. Ente. Pèse (cf. scrupules). — X. Utopie. Tc. — XI. Nid. Dés.

Verticalement

1. Compositeur. — 2. Abonnement. — 3. Cène. Piston. — 4. Artus (cf. cycle). Epi. — 5. O.E. Sisal (cf. sac). — 6. Têt. Git. Pe. — 7. Immité. — 8. Eon. Egoïste. — 9. Rus. Tenreux.

GUY BROUTY.

GENERAL ELECTRIC

Réfrigérateurs NO FROST

Pour GENERAL ELECTRIC, un réfrigérateur ne doit pas seulement produire du froid. Le vrai confort, c'est de pouvoir servir chaque aliment à la bonne température (hors d'œuvre frais, salades, desserts) et d'obtenir immédiatement, d'un seul geste, (sans même ouvrir la porte), de la glace (en cubes ou pilée) ou de l'eau glacée.

Tous les réfrigérateurs GENERAL ELECTRIC sont équipés de système no-frost (aucun dégivrage) et d'un économiseur d'énergie.

Salon des Arts Ménagers

Niveau 3, Allée D-F, Stand n° 23

Magasin : 11 place de la Porte Champerret - Paris - Tél. : 574.76.50

Le Monde

économie

SOCIAL

LA RÉUNION DES MINISTRES DU TRAVAIL DES PAYS DE L'O.C.D.E.

L'accent est mis sur la nécessité de combattre à la fois l'inflation et le chômage

Après sept ans de malheurs économiques et sociaux, les vingt-quatre pays membres de l'O.C.D.E. en étaient toujours à se demander ce qu'il convenait de combattre en tout premier lieu, le chômage ou l'inflation. Du moins, jusqu'à la réunion, les 4 et 5 mars au château de la Muette (siège de l'O.C.D.E.) à Paris,

de leurs ministres du travail qui ne s'étaient, du reste, pas rencontrés depuis... 1976. Il semble, en effet, qu'une certaine évolution soit en train de se produire, les nations industrialisées admettant que les batailles engagées contre le non-emploi et la montée des prix devaient être mises ensemble au premier rang des urgences.

Par l'intermédiaire de M. Jean Auroux, vice-président de cette conférence (1), la France avait demandé, avec insistance, qu'une résolution soit prise en ce sens, et le communiqué final, adopté vendredi soir, en vingt-six points, affirme notamment que « les ministres ont reconnu la nécessité de mettre l'accent, dans tous les cas où c'est possible, sur les mesures propres à éliminer la récession économique non inflationniste, en réduisant les coûts industriels et en encourageant les investissements, et particulièrement sur les mesures qui ont pour effet d'augmenter la demande effective et de réduire le chômage ». Mais le texte ajoute que les efforts entrepris contre le chômage « ne pourront être menés avec succès que dans le cadre d'une lutte efficace et concertée contre l'inflation » et nécessitent « une coopération internationale active ».

Le ministre du travail américain avait, notamment, développé l'opposition de son gouvernement à toute intervention étatique entre les partenaires sociaux, et, du reste, la France n'a pas pu faire accepter sa proposition d'harmoniser au plan international « les mesures relatives à la réduction de la durée du travail ». Sur ce point, le communiqué final indique que les aménagements horaires devaient se faire « sans qu'il en résulte un décalage des rythmes de production, afin d'éviter des effets régressifs sur l'inflation et sur l'emploi ».

La préparation du quarante et unième congrès de la C.G.T.

< Notre principal souci est d'être vrais, de répondre aux exigences d'une situation exceptionnelle > souligne M. Henri Krasucki

Le quarante et unième congrès confédéral de la C.G.T., qui se tiendra du 13 au 18 juin à Lille, sera-t-il, trois ans et demi après le quarantième à Grenoble, qui avait symbolisé l'« ouverture » de la centrale à des pratiques internes plus démocratiques, le « congrès de la fermeture » ? En présentant, le 5 mars à la presse, le projet de document d'orientation (voir « Le Monde » du 2 mars), ligne de conduite de la confédération pour les trois ans à venir, M. Henri Krasucki, futur secrétaire général de la C.G.T., s'est efforcé de résumer cette image. En l'absence de M. Georges Séguin, il a cherché à démontrer que la centrale voulait aller encore plus loin dans cette voie de l'ouverture...

« Notre principal souci en rédigeant ce projet », a souligné M. Krasucki, « est d'être vrais, de répondre aux exigences d'une situation exceptionnelle, d'être conséquents, d'écouter et de faire en sorte que la C.G.T. tout entière, après le plus vaste débat, le débat le plus ouvert qui soit, décide d'adopter une pratique syndicale, une pratique syndicale, une vie syndicale à la mesure des événements et de l'époque que nous vivons ». Souhaitant une discussion préparatoire « en profondeur » — tant dans les tribunes de la presse confédérale que dans les entreprises — permettant à « des centaines de milliers de travailleurs et de travailleuses » de dire leur mot, même sans être syndiqués à la C.G.T., M. Krasucki a ajouté : « Nous voulons voir les choses en face et dire sans rien noier ni rien embellir, sans complaisance envers qui que ce soit, y compris nous-mêmes ».

Le futur secrétaire général de la C.G.T. s'est déclaré prêt à aborder au congrès les problèmes rencontrés par la centrale au cours de la dernière période, qu'il s'agisse de son attitude lors de l'élection présidentielle, de la Pologne ou de la démocratie interne. « Nous n'entendons rien esquiver et rien dissimuler. Chaque chose en face et dire sans rien noier ni rien embellir, sans complaisance envers qui que ce soit, y compris nous-mêmes ». Mais la règle du jeu est plus strictement encadrée dans une discipline syndicale plus formelle, plus précise que celle de la C.G.T. le 4 mars 1979. Ainsi est-il clairement précisé que « cette volonté de donner partout à la C.G.T. le caractère large, ouvert, relatif de nous d'aujourd'hui », a-t-il assuré. S'agit-il d'une nouvelle ouverture, apparente ou réelle ? Certes, dans le projet de document d'orientation, on retrouve dans le chapitre sur la vie de la C.G.T. quelques éléments de « l'autocritique » amorcée à Grenoble.

Mais la règle du jeu est plus strictement encadrée dans une discipline syndicale plus formelle, plus précise que celle de la C.G.T. le 4 mars 1979. Ainsi est-il clairement précisé que « cette volonté de donner partout à la C.G.T. le caractère large, ouvert, relatif de nous d'aujourd'hui », a-t-il assuré. S'agit-il d'une nouvelle ouverture, apparente ou réelle ? Certes, dans le projet de document d'orientation, on retrouve dans le chapitre sur la vie de la C.G.T. quelques éléments de « l'autocritique » amorcée à Grenoble.

CARNET

Décès
Et la Sté Sundin-Silvestre et Cie S.A., ont la douleur de faire part du décès de
M. Carl-Gustav SUNDIN,
survécu à Paris, le 4 mars 1982.
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 8 mars 1982, en l'église protestante (Rue de Valenciennes, 14) à 14 heures précises, où l'on se réunira.

Remerciements
— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les personnes qui ont témoigné leur sympathie et leur amitié à l'occasion du décès de
Mme ALVERDE
Mme ALVERDE, née en 1905 et morte le 4 mars 1982, nous exprimons leur profonde reconnaissance et leur sincère remerciement.

Messe anniversaire
— Pour le premier anniversaire de la mort de
Thérèse COMAR
une messe de souvenir sera célébrée le mardi 8 mars, à 14 h. 30, en la chapelle des Capucins (Rue de Valenciennes, 14) à 14 heures précises, où l'on se réunira.

Soutenances de thèses
DOCTORAT D'ÉTAT
— Université de Paris-IV, le mardi 8 mars, à 9 heures, salle de conseil, Mme Marie-Aurèle Baroni Cresto : « Le droit social breffien face au problème de la stabilité de l'emploi ».

ÉTRANGER

La baisse du yen renforce la force de frappe japonaise

De notre correspondant

Tokyo. — Le yen fait du yoyo, et se place, pour le plus grand plaisir des exportateurs japonais, à déjouer les pronostics. Tous les experts nippons, et autres, prévoyant, à la fin de 1981, un yen plus fort, ont été démentis. De plus, il n'est pas exclu que le yen continue à baisser, ce qui donnerait à la force de frappe japonaise une puissance accrue. Les exportateurs japonais ont donc une raison de se réjouir. Mais les importateurs japonais ont une raison de se plaindre. Les conditions d'une progression semblable, en effet, réunies.

Le gouvernement en tirait argument pour calmer les réactions étrangères et pour prédire une réduction du rythme des exportations, une augmentation de celui des importations et un certain réajustement des prix commerciaux. Mais les experts ne sont, une fois de plus, trompés. Ils n'avaient pas prévu, semble-t-il, la montée des taux d'intérêt américains, qui a entraîné la baisse du yen.

En outre, la dépréciation met le gouvernement nippon dans une position délicate vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux, déjà lourdement défavorisés. La banque centrale, dit un expert, interviendrait discrètement sur le marché des changes pour soutenir le yen. Elle contrôle les sorties de capitaux. Mais le sort des efforts marginaux. L'intérêt du Japon, dont la croissance repose essentiellement sur les exportations, n'est pas de renforcer le yen.

La marge du gouvernement nippon est, en effet, réduite. Pour répondre positivement aux critiques extérieures d'agressivité, les menaces protectionnistes que suscite une stratégie de ventes massives et conquêtes, il conviendrait de réduire le régime du « moulin à exportation » et de relancer celui de la demande intérieure qui reste stagnante. Pour cela il faudrait fournir les incitations monétaires, salariales et fiscales dont les P.M.E. et les ménages semblent avoir le plus grand besoin.

Enfin, le gouvernement ne veut pas risquer de relancer l'in-

INFLATION TRÈS FAIBLE EN R.F.A. ET EN SUISSE

En R.F.A., le prix de détail a augmenté de 0,2 % en février. Ce résultat, établi sur des statistiques encore provisoires, devra être confirmé dans quelques jours. En Suisse, le taux d'inflation en R.F.A. s'établit à 5,8 % contre 6,3 % en janvier.

En Suisse également la hausse des prix a été faible : + 0,2 % en février, contre + 0,3 % en janvier. Les taux d'inflation en R.F.A. s'établissent à 5,8 % en janvier, à 5,3 % en février. La hausse des prix en Suisse, qui était venue très modérée jusqu'en 1979 (+ 3,8 % pour cette année) s'est accrue en 1980 (+ 4 %) et en 1981 (+ 5,5 %). La Banque nationale avait adopté une politique monétaire plus restrictive en septembre dernier, provoquant un net raffermissement du franc suisse.

LE CHOMAGE AUX ÉTATS-UNIS TOUCHE 8,8 % DE LA POPULATION ACTIVE

Le chômage aux États-Unis a de nouveau augmenté en janvier, après l'accalmie de janvier. Le nombre des personnes sans emploi a atteint neuf millions six cent mille le mois dernier, soit deux cent quatre-vingt mille de plus qu'en janvier. Le taux de chômage par rapport à la population active est ainsi revenu à 8,8 %, niveau qu'il avait atteint en décembre 1979. Le taux est descendu à 8,5 % en janvier.

Le taux de chômage a de fortes chances de progresser encore au cours des prochains mois. Il pourrait ainsi atteindre, voire dépasser, son plus haut niveau d'après-guerre : 9 % de la population active lors de la récession de 1975.

AFAIRES

Siderurgie

L'ACCORD VOLONTAIRE DE LIMITATION DE LA PRODUCTION EST PROLONGÉ JUSQU'À LA FIN DE 1983.

Les sidérurgistes européens adhérents du cartel Eurofer ont décidé de prolonger jusqu'au 31 décembre 1983 l'accord volontaire de limitation des productions et des livraisons. Cet accord volontaire avait été mis sur pied à la fin 1980 pour lutter contre l'envahissement des prix sur le marché européen, qui avait plongé les producteurs dans de grandes difficultés et entraîné la proclamation de l'état de crise manifeste dans la sidérurgie (art. 38 de la CEEA) au début de juillet 1981. Il avait déjà été prolongé une première fois jusqu'en juillet de l'année 1982 (Eurofer II).

Cette action sur la production avait permis de ramener de l'ordre dans les prix de l'acier européen. Les prix de l'acier ont, en effet, enregistré une série de hausses dont la dernière (entre 12 % et 15 %) remonte au 1^{er} janvier 1982.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● Au Salon de Genève. — Les concessionnaires japonais ont demandé aux organisateurs du Salon de l'automobile qu'il se tienne actuellement à Genève de faire éléver de certains stands les affiches disant : « En conduisant une voiture japonaise, vous sauvez des emplois, y compris en Suisse ». (Le Monde du 5 mars). Plusieurs grandes marques européennes s'étaient en effet entendues pour inscrire à la base du Salon, sous cette forme, une campagne pour la voiture européenne. Les firmes concernées ont finalement accepté de retirer les affiches incriminées.

● RECTIFICATION. — Une ligne « santé » dans l'article consacré au Salon de Genève (Le Monde du 5 mars) entraîne les lecteurs à se demander si les modèles, ainsi qu'il est question de la Maserati 6 cylindres bi-turbo compressée et de la « Station Mitsubishi », deux voitures japonaises, ne sont pas des modèles d'importation. Il est à noter que la Maserati bi-turbo Mitsubishi a été achetée par le service de la Sécurité nationale de la République fédérale d'Allemagne. Les autres modèles de la Maserati bi-turbo Mitsubishi ont été achetés par des particuliers.

Social

● Marine marchande : échec des négociations avec les syndicats. — Au cours d'une réunion paritaire, le 4 mars 1982, le comité central des armateurs (C.C.A.F.) a présenté aux organisations syndicales de marins et officiers de nouvelles propositions concernant la durée du travail et des congés dans la flotte de commerce. Le C.C.A.F. souligne, dans un communiqué, « le caractère constructif de ces propositions » d'une part, et « l'absence de larges possibilités de négociations dans un esprit réaliste et responsable pour établir un régime satisfaisant de durée et d'organisation » d'autre part. Les propositions de modifications des conditions de travail des marins ont été rejetées par les syndicats.

● Les sections syndicales de journalistes, S.N.J., F.O., S.J.F., C.F.D.T. et S.N.J.-C.G.T. « s'étaient réunies à Paris le 4 mars 1982, à l'initiative de la Fédération nationale des journalistes (F.N.J.) ». Dans un communiqué, les syndicats précisent : « L'assemblée permanente des chambres d'agriculture, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles et le Centre national des jeunes agriculteurs ont fait savoir qu'ils participent à ces émissions et les syndicats agricoles méritent d'être mentionnés dans les journaux ». Les émissions ont toutefois été maintenues, à la fois le 4 et le 5 mars, qui conclut : « Les journalistes se refusent (...) à des pressions d'où qu'elles viennent dans l'exercice de leur mission qui est d'informer, selon des règles déontologiques strictes. Ils sont particulièrement attachés ».

ÉNERGIE

L'ARABIE SAOUDITE A DIMINUÉ SA PRODUCTION D'UN MILLION DE BARILS/JOUR

Chakir Yamani, ministre saoudien du pétrole, a indiqué, samedi 6 mars, à Doha (Qatar), où s'est ouverte la deuxième conférence arabe de l'énergie, que son pays avait réduit sa production de brut de 0,5 millions à 7,5 millions de barils par jour, il y a deux semaines, à la suite de la visite à Riyad du ministre koweïtien du pétrole.

Tous ses assistants d'indiquer les autres membres de l'O.P.E.C. avant de rendre publique cette décision, a poursuivi le ministre saoudien, qui a d'autre part, affirmé que « le prix de référence de l'O.P.E.C. » se fait le brut d'Arabie léger moyen, c'est-à-dire de 34 dollars le baril, jusqu'à la fin de l'année ».

Chakir Yamani, a annoncé qu'une réunion de l'O.P.E.C. se tiendra le 15 mars à Bagdad.

« L'espérance que nous pourrions prolonger le gel des prix en 1983, mais nous ne pouvons pas, a-t-il poursuivi. Le fait que le prix du brut sur le marché libre (S.P.O.T.) soit actuellement inférieur de 3 dollars au prix officiel du brut O.P.E.C. n'est pas important du tout. A-t-il ajouté. « Il y a quinze jours, le prix S.P.O.T. atteignait 40 dollars et cela ne nous préoccupait pas davantage. Nous pensons qu'il ne s'agit que d'un phénomène temporaire. Il a reconnu que certains pays du monde avaient réduit leurs prix, mais pas officiellement ».

Chakir Yamani, a annoncé qu'une réunion de l'O.P.E.C. se tiendra le 15 mars à Bagdad.

Chakir Yamani, a annoncé qu'une réunion de l'O.P.E.C. se tiendra le 15 mars à Bagdad.

Chakir Yamani, a annoncé qu'une réunion de l'O.P.E.C. se tiendra le 15 mars à Bagdad.

Chakir Yamani, a annoncé qu'une réunion de l'O.P.E.C. se tiendra le 15 mars à Bagdad.

DE L'AUDACE

Par ailleurs, les principaux pays producteurs se réuniront en Ma-

CAOUTCHOUC. — Londres (en, nou-
veau pence par kilo) : R.S.S.
(comptant), 48-49 (47-48). — Fe-

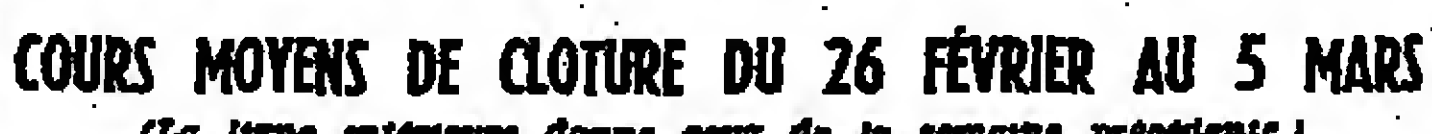
Indices : Moody's, 991.10 (992.40) :
 Reuter, 1582.6 (1606).

Repli du dollar, hausse du mark et affaiblissement du franc

le report des réductions d'impôts. Quant au Congrès, il commence à être terrorisé par l'aggravation

entièrement souscrit, et que celui de Paribas, de 600 millions de francs à taux variable indexé sur

prochainement, laisser à désirer
(voir en rubrique les devises et
l'or). — P. R.



A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 3 mars, 2,5326 F contre 2,5687 F le vendredi 26 février.

Un soupçon de baisse des taux ?

le report des réductions d'impôts. Quant au Congrès, il commence à être terrorisé par l'aggravation

entièrement souscrit, et que celui de Paribas, de 600 millions de francs à taux variable indexé sur

prochainement, laisser à désirer
(voir en rubrique les devises et
l'or). — P. R.

Forte baisse des métaux précieux - Raffermissement des céréales

Par ailleurs, les principaux pays producteurs se réuniront en Ma-

CAOUTCHOUC. — Londres (en, nou-
veau pence par kilo) : R.S.S.
(comptant), 48-49 (47-48). — Fe-

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS DU 5 MARS

CAOUTCHOUC. — Londres (en, nou-
veau pence par kilo) : R.S.S.
(comptant), 48-49 (47-48). — Fe-

Indices : Moody's, 991.10 (992.40) :
 Reuter, 1582.6 (1606).

le report des réductions d'impôts. Quant au Congrès, il commence à être terrorisé par l'aggravation

entièrement souscrit, et que celui de Paribas, de 600 millions de francs à taux variable indexé sur

prochainement, laisser à désirer
(voir en rubrique les devises et
l'or). — P. R.

LA REVUE DES VALEURS

Bruxelles adopte « Monory »

Tandis que M. Laurent Fabius, ministre du budget, réfléchit sur les moyens propres à encourager les placements à risque, outre-Quadrant, le gouvernement belge, soucieux de fortifier au plus vite l'économie nationale, s'est finalement rallié, après quelques semaines de réflexion, à la formule de la loi Monory (elle Monory) datée 14-15 février, qui a fait les beaux jours de la Bourse de Paris. Il l'a même agréée de deux mesures complémentaires, dans le but d'accroître encore la confiance des investisseurs, jusqu'à la fin de l'année, mais aussi de fournir à l'Etat, dans les moyens financiers nécessaires à son développement.

Dès lors que ces mesures seront adoptées, ce qui n'est pas douteux, les contribuables belges pourront déduire de leurs revenus imposables tout achat d'actions belges ou de fonds de placement belges dans la limite de 40 000 FF par an (5 000 FF) (+ 10 000 FF (1 333 FF) par enfant et par personne à charge). La condition que les titres acquis soient conservés cinq ans. De leur côté, les entreprises belges auront la possibilité de déduire de leurs bénéfices imposables les dividendes distribués aux actions nouvelles provenant d'augmentations de capital en numéraire réalisées en 1982 et 1983. Cette condition préalable, plafonnée à 5 % du prix d'émission des titres, sera

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 1^{er} AU 5 MARS 1982

Avertissement sans frais

POUR la première fois depuis le début de l'année, la Bourse de Paris, à cette semaine, franchement tournée le dos à la hausse. De l'effacement, elle est passée tout près de l'équilibre, sans vraiment l'atteindre, pour reculer ensuite et s'aligner très sensiblement en fin de parcours. Rien que le rythme de ce repli se soit ralenti à la veille du week-end, ces deux semaines ont été cotées plus de 4 % de baisse, dont la plus grande partie fut acquise jeudi (-1,5 %) et vendredi (-1,5 %).

Le bel enthousiasme dont le marché avait fait preuve deux mois durant serait-il retombé? Rien n'est moins sûr. Au-delà de la stricte observation du phénomène boursier, force est de constater que, par conjonction de leurs effets, deux éléments ont, ces derniers jours, sensiblement influé sur son comportement.

Le premier est de nature technique. Après l'escalade forcée des cours (-22 %) en l'espace de huit semaines! beaucoup, autour de la corbeille, appellent de leurs vœux une phase de consolidation, à la fois nécessaire et salutaire. La Bourse y est entrée de plain-pied. La purge attendue n'aurait sans doute guère laissé de traces si un second facteur, d'ordre international cette fois, n'en avait empêché l'écoulement.

Tout occupé qu'il était à monter joyeusement et vigoureusement, sous la poussée d'abondants capitaux en quête de placement, le marché s'était pratiquement coupé du monde extérieur. L'air l'environnement oubliait, cette semaine, se rappeler brutalement à son bon souvenir.

Essentiellement sous forme d'avertissements, venus d'abord du F.M.I. et de la C.E.E. pour prévenir des dangers que la politique américaine en matière de taux, le protectionnisme renouveau, la dette colossale des pays de l'Est et les difficultés enregistrées par les pays sous-développés faisaient courir à l'économie et au commerce mondial.

Mais aussi des milieux d'affaires américains et de la Chambre des représentants des Etats-Unis, qui la peur d'une véritable dépression à l'échelle mondiale, ont demandé au président Reagan de changer de cap, l'autre à réclamer la réunion au sommet des deux grands partis et des deux Assemblées.

Le vice-président de la Commission européenne y a été de son côté, en attirant l'attention sur la menace de dévaluation que faisait peser sur les principales monnaies européennes la baisse du loyer de l'argent décidée par les grands pays de la Communauté et sur le renchérissement des matières premières qui de tels changements de parité entraîneraient inévitablement.

Ces rappels pressants à l'incohérence des politiques menées de tous côtés et au risque de crise majeure qui pourrait en découler ont eu d'autant plus de poids que la baisse à peu près générale des prix du pétrole brut, des matières premières et de l'or, ont été plus bas niveau depuis trois mois, est venue accablée, en plus, la thèse d'une très grave dépression. Pour beaucoup, ce sont des signes avant-coureurs. La chute de Wall Street et de la Bourse de Tokyo n'ont pas d'autres raisons.

La Bourse de Paris ne pouvait pas, à l'évidence, rester indifférente devant un tel concert et de telles réactions. Dire qu'elle s'en est vraiment émue serait mentir. Mais les mises en garde ont quand même été entendues et certains investisseurs en ont certainement tenu compte. La baisse des pétroliers, notamment, en est le meilleur exemple.

« Les énormes liquidités procurées par la vente des valeurs nationalisées (D.T.I.) vont en grande partie venir se replacer sur le marché », affirmait de nombreux professionnels. Beaucoup comptent aussi, sans trop l'avouer, sur des mesures propres à encourager l'épargne à risque à venir s'investir. Mais en attendant cette mesure et les conclusions du fameux rapport Dutreuil, la Bourse pourrait bien entrer dans une phase de flottement maintenant que les échanges considérables auxquels ont donné lieu jusqu'à jeudi les D.T.I. semblent tirer à leur fin.

ANDRÉ DESSOT.

Le conseil d'administration va proposer à la fin de la distribution d'un dividende net en augmentation (75 F par action) augmenté de 65 F.

Dary prévoit pour l'exercice 1981-1982, soit le 25 février, un bénéfice consolidé net de 100 millions de F (contre 80 millions de F pour l'exercice précédent).

Filatures, textiles, magasins

5 mars	Diff.
Alpi	102
Alpi-Berling	102
Alpi-Lib	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102

Matériel électrique, services

5 mars	Diff.
Alpi	102
Alpi-Berling	102
Alpi-Lib	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102

Pétroles

5 mars	Diff.
Alpi	102
Alpi-Berling	102
Alpi-Lib	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102

Produits chimiques

5 mars	Diff.
Alpi	102
Alpi-Berling	102
Alpi-Lib	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102

Métallurgie, constructions

5 mars	Diff.
Alpi	102
Alpi-Berling	102
Alpi-Lib	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102

Mécaniques

5 mars	Diff.
Alpi	102
Alpi-Berling	102
Alpi-Lib	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102

Bourses étrangères

NEW-YORK

An plus bas depuis vingt-deux mois

Wall Street n'a pas réussi cette semaine à concrétiser son équilibre. Déprimé par la menace d'une récession plus sévère et plus longue que prévu, le marché a décliné pour tomber à son plus bas niveau depuis vingt-deux mois avec l'indice des industriels à la cote 307,35 (contre 324,39).

En plus des craintes très vives inspirées par la situation économique aux Etats-Unis, le marché a particulièrement souffert de la baisse des valeurs pétrolières, liée à la dévaluation de la Grande-Bretagne et du Venezuela, qui ont abaissé les prix de leur brut, et du plongeon des valeurs de haute technologie (ordinateurs) consécutif à des prévisions très pessimistes sur les résultats des entreprises de ce secteur.

Le nouvel accroissement du chômage, en février, a contribué à alourdir encore un peu plus l'atmosphère autour du « Big Board ».

L'activité hebdomadaire a porté sur 328,82 millions de titres contre 281,81 millions.

5 mars	Diff.
Alpi	102
Alpi-Berling	102
Alpi-Lib	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102

FRANCFORT

Mieux orienté

Anticipant un redressement de la balance des paiements et un accroissement des exportations, le marché s'est montré un peu mieux disposé, mais sans plus. Fermeté des sociétés.

Indice de la Commerzbank du 5 mars : 708,20 contre 689,1.

LONDRES

Redressement

Le marché a été soutenu par l'espoir d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt, le marché s'est redressé, réussissant même dans son effort à regagner presque tout le terrain perdu la semaine précédente avec une hausse de 2,4 %.

La dévaluation de British National Oil d'abaisser le prix de son pétrole de mer du Nord a provoqué la reprise des actions de ses compagnies clientes (Shell et BP notamment).

Aux industriels, FIBONS est remonté après la publication de résultats meilleurs que prévu.

Les mines d'or, en revanche, ont pâti de la chute du métal précieux et sont tombées à leur plus bas niveau depuis deux ans et demi.

Indice « F.T. » du 5 mars : 250,75 (contre 247,35) ; indice d'or, 224,3 (contre 223,4) ; indice d'acier, 68,36 (contre 68,36).

TOKYO

Moins 2 %

Encore une mauvaise semaine pour le Nikkei-Doji, où les cours ont chuté de plus de 2 %, ce qui porte à 5,5 % la baisse du marché au regard de quinze jours. Les ventes étrangères sont toujours à l'origine de ce repli. Les difficultés rencontrées par le Japon avec ses partenaires commerciaux internationaux, la perspective de mauvais résultats pour les grandes entreprises qui clôturent leurs comptes dans les semaines, la chute de Wall Street, enfin l'espoir d'une prochaine détente des taux ont largement contribué à alourdir l'atmosphère.

Une forte activité a continué de régner et 1 940 millions de titres ont été émis contre 1 905 millions.

Indice du 6 mars : Nikkei Dow Jones, 7 247,85 contre 7 440,48 ; indice général, 540,83 contre 554.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

5 mars	Diff.
Alpi	102
Alpi-Berling	102
Alpi-Lib	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102

Valeurs diverses

5 mars	Diff.
Alpi	102
Alpi-Berling	102
Alpi-Lib	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102
Alpi-Textile	102

Brisement du franc

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Le franc belge, qui avait subi une dévaluation de 33,3 % le 21 septembre 1936, a été réévalué de 10 % le 1er janvier 1937, puis de 10 % le 1er janvier 1938, et de 10 % le 1er janvier 1939.

Les femmes en politique

PAGE IV.

Le festival du son et de l'image vidéo

PAGE XIII.

AUJOURD'HUI • Signes : var-y Robic (III) ; Changement : impatiences syndicales à la CNAV (V) ; Initiative : un lycée sans « élèves » ni « professeurs » ; Crible (VI).

DOSSIER • Les nouveaux conseils généraux (VII).

ÉTRANGER • Les médecins volants du grand désert australien ; Reflets du monde (VIII) ; Népal : les voleurs de dieux ; Espagne : l'art de manger et l'art d'écrire (IX).

CLEFS • Histoire : « Tais-toi ballot !... » (X) ; Phénoméologie : Hubertus Tellenbach, philosophe et psychiatre de la mélancolie (XI) ; Langage : de la liberté de signifier ; Poésie : Gérard Mordillat (XII).

DISQUES • Classique ; Jazz ; Rock (XV).

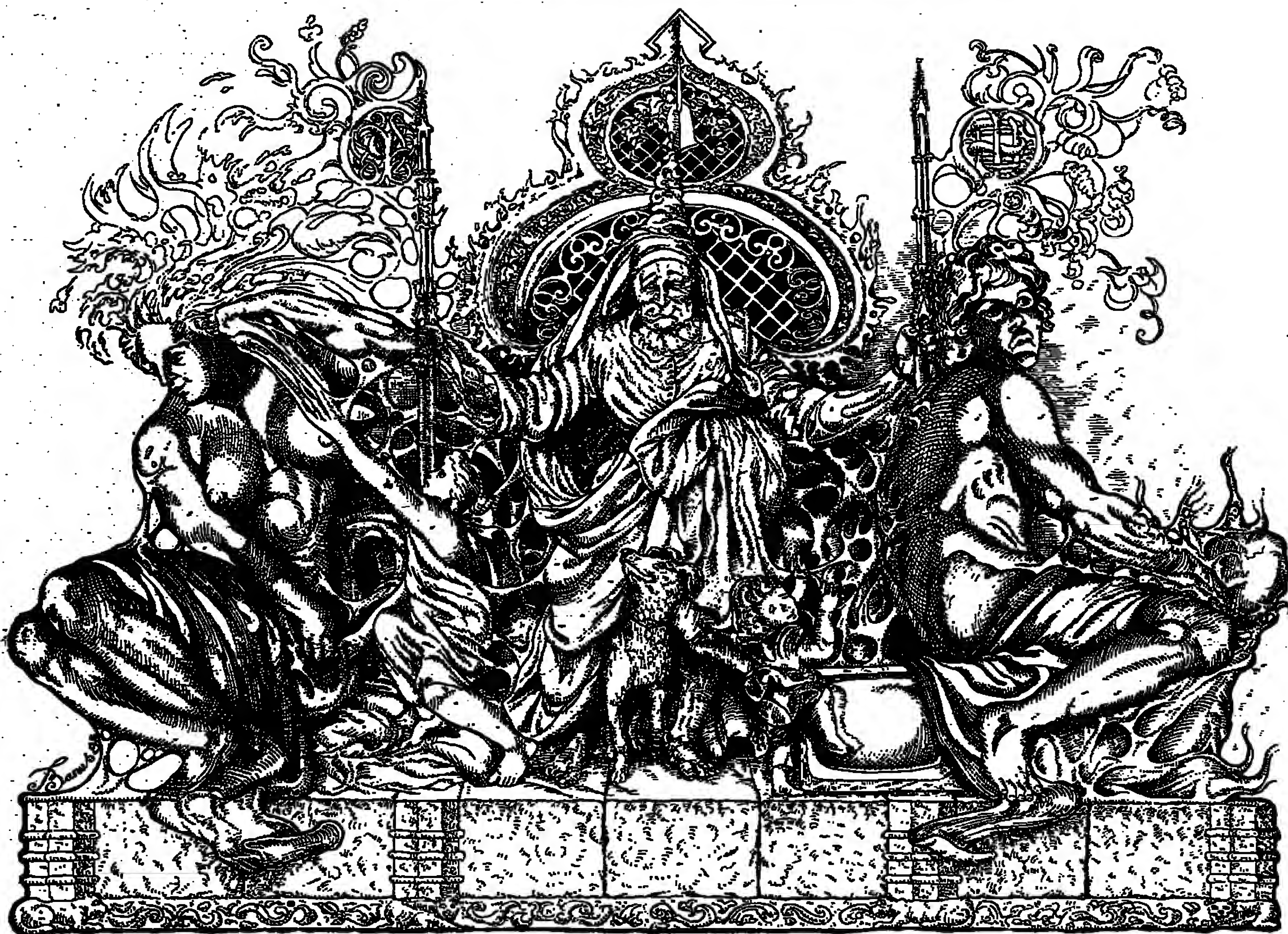
NOUVELLE • Le loup, par MILISAV SAVITCH (XVI).

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11 541 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 7 MARS 1982

Le Monde

DIMANCHE



TUDOR BANUS

Divorce à l'espagnole

L'ESPAGNE a enfin la possibilité de divorcer au moment même où la moitié de l'Espagne a divorcé de l'autre (et pas seulement sur le plan politique), de telle sorte que personne ne divorce devant les tribunaux *ad hoc*, ou très peu de gens (la Catalogne, enregistre le plus fort pourcentage), car l'Espagne, c'est la combine, le bricolage, le système D. Tout le monde s'est arrangé, et depuis fort longtemps, de la vieille situation : les enfants pour toi, la cuvette pour moi ; pour toi les livres, pour moi la lingerie intime ; pour toi le sel, pour moi le poivre.

La vidéo

Les sociologues me disent que si les gens ne se séparent pas, c'est à cause de la maison : ça leur a été très difficile d'acquiescer à un appartement à l'indépendance. D'autre part, nombreux sont ceux qui ont organisé leur vie dans l'indépendance, selon la vieille formule hollywoodienne « vis comme ça te plaît », mais ils ont du mal à réunir encore d'autres pétrosetas pour acheter un second appartement ou un studio à celui qui part.

Tels sont les propos des sociologues, individus ayant une vision sociologique des choses,

et c'est là leur erreur, les choses ne sont pas sociologiques, elles ne sont pas même psychologiques, mais simplement fortuites et contingentes. De telle sorte que ce qui maintient le plus les couples unis n'est ni le Saint-Sacrement ni saint Paul, ni l'épiscopat espagnol ni l'appartement, mais le téléviseur, et plus généralement, la vidéo.

La vidéo, coûte environ 300 000 pesetas et il ne reste pas la même somme en caisse pour le conjoint séparé et un conjoint séparé ne peut pas vivre séparé, et de son conjoint et de la vidéo, c'est-à-dire de l'information, de la cybernétique, du monde en somme.

La vidéo, c'est la télévision totale, dans la mesure même où elle permet de voir respectivement la télé, toutes les émissions données à l'heure du bureau, du marketing, du feu rouge ou d'une autre chaîne regardée chez une copine.

On ne peut pas laisser un divorce sans vidéo par-dessus le marché, grâce à l'alibi : « Ça amuse tellement les enfants », sous prétexte qu'un citoyen mal informé est un citoyen sans défense peut aussitôt tomber dans les pièges civils, comme on dit ici pour parler du kidnapping, et dans ce cas on l'assied dans une cave devant la télé jusqu'à ce que la famille paie la rançon. Une divorcée non plus

Maintenant qu'on leur a accordé le divorce, les Espagnols ne veulent plus divorcer. C'est que, pour se séparer, il faut partager — et, en Espagne, il y a des choses qui ne se partagent pas.

FRANCISCO UMBRAL

ne peut être abandonnée sans vidéo, car une femme mal informée est une femme castrée, patriarcalisée, soumise à la non-information machiste. Et une femme soumise à la non-information machiste s'expose à être violée par tous les violents nocturnes de Madrid, qui se sont multipliés avec la démocratie et le chômage. Lorsqu'il y a du chômage, des grèves, des conflits syndicaux et autres, les jeunes, rebelles sans cause, ne peuvent se retrouver que travestis ou violents nocturnes. Les violents de nuit sont moins nombreux dans la périphérie madrilène grâce au travail de la police et surtout grâce au fait que la majorité des violents, après avoir violé une femme, menaçée de flutances et de rhumatismes au retour des veilles, décident de se reconstruire dans le travesti et l'homosexualité, affrontant ainsi le danger de l'hépatite mortelle,

qui, selon les dernières informations, est le fléau de ce vice que l'on dit grec.

André Breton le surréaliste disait déjà :

« La Grâce est une grande erreur. La Perse : il faut retourner à la Perse. »

Même s'il ne disait pas cela à cause de l'hépatite, Nadja était-elle un travesti ?

La belle-mère

« A cause des fornications. » (Saint Paul.)

Autre chose impossible à diviser dans un couple : la belle-mère. La belle-mère — celle de monsieur ou de madame, autrement dit la vieille qui vit avec la famille — est au passé ce que la vidéo est au futur. La belle-mère est la vidéo du passé, celle qui nous raconte à n'importe

quelle heure l'invasion de Napoléon, que l'on appelle ici la « francesada ». Tout comme il suffit de brancher la vidéo, un seul petit verre d'anis et la belle-mère nous raconte en entier la guerre d'indépendance avec autant de détails que Tuñon de Lara (à ce jour historien vivant à Pau), car la belle-mère a entendu cette histoire de la bouche de sa belle-mère qui avait eu des amours avec un soldat napoléonien vêtu comme un figurant de la Carmen de Bizet. La belle-mère est la vidéo du passé tout comme la vidéo est la belle-mère du futur.

« Bien sûr, tu gardes ta mère.

« Je ne vais pas te la confier pour que tu la mettes dans la cuisinière à charbon et que tu gardes sa pension de veuve.

« Dans ma nouvelle vie, il n'y aura pas de cuisinière à charbon.

« Tu as une maîtresse électrodomestique ?

« Je n'ai pas de maîtresse.

« Si tu n'as pas de maîtresse, à quoi bon divorcer ? »

Et c'est ainsi qu'ils ne divorcent pas.

Et cependant l'Espagne réclamait le divorce à l'État depuis un siècle. Le terrible, dans l'affaire de la belle-mère, c'est qu'elle devient la belle-mère des deux : avec le temps, on ne sait plus si c'est sa mère à lui ou sa mère à elle.

Une belle-maman espagnole n'est pas non plus la belle-

maman européenne avec son petit chapeau-pâtisserie ni une belle-maman américaine armée d'un pistolet de pionnière du Mayflower pour tirer sur ses petits-enfants quand personne ne la voit.

La belle-maman espagnole n'est pas non plus la belle-maman française qui a, sans aucun doute, ses roses d'autisme auprès d'un beau-père susceptible d'être aussi son mari. La belle-mère espagnole est gothique, flamboyante, gothico-flamboyante, elle est là depuis toujours, elle est la première pierre de cette maison que le couple va désormais couper en deux ; elle, il faudra la faire partir avec une pelle mécanique du ministère des travaux publics, elle est inamovible.

Fernandez-Ordoñez, ministre du divorce, n'avait pas pensé aux belles-mères.

Ogino

La table de calcul Ogino, c'est elle qui veut la prendre, bien sûr :

« Que tes dégoûtantes petites salopes se débrouillent comme elles peuvent.

« Parce que tu as l'intention de te déchaîner », dit-il.

« La pilule, ça donne de la moustache, Ogino, ça ne donne rien.

(Lire la suite page XII.)

COURRIER

Le rôle du juge

Je me réfère à votre article « Les Français malades de l'administration » (*Le Monde Dimanche* du 14 février 1982).

Nulle surprise que les Français soient malades de l'administration.

Dans bien des cas, alors qu'ils croient vivre en démocratie, ils se heurtent à des dictatures arrogantes, cachottières et parfois injustes.

Ainsi en matière d'urbanisme, où un plan d'occupation des sols peut, sans indemnité, anéantir la valeur d'un terrain ; ainsi en matière de contrôle des changes, où l'administration distribue ou refuse, sans recours, les autorisations requises par une réglementation contraignante et lourdement sanctionnée.

On a l'habitude d'ironiser en France contre ce que serait un « gouvernement des juges ». Est-ce mieux de laisser l'administration empiéter sur le domaine judiciaire, comme elle le fait par exemple en matière de législation de la concurrence, où trop souvent elle enquête seule et décide elle-même de classer l'affaire ou d'offrir une transaction plus ou moins élevée ?

Notre administration est compétente et consciencieuse, mais elle a tort de se croire surhumaine, infallible, et de penser pouvoir, même à un stade préliminaire, jouer le rôle du juge.

Dans la quasi-totalité des pays du monde, l'administration peut être mise en cause devant les tribunaux de droit commun, où elle n'est pas traitée différemment des autres justiciables, à part les prérogatives nécessaires de la puissance publique. En France par contre, singularité bonapartiste, il faut passer par les juridictions administratives, qui, quoi qu'on pense, ne protègent pas toujours les citoyens autant qu'il serait souhaitable. On est moins bien indemnisé si l'on est renversé par la voiture d'un ministre que par celle d'un particulier : a-t-on moins souffert ?

Comment s'étonner que, devant cet envahissement de l'administration et devant la difficulté d'en sanctionner les excès, le mécontentement puisse parfois naître ?

J. FERRAND DE BOISSARD
(Neuilly-sur-Seine).

YAOURTIÈRE

A propos de l'article paru dans *Le Monde Dimanche* du 7 février 1982, sur la défense des consommateurs.

Oui, c'est vrai, la force des mouvements de consommateurs : s'est progressivement affirmée et constitue une défense non négligeable face aux produits de toutes sortes qui affluent sur le marché.

Cependant, ce que le lobby consumériste a gagné en efficacité face aux producteurs, il l'a perdu quant à l'étendue de son domaine d'action. Car son véritable rôle n'est-il pas, aussi, de remettre en cause une certaine forme de consommation tous azimuts ? A ne faire que des tests comparatifs de produits, on risque de se limiter, involontairement, à la seule marque par rapport à ses concurrentes ; ne faudrait-il pas commencer par se poser la question de la nécessité réelle de tel ou tel produit ? A titre d'exemple, on a pu lire dans une revue spécialisée l'analyse de plusieurs modèles de yaourtière. La revue aurait pu en premier lieu s'interroger sur le produit lui-même ; et, comme un grand nombre de consommateurs, elle se serait rendu compte que l'on peut fort bien réaliser avec succès ses yaourts dans n'importe quel récipient ayant une bonne étanchéité thermique (un autocuiseur par exemple). Cela aurait permis à ses lecteurs de fabriquer leurs yaourts sans avoir à investir dans un encombrant équipement ménager.

intitulé les *Clés du vocabulaire*. La maison d'édition a consenti un effort spécial, qui s'est révélé ensuite être une erreur commerciale [dans la présentation].

Malgré tout, l'ouvrage s'est diffusé à une moyenne de 3 000 exemplaires par an pendant cinq ans. Mais, quand le premier tirage a été épuisé, la maison Hatier n'a pas voulu le renouveler, car les « normes » exigent 5 000 par an pour que la rentabilité soit suffisante. L'ouvrage est donc épuisé depuis quelques années. Or, pendant les dernières années, environ 350 spécimens étaient envoyés chaque année à des professeurs, qui en faisaient photocopier de larges extraits à l'intention de leurs élèves. Certains que j'ai pu rencontrer s'en sont même vantés auprès de moi, croyant d'ailleurs me faire plaisir en me vantant la qualité du produit utilisé ! Ils étaient évidemment surpris et consternés lorsque je leur faisais part des conséquences néfastes qui en résultaient pour moi, mais pensaient que « les autres » feraient un effort pour que je puisse continuer. En fait, aujourd'hui, c'est eux qui peuvent continuer indéfiniment à

faire photocopier des pages de l'ouvrage sur lequel je ne touche plus rien. Faut-il rappeler aussi que l'auteur ne reçoit aucuns droits sur les spécimens gratuits ?

Or, à partir des quelques cas que j'ai pu étudier et des données fournies chaque année par l'éditeur, j'ai estimé à au moins 15 000 par an les ventes manquées du fait que les demandeurs de spécimens pouvaient se permettre de faire utiliser la méthode sans que l'ouvrage soit acheté par leurs élèves.

D'ailleurs, dans un grand nombre de cas, ceux-ci n'auraient rien eu à déboursier, car mon ouvrage figurait sur la liste des « ouvrages classiques » fournis aux frais des communes, dans les collèges publics qui l'adoptent.

Faisons le bilan de ce que m'a rapporté cette opération : à peine 10 000 francs de droits d'auteur en cinq ans pour plus de mille heures de travail (je ne les ai pas comptées ! mais je crois que c'est un minimum). On est assez loin du SMIC, même au tarif de 1975 !

J'en ai assez dit et je me borne simplement à demander s'il est normal qu'un auteur travaille ainsi au profit... de la princesse (ou des collègues !). Je ne demande pas un dédommagement impossible mais une prise de conscience chez les hommes gens des conséquences d'une « générosité » mal comprise.

L. PROMEYRAT
(Gif-sur-Yvette).

La statue de Mata Hari

Je tiens à vous remercier pour l'article « La vraie Mata Hari » (*Le Monde Dimanche*, 7 février 1982), qui est réaliste, sympathique, écrit avec beaucoup d'entendement.

Seulement une correction : ma compatriote n'était pas une Hollandaise, mais une Frisonne. En vérité, la « Hollande » n'existe plus depuis 1814 ; on connaît deux provinces : la Hollande du Nord (avec Amsterdam et Haarlem) et la Hollande du Sud (avec La Haye et Rotterdam), qui ne sont que deux provinces des onze qui composent les Pays-Bas, habitées par les Néerlandais. La Frise est une de ces provinces, avec sa propre langue, sa propre culture. Le frison est parlé aussi

sur les côtes de l'Allemagne nord-ouest et du Danemark sud-ouest. Dire à un Frison qu'il est un Hollandais est une injure, comme ce l'est d'appeler un Ecossais un Anglais.

Or Mata Hari, Margaretha Zelle, était Frisonne, née et élevée à Ljouwert (Leeuwarden), notre capitale, où elle a depuis quelques années une jolie statue. Cela paraît bien curieux qu'une péripatéticienne habile, une espionne maladroite, reçoive du respect et une statue. C'est dans le caractère des Frisons, toujours courtois à l'égard des femmes.

LIEUWE HORNSTRA
(Pays-Bas).

Contentieux

Pour compléter, dit-il, notre enquête sur « Les Français malades de l'administration » (*Le Monde Dimanche* du 14 février 1982), un de nos correspondants, fonctionnaire et qui à ce titre nous demande de préserver son anonymat, prend l'exemple du ministère des anciens combattants.

Le gonflement du contentieux devant les tribunaux administratifs n'est pas seulement le fait d'une mauvaise administration ou de la prolifération des textes législatifs ou réglementaires, mais en ce qui concerne tout au moins mon propre domaine d'activités professionnelles, le résultat, en outre, des considérations suivantes :

1. Extension de l'« associativité ». Les associations d'anciens combattants, par exemple (400 environ), nous font parfois leurs adhérents à faire du contentieux ;
2. La crise économique, qui dans certaines régions de France (la Corse, par exemple) conduit les ménages à se procurer par tous moyens des ressources financières supplémentaires ;
3. L'élévation du niveau d'instruction moyen de nos ressortissants, mieux à même de défendre leurs droits s'ils s'estiment lésés ;
4. La généralisation de l'esprit « ludique », favorisée du reste par les pouvoirs publics (loterie, loto, tiercé, jeux radiophoniques, etc.), qui entraîne les uns et les autres à « tenter » leur chance devant les tribunaux ;
5. Enfin, la diminution de l'honnêteté dans toute les catégories sociales de la population qui incite certaines

JOHN HARRIS.

PARTI PRIS

Masques

Le mardi gras est passé. Reste la mi-carême, le 18 mars. Rappelons-nous cette floraison de masques et de déguisements qui a si fort inondé tel directeur d'école ou tel proviseur de lycée, mis sur le pied de guerre bien des conseillers d'éducation ?

Il est en tout cas intéressant de noter qu'en l'an de grâce 1982, sans mots d'ordre ni slogans, des milliers de garçons et de filles se sont grîmés et costumés et ont retrouvé, non sans quelques dégâts vestimentaires dus à la farine et aux cailloux, une antique tradition.

C'est sans doute la première fois depuis plus de quinze ans — 1968 n'a pas compté en 1968 — que les affrontements dans la rue, n'ont été dans la plupart des cas que symboliques, que le chaos n'a été qu'un chaos.

Faut-il en faire hommage au « changement » politique ? Ce serait probablement excessif.

Plutôt à un changement d'état d'esprit des jeunes, une conception de la vie moins militante, plus tournée vers le jeu pour le jeu, et non pour bouleverser la société.

L'avenir est peu engageant. Il est beaucoup moins en tout cas, sur le plan de l'emploi, qu'il ne le paraissait en 1968. Les garçons et les filles d'aujourd'hui se résignent à vivre dans le présent. En ne marquant, sans amertume, leurs différences avec leurs aînés qu'avec le masque et les oripeaux d'un jour.

JEAN PLANCHAIS.

personnes à obtenir par fraude le maximum des avantages prévus pour les anciens combattants.

Cela dit, le volume du contentieux dans notre ministère reste à peu près stable depuis une quinzaine d'années, et les recours en justice pour toutes les décisions prises par l'administration des anciens combattants (positives ou purement négatives) varient dans la fourchette tout à fait raisonnable de 7 à 11 %.

Diplôme

Qu'ils avaient l'air bien brave tous les deux devant moi dans le petit bureau ! La quarantaine passée, classiques, moyens, bien représentatifs de centaines de milliers d'autres.

Ils avaient l'air passablement tendu devant moi dans le petit bureau : « Alors ? Est-ce qu'elle l'a ? »

« Quel nom ? » demanda la dame derrière son grand livre.

Oui, l'atmosphère était tendue, et le couple bien immobile, à un moment d'attente...

« Elle l'a ? »

Soupir de soulagement. Ça allait mieux.

« Quelles sont ses notes ? »

« 8 sur 20 dans la partie A, 12 sur 20 dans la partie B, 10 sur 20 dans la partie C. Cela fait 30 sur 60, c'est tout juste. »

« Ah ! Il faudra qu'elle travaille ! », dit le papa.

Heureux tout de même :

Sa fille n'aurait pas besoin de repasser l'an prochain sa première étoile de ski qu'elle venait d'obtenir le 12 février 1982 dans la petite station savoyarde de Montchavin la Plagne.

Et j'ai été triste, profondément triste, en constatant que le rapport au savoir, la magie du diplôme, le coup de tampon valorisateur, décidément, avaient envahi même le plaisir d'une belle semaine de février, bien ensoleillée et pleine de neige. Et ce cancer, oui, il était dans la tête de centaines de milliers ; une furie de reconnaissance sociale poussée à l'absurde : même le loisir, même le plaisir : oui, il faut le coup de tampon.

TADEUSZ SZWED
(Nogent-sur-Marne.)

Laissez-les battre ?

Un arrêt de bus à Cachan. Une dizaine de personnes attendent quand arrive un groupe composé de deux hommes et d'une femme qui les suit en criant.

En arrivant à hauteur de l'arrêt de bus, le plus âgé dit à celui qui, manifestement, était le compagnon de la jeune femme : « Tue-la, ça en fera une de moins ! » Le plus jeune continue, tandis que celui qui vient de parler se retourne et frappe la femme au visage avec une laisse de chien, en fer. Une personne intervient verbalement. L'agresseur s'arrête, tandis que la femme se sauve.

Ce fait divers est scandaleux, mais si j'écris, c'est que j'ai été mille fois plus révolté encore par la réaction de ceux qui ont été les spectateurs : « Il ne faut pas se mêler des histoires de couple. » « Oui, on risque d'en prendre autant. » « Ils étaient ivres. »

Ainsi, mesdames qui partagent ces propos avec ces messieurs ; si un jour le malheur veut qu'un homme se mette à nous frapper dans la rue, n'espérez aucun secours de vos respectables concitoyens. Je connais une autre histoire qui a le même refrain : cela se passa à Grenoble un soir de septembre.

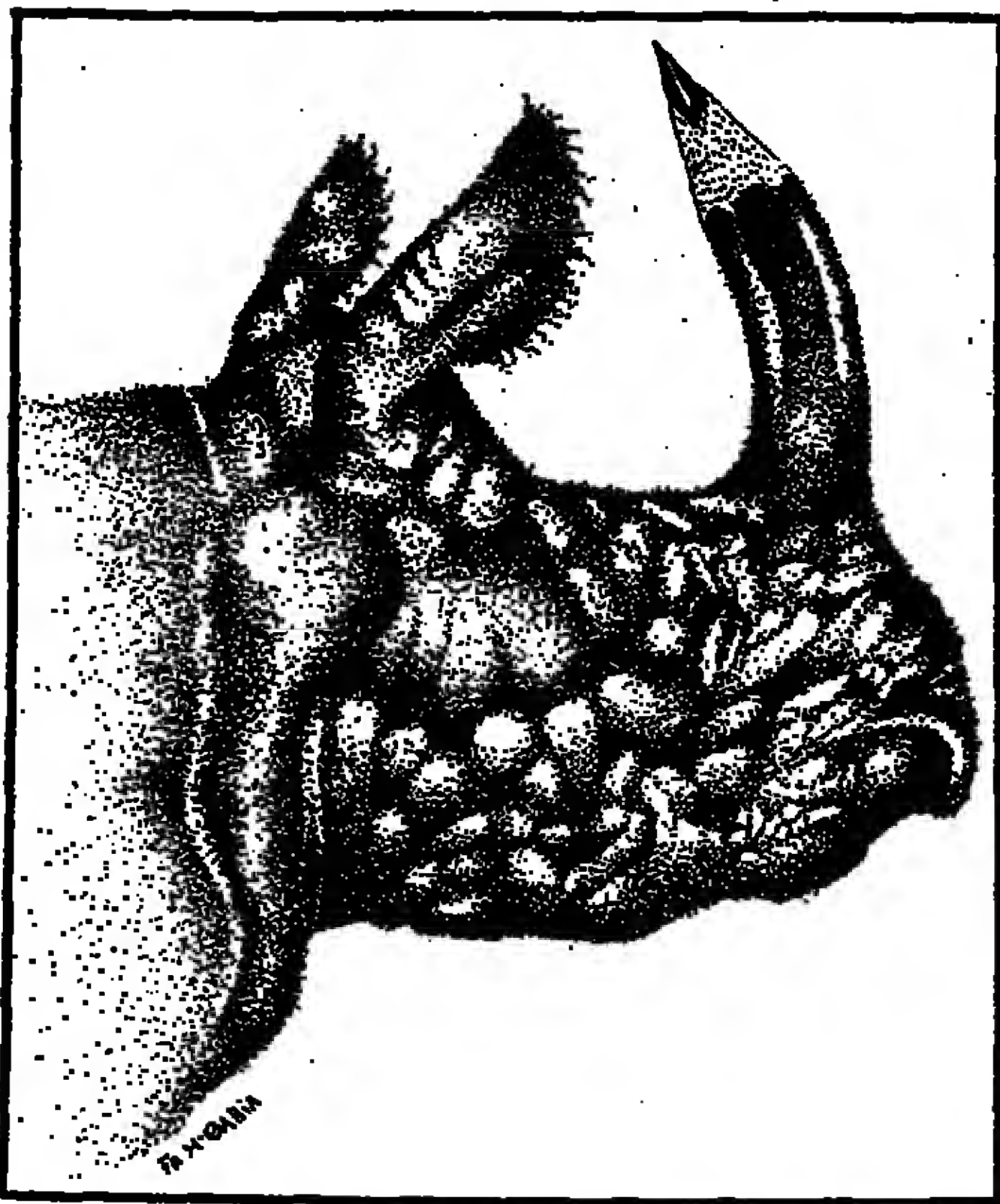
Une femme se fait agresser par un homme qui l'a suivie. Pendant qu'il la cognait un passant lui demande s'il s'agissait de « son mec ». Pourquoi posait-il cette question puisque, sur sa réponse négative, il continua paisiblement son chemin ? Ainsi, messieurs, défendez donc sans crainte votre agresseur sur le sexe faible : « Ça ne nous regarde pas ! »

Et pourtant, je voudrais que ma révolte soit entendue et que nous soyons courageux, tous. Parce que c'est la peur qui autorise et donne leur pouvoir à toutes les formes de violence. Celle dont je viens de parler et... les autres.

TH. L.
(Grenoble).

Photocopies

En 1975, j'ai publié chez Hatier un ouvrage en deux volumes consacré au vocabulaire français (à usage scolaire) et



FRANÇOIS M'BAHIA

VOUS ET MOI

Économies

Nous, on est prudents. Les pingres, ce sont les autres. Le comble de la dissipation, selon Jacques Roujou, de Saint-Fulcran, c'est d'acheter de la ficelle. A force de dénicher et de renouer il en laissera à ses héritiers assez pour encorder trois fois le village.

Quant aux Macpherson, nouvellement installés à Vernazobres, c'est leur compteur d'électricité qui a bouleversé leurs habitudes (car le système britannique est différent). Le courant étant à moitié prix à partir de 23 h 30, le départ y est donné à cette heure-là, et on y est toujours bien accueilli vers minuit. Les machines à laver et à faire la vaisselle s'ébranlent, dans le four électrique le pain se dore, et, vers 3 heures du matin, on entame le rôti. N'exagérons pas : ces Écossais retraités ne font cela que deux fois par semaine, se contentant de viande froide les autres jours ; et ce n'est qu'en hiver, où l'on fait de sérieuses économies de chauffage en restant douillettement au lit jusqu'à 14 heures.

En revanche, l'âme déjouer le compteur de l'hôtelier qui ne veut pas que je lise couché. Il met une ampoule de 10 watts dans la lampe de chevet, mais moi je voyage avec quatre ampoules de 60 watts (à vis et à baïonnette, à 110 et à 220 volts). Cela coûte à l'hôtelier 2 centimes de l'heure plein tarif, mais ma conscience est tranquille, car je n'use pas son ampoule à lui.

Mary est très estimée dans ces parages. Elle et son mari, Paul, sont basés à Londres et viennent deux fois par an dans leur repaire héraultais. Paul, un éminent scientifique, a avoué un jour à Mary qu'il venait de payer 2 livres sterling, ou 20 francs, pour se faire couper les cheveux. Cette parole parmi les femmes est allée sur-le-champ à la librairie. Debout, elle y a lu deux chapitres d'un livre sur l'art de la coiffure masculine. Cette lecture gratuite et quelques expériences sur son mari lui ont suffi. Mainte-

nant, lorsqu'on invite Paul et Mary, on indique que si elle voulait bien apporter ses ciseaux on lui donnerait volontiers l'occasion de faire résonner son violon d'Ingres. Fair play : si votre chevelure couvre le sommet de votre crâne, elle vous envoie chez le professionnel, tandis que les queues-chuvas le bénesent.

Moi, je suis riche, car j'ai presqu'un papier de temps en temps n'est pas du travail, comme tout le monde sait. Les jeunes Jack et Jill — elle, artiste peintre, lui ancien étudiant en architecture — sont venus, par contre, avec juste assez d'argent pour s'acheter un mas en ruine et 2 ares de jardin arrosable, avec un pécule qui permettrait aux autres de vivre chichement un an tout juste. Hippies, si vous voulez, mais ô combien sérieux et travailleurs ! Ils ont reconstruit leur demeure, en partie grâce aux ressources du dépôt d'ordures (carrage, pierres, briques, bois). Liberté héroïque : au lieu du pain, un sac de riz complet ; les légumes du jardin quand il y en avait, et de la chorégraphie sans café. Après trois ans de privations tout va bien : ils ont vendu leur mas à un riche Belge et en ont repassé un autre, et les tableaux de Jill se vendent. Le riz complet, ils s'en passent maintenant, mais cot aliment m'a beaucoup appris. Pendant leurs années d'austérité, il leur en a fallu un sac de 50 kilos par trimestre, et puis qu'il est plus rentable d'acheter plusieurs sacs à la fois, en une commande groupée, ils ont vanté à leurs amis les mérites de cette nourriture. Il paraissait que chaque grain était un trésor de vitamines, de minéraux et de fibres. Émerveillés d'harmonieuses vibrations de karma, très zen, plein de yin (ou de yang), et fournissant au canal alimentaire, d'un bout à l'autre, l'exercice salutaire qui manque à l'homme trop civilisé. Convenu, et voyant le prix de ce produit dans les boutiques qui vendent des bis-

cuits aux algues, de l'huile de vison et des petits pots de gelée royale, j'ai calculé quelle fortune je « gagnais » en leur achetant un sac.

Même en vivant vivre pleins de yin (ou de yang) la patronne et moi avons vite trouvé que 100 grammes par semaine nous suffisaient largement. Le sac ne diminuait pas ; nous pouvions affronter 1980 sans manquer de fibres.

Qu'elles étaient charmantes, après six mois, ces bestioles cornues, longues de quelques millimètres : on en trouvait une ou deux dans chaque poignée. Habités aux céréales achetés en petits paquets, où l'on ne trouve qu'à l'occasion un avion en plastique, que nous apprôvions l'écologie ! Les Fulcrans à qui nous avions montré nos spécimens nous ont appris que c'étaient des charançons ; que ceux-ci se multipliaient comme des lapins, et que si on ne leur donnait pas un régime de riz, de blé ou de haricots, ils pourraient grignoter le bois de la charpente... Le pharmacien de Nîmes nous a recommandé le sulfure de carbone.

Le riz distribué dans deux poubelles propres, parfumé de sulfure, ne produisait que deux ou trois petits cadavres lors du tri de chaque poignée.

Encore dix-huit mois, et il ne nous en restait que 40 kilos. Nous sommes allés en Italie faire une cure de nouilles. A notre retour, une famille nombreuse de rats nous a sautés. Confortablement installés dans la cave, rondouillards et gais, ils avaient rongé l'épais plastique des poubelles.

La tri hebdomadaire (riz, nouilles, pâtes, légumes, etc.) était devenue fastidieuse, j'ai donné — oui, donné — notre riz à Auguste Comabedazzou, pour ses poules.

En retour, il m'a donné une poubelle neuve et une batterie de râteliers. La générosité paie quelquefois.

JOHN HARRIS.

INITIATIVE

Un lycée sans « élèves » ni « professeurs »

Une trentaine d'enseignants de la région parisienne veulent créer un lycée expérimental géré par les lycéens. Les élèves seraient des « usagers », les professeurs des « intervenants ».

ANNICK GWENAËL

Jean Levi, qui n'avait pas été un élève heureux, devient en 1973 un professeur enthousiaste. Il veut enseigner autrement. Mais il aperçoit vite les « impasses de l'institution ». Il lit alors *Libres enfants de Summerhill* ; il pense que la seule solution c'est de faire des expériences à part, informelles, sauvages. « J'aurais eu un capital, j'aurais fait quelque chose comme Summerhill », dit-il. Puis, en 1975, paraît *Un lycée aux lycéens*, un compte rendu de la vie et de l'organisation du lycée expérimental d'Oslo (1). « Pour moi, c'est une révélation. Ce n'est plus un homme ou un couple qui tente une expérience, mais un groupe de lycéens décide lui-même de sa vie. Et le lycée d'Oslo est institutionnel, il est soutenu et financé par la commune. »

Jean Levi envisage d'être dans une France conservatrice où des « Oslo » sont impossibles. Il envisage de partir à l'étranger. Il reste finalement en France. Hanté par le lycée aux lycéens, il fait des animations à son propos. « Dans des pays pas si différents du nôtre, il est possible de faire du neuf, alors... » Un groupe d'une vingtaine de lycéens discutent plusieurs mois de suite avec Jean Levi, qui leur parle aussi de Decroly, de Freinet. Ils rêvent, ils cherchent, puis disent : « On ne peut pas en rester aux paroles, il faut faire quelque chose. »

Ce quelque chose, ce sera Marly (2). Des élèves de première et de terminale prennent le

risque de quitter l'école et, dans une pièce d'une maison de jeunes, se préparent au bac. Avec l'aide d'« intervenants », des « profs » bénévoles, auxquels ils font appel tous les huit ou quinze jours, lors de leurs synthèses collectives.

« Compromis réaliste »

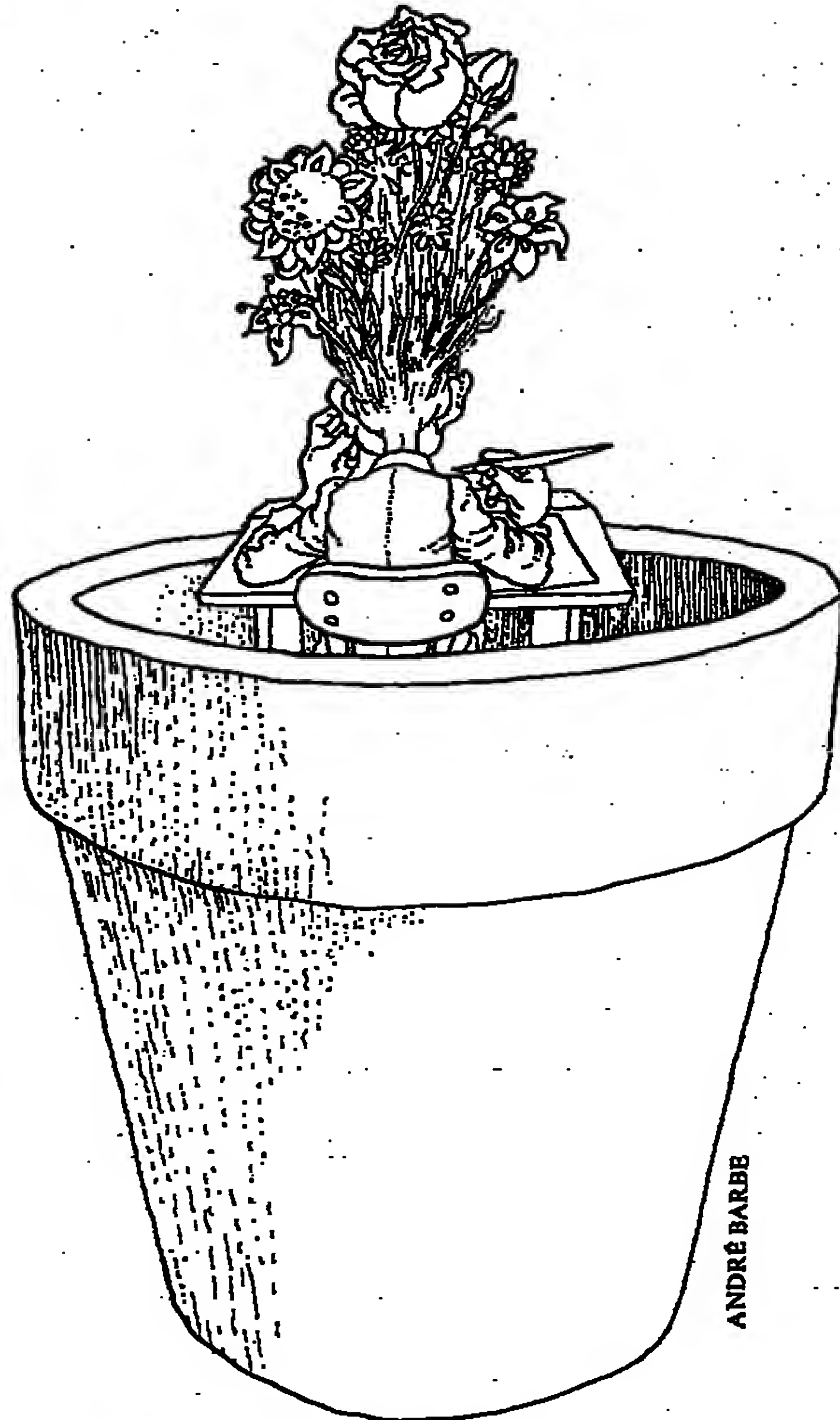
Marly fonctionne maintenant depuis cinq ans. Les élèves y ont eu un taux de réussite au bac égal à la moyenne nationale. Ils ont prouvé qu'« ils pouvaient gérer eux-mêmes leur scolarité, produire le savoir au lieu de le consommer, devenir actifs, attentifs, curieux ». Mais Marly a ses limites. « C'est petit, c'est fragile, ça peut cesser d'exister à tout moment », dit Jean Levi, qui y intervient depuis sa création. Marly est resté marginal, limité à une vingtaine de personnes, n'a pas essaimé.

Déscolarisés, les élèves se présentent au bac en candidats libres, ce qui réduit leurs possibilités ultérieures. Sans dossier scolaire, l'entrée en classe préparatoire ou en institut universitaire de technologie est impossible. Les parents ne perçoivent plus les allocations familiales. Le bénévolat des intervenants ne dure qu'un temps. « Marly n'est pas pour tous », dit Jean Levi, « c'est une petite utopie dont il faut tirer les enseignements. »

Jean Levi réfléchit à ces limites quand arrive le 10 mai. Coup d'essai. « Une expérience de type Oslo va enfin être possible en France. » En juillet, il a tracé les grandes lignes d'un projet de « lycée expérimental de

Paris ». Un lycée de taille humaine (cent personnes), intégré aux structures de l'éducation nationale, gratuit, où des élèves et des professeurs volontaires se donneraient comme but de préparer le bac en trois ans. Où il y aurait une concertation permanente sur la meilleure façon de préparer le bac. Un lycée autonome dont les lycéens seraient les usagers prioritaires. « Compromis réaliste », selon les termes de Jean Levi, le lycée expérimental de Paris repose sur cet acquis de Marly : les élèves sont capables de gérer eux-mêmes leur scolarité. Il adopterait et appliquerait les programmes nationaux et accepterait les contrôles de l'éducation nationale (inspections et bilans).

En juillet, Jean Levi est seul, son projet sous le bras. Puis il rencontre Jean-Paul Clipet. Pour eux deux, soulignent-ils, être prof, c'est un choix, non un pis-aller. Jean-Paul Clipet a vécu six ans au Danemark et il a enseigné dans une école primaire supérieure, un internat pas tout à fait comme les autres qui accueille des élèves de quatrième et troisième. Le but de Rantzau, au-delà de l'acquisition de connaissances, est de développer les capacités de responsabilité, de coopération, de tolérance des élèves. Ces derniers, réunis trois fois par jour en assemblée générale (« Se réunir, ça devient aussi simple que s'asseoir à table au moment des repas », dit Jean-Paul), prennent toutes les décisions qui concernent la vie de l'école : rythmes scolaires, sujets d'études ou balayage des cuisines. Le travail scolaire s'y fait en groupes, se redéfinit au cours



de l'année, tout en respectant les programmes et les vingt-sept heures de cours imposées par le ministère. Les enseignants n'y donnent pas de cours magistraux, mais jouent un rôle de guides.

Plus de gâchis

Enthousiasmé par cette expérience, Jean-Paul Clipet a l'ambition, de retour en France, d'y faire un Rantzau, « pour qu'il n'y ait plus ce gâchis formidable d'élèves et d'enseignants, pour faire une école qui ne soit pas une prison ». Il cherche des gens qui soient sur la même longueur d'ondes que lui. La rencontre avec Jean Levi met fin à sa quête. « En France, dit-il, le ser-

vice public doit prendre en compte tout l'éventail possible des pratiques éducatives. »

Le projet du « lycée expérimental de Paris » s'étioffe. Peu à peu, une trentaine de professeurs de la région parisienne s'y joignent. Beaucoup en ont pris connaissance lors d'un stage organisé par le Syndicat général de l'éducation nationale (C.F.D.T.). Maîtres auxiliaires ou certifiés, au bord du découragement, ou « bien dans leur bulle », ils ont tous envie de faire quelque chose de nouveau avec les élèves. Ils ont essayé de changer leur manière de faire les cours, mais leurs expériences isolées, morcelées, se sont heurtées au poids des habitudes ou à celui de l'administration. Ils n'ont plus d'illusions sur l'« institution qui

infantilise élèves et enseignants, réduit à la passivité et au désintérêt ».

Tous se réunissent, discutent, confrontent, approfondissent les grandes lignes du projet de Jean Levi. Pour conjurer leurs réflexes, ils essaient de ne plus parler d'élèves mais d'usagers, plus de professeurs mais d'intervenants, plus de cours mais d'ateliers.

Un peu tendus (« Et si ça ne marchait pas ? »), ils mettent beaucoup d'espoir dans leur projet. L'espoir d'un épanouissement personnel, celui d'être bien avec les élèves, ou d'introduire une cohérence politique dans leur vie. Ils ont envoyé, au cours du mois de janvier, quatre feuillets dactylographiés — leur avant-projet — avec demande d'audience au ministère de l'éducation nationale. Ils attendent une réponse. Ils voudraient un feu vert pour la rentrée 1982. Tout ne commencerait, l'autorisation du ministère accordée, que lorsque les élèves volontaires viendraient se joindre à eux et questionner, préciser le projet. A Pâques, espèrent-ils.

Ils sont optimistes. Malgré la « pesanteur de l'institution », ils ont confiance au ministère. Il a bien reconnu le lycée de Saint-Nazaire (3). Et leur projet, précisent-ils, n'est pas conçu uniquement pour les exclus du système scolaire, mais pour tous les élèves qui veulent tenter autre chose, se responsabiliser.

Ils relisent les mots prononcés par Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, lors d'une interview donnée au *Monde* (4) : « Je suis attentif à toutes les initiatives, mais je dois dire qu'elles ne sont pas nombreuses, mise à part l'expérience que l'éducation nationale espère pouvoir mener à Saint-Nazaire. » Ils ont pris une initiative (5). Ils attendent qu'elle prenne une autre dimension que celle de quatre feuillets dactylographiés. Et ils se défendent absolument d'être des rêveurs ou des provocateurs. ■

- (1) *Un lycée aux lycéens*, préface de Gérard Mendel, Éditions du Carif.
- (2) Voir le *Monde Dimanche* du 27 avril 1980. « Une école perpétuellement libre ».
- (3) Voir le *Monde* des 9 octobre, 4 et 26 décembre 1981, 4 février 1982.
- (4) Le *Monde* du 12 décembre 1981.
- (5) Jean Levi, 83, rue de Turbigo, 75003 Paris.

Parents d'élèves de troisième avant de se décider pour le lycée A lire absolument

Le Monde DE L'ÉDUCATION

EXCLUSIF L'ÉDUCATION / le point

REUSSIR LE BAC

Les résultats: province, Paris, public, privé Les politiques des proviseurs, leurs avis A, B, C... les inconnues des séries Lycées ou collèges libres?

Mélodine LE RESTAURANT "BUFFET" Salades + plat garni + dessert pour moins de 30 F net

21, rue Beaubourg (angle centre Pompidou) jusqu'à 22 h même le Dimanche

CRIBLE

REPÈRES

Une mandarine dans le moteur

Le constructeur automobile japonais Suzuki a mis au point un moteur qui fonctionne à l'essence de mandarine. Des essais satisfaisants ont été réalisés avec une voiture de 500 cc de cylindrée, une moto de 400 cc et un scooter de 50 cc, fonctionnant tous à l'essence d'écorce de mandarine. Deux carburants ont été utilisés : l'un provenant à 100 % de mandarines japonaises « Mikan », l'autre un mélange d'essence classique et d'essence de mandarine. Le point d'allumage est beaucoup plus élevé que pour l'essence classique et il faut 11 000 écorses pour fabriquer l'équivalent d'un litre d'essence. Le Japon produit environ 4 millions de tonnes de « Mikan » par an. (Energies, 26, rue Cadet, 75008 Paris.)

Synthétiseur vocal

Un chercheur de l'université McGill (Montréal), M. David Pfeiffer, travaille à l'élaboration d'un synthétiseur destiné aux malades qui ont perdu leur voix à la suite de l'ablation totale ou partielle du larynx. Plus de quatre mille Canadiens sont dans ce cas. Les synthétiseurs classiques produisant des séries d'unités de langue. L'opérateur « entre » les sons nécessaires à un mot, puis les assemble pour former une phrase. La méthode est lente et ne donne accès qu'à un vocabulaire déjà sélectionné. Le synthétiseur de M. Pfeiffer, très informatisé, rassemble à l'instrument de musique ; l'utilisateur « joue » les phonèmes en agissant sur un boîtier de la taille d'un livre de poche. La ca-

pacité de l'instrument à reproduire les sons assez fidèlement le rendrait apte à « parler » d'importantes lettres. (Canada d'aujourd'hui, 8, rue Vignon, 75009 Paris.)

Du zinc pour vieillir moins vite

Le vieillissement est associé à une altération progressive de la compétence immunitaire et particulièrement des lymphocytes T. Cette dysfonction du système immunitaire est souvent mise en avant pour rendre compte de l'incidence accrue chez les sujets âgés de certaines pathologies telles que les maladies auto-immunes et les cancers. Plusieurs études sur l'animal ont montré que le zinc avait un effet bénéfique sur la réponse immunitaire.

Le docteur Jean Duchateau et ses collègues du département d'immunologie et d'allergologie de l'hôpital universitaire Saint-Pierre à Bruxelles ont fait une étude clinique dont les résultats sont parus dans l'*American Journal of Medicine* (vol. 70, mai 1981).

L'administration orale de zinc accroît de manière significative la réponse en anticorps au vaccin antitétanique et améliore deux paramètres de l'immunité cellulaire : le nombre de lymphocytes T circulants et la réaction d'hypersensibilité cutanée retardée. (Revue Prospective et santé, 9, rue Alfred-de-Vigny, 75009 Paris, tél. 763-41-33.)

BOÎTE À OUTILS

Les cellules, usines chimiques de demain

La bio-industrie, c'est à la fois « l'esprit d'entreprise appli-

qué aux produits de la vie, et l'utilisation des mécanismes de la vie, comme outil technique pour la fabrication de produits utiles ». La *Revue d'économie industrielle* vient de publier un numéro spécial (380 pages) sur « Genèse et développement de la bio-industrie ». Préfacé par J.-P. Chevènement, pour qui la France est « à l'aube de l'ère bio-industrielle », et nourri d'articles très riches des experts et des praticiens du domaine, l'ensemble d'articles autour de grands thèmes : le système (cadre et stratégies) ; les filières : les secteurs ou domaines d'application ; les agents (entreprises, expériences françaises dont l'Institut Pasteur et Transgène, syndicats) ; les pays étrangers (Europe, États-Unis, Japon). Un panorama complet et clair, accessible au grand public. (*Revue d'économie industrielle*, Éditions techniques et économiques, 3, rue Soufflot, 75005 Paris, tél. 634-10-30.)

Bibliographie prospective

Un nouveau bulletin mensuel de bibliographie sur les principales études prospectives (livres, articles, rapports de recherche) réalisées dans le monde : « Bibliographie-prospective ».

Ce bulletin résulte d'une sélection réalisée avec un réseau international de correspondants ; il fournit, pour chaque étude retenue, toutes les références bibliographiques d'usage et un résumé de contenu, sous forme de fiches normalisées (Association internationale Futuribles : 55, rue de Varenne, 75007 Paris, tél. 222-63-10.)

Phytosociologie

L'Institut européen d'écologie vient de publier le compte rendu intégral du séminaire de phyto-

par Annie Batlle

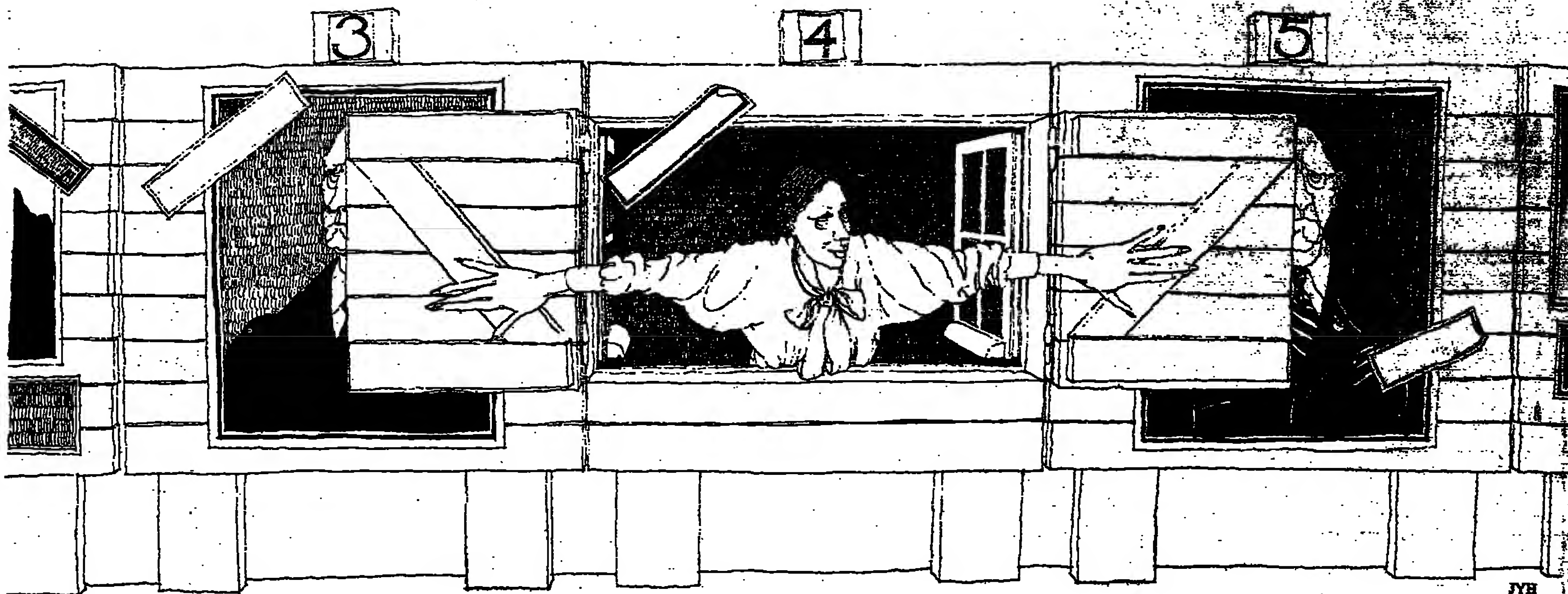
sociologie appliquée, qui avait réuni plus de soixante scientifiques en avril 1980. Ce compte rendu se présente sous forme d'un ouvrage grand format de 270 pages intitulé : « L'évaluation du territoire par la méthode des indices bio-coïnétiques ». Les vingt-cinq communications se rapportent à des thèmes généraux tels que les critères d'évaluation biologique de l'environnement et la méthodologie de la hiérarchisation des sites naturels. Elles présentent également des études régionales ayant une valeur méthodologique générale : écosystèmes riverains de lacs, grands systèmes aquatiques, sites littoraux, etc. Cet ouvrage n'est pas destiné au grand public, cependant, un peu partout en Europe, se multiplient les travaux d'évaluation biologique de la valeur biologique des différents territoires, et les études d'impact exigent des méthodologies de plus en plus précises. (Institut européen d'écologie, B.P. 4019, 57040 Metz Cedex, tél. (8) 776-47-80.)

BLOC-NOTES

Génie logiciel

Le premier colloque de génie logiciel est organisé par le groupe de travail « génie logiciel » de l'AFCEI, (Association française pour la cybétique économique et technique). Il a pour but de faire le point sur l'ensemble des travaux menés en 1982, en France, sur ce sujet, et de favoriser le « transfert de technologie » par la confrontation des recherches et des applications. (AFCEI, 156, boulevard F. Perrier 75017 Paris, tél. : 766-24-19.)

AUJOURD'HUI



Les femmes en politique

SIX femmes ministres, alors qu'il y en avait trois sous le précédent septennat, un nombre important de femmes aux réunions politiques lors des campagnes présidentielle et législatives de mai et juin 1981, des interventions de femmes de plus en plus fréquentes, de moins en moins timides, de plus en plus assurées ; trois candidates lors du premier tour des dernières présidentielles. Les femmes ont-elles acquis, trente-sept ans après le droit de vote, le droit à jouer un rôle dans la vie politique de la cité ? Elles adhèrent de plus en plus aux partis politiques (voir encadré). Pourtant, les partis qui comptent le plus de femmes ne sont pas les plus féministes. Le R.P.R., par exemple, a 43 % d'adhérentes, c'est vrai, mais ce sont le plus souvent... les épouses des militants R.P.R.

Adhérer, pour quoi faire ? « Si c'est pour coller les enveloppes et passer les petits jours, comme on a fait jusqu'à ces dernières années, c'est pas la peine. On laissait aux hommes les choses sérieuses et on beurrait les canapés », se souvient Suzanne, qui milite depuis vingt ans à Reims pour la gauche. Quelque chose a changé. On n'entend plus désormais de commentaire tel que « tiens, la bonne femme de service ».

Ce qui a changé également, c'est l'importance de l'investissement psychologique des femmes dans la politique. Il y a quelques années encore, les hommes qui militaient encourageaient (parfois) leurs femmes à marcher dans leurs traces. Aujourd'hui, s'il est des couples qui partagent opinions et meetings, on en rencontre de plus en plus dont la femme seule fait de la politique. Le mari de Bernadette, déléguée départementale du parti socialiste, est un cadre supérieur préoccupé par son métier et indifférent à la politique. « Je ne sais même pas comment il vote ». Celui de Denise Cacheux, député socialiste, est giscardien convaincu. Celui de Chantal, également socialiste, ne milite pas, mais a une sympathie affirmée pour la droite classique. Les couples résistent plus ou moins bien à ces divergences idéologiques.

« Je m'organise »

D'où viennent ces femmes qui font de la politique ? Elles viennent, pour la plupart, d'autres engagements militants. On n'en rencontre guère qui soient parties dans la vie avec un projet politique, une ambition clairement dé-

finie, une vocation précise. Elles ont d'abord milité dans les clubs, les associations ou les syndicats. Les clubs Perspectives et Réalités, par exemple, ont servi de vivier politique à l'U.D.F. Les associations de parents d'élèves, l'Union féminine civique et sociale, les associations de défense de l'environnement, les comités de locataires, autant de lieux de passage presque obligés où se forme leur conscience politique.

Brigitte Gros, sénateur radical, autrefois journaliste, est partie du problème spécifique des banlieues en écrivant « Quatre heures de transport par jour », avant d'appréhender la vie politique dans son ensemble. Il est vrai que Mme Gros est la sœur de Jean-Jacques Servan-Schreiber, l'ancien président du parti radical... « J'en ai eu assez de mettre des rustines à la société », explique une ancienne assistante sociale venue au P.S. « J'ai cherché un endroit où l'on trouve une réponse à la totalité des problèmes. » « Je suis venue à la politique parce que c'est le seul moyen d'agir sur l'ensemble de la société. » De Monique Pelletier à Véronique Neiertz, de l'obscur militante d'Amiens à celle de Toulouse, c'est en partant d'un problème concret, spécifique, qu'elles ont ressenti le besoin d'une solution globale.

La politique est encore une chasse gardée des hommes. Mais les femmes y sont maintenant bien présentes et aspirent aux pleins pouvoirs.

LILIANE DELWASSE

Beaucoup d'hommes ont suivi la même démarche.

Elles ont généralement des activités professionnelles. Cela peut paraître paradoxal, car les femmes au foyer seraient bien plus disponibles que celles qui, déjà nantes d'une famille et d'un métier, vont assumer une triple journée. Pourtant, sur les quatorze présentées de cette commission « femmes » à la section socialiste de Lille, douze sont salariées, onze ont des enfants (sept en ont trois et plus). Pour Martine Buron, fille de Robert Buron, ancien ministre, la nouvelle déléguée aux « luttes des femmes » au secrétariat national du parti socialiste, « les femmes au foyer n'ont aucun statut social personnel, aucune expérience publique, aucune confiance en elles pour se lancer dans la lutte politique. Ce sont celles qui ont déjà pris des responsabilités professionnelles qui

prennent en plus des responsabilités politiques ».

Colette Chaigneau, député radical de La Rochelle, précise que « les femmes au foyer sont aussi celles qui ont le moins de formation. Manque de confiance plus manque de compétence, elles n'osent pas trop quitter le cocon, et elles ne sont pas organisées pour cela ». Leur absence d'indépendance économique expliquerait en tout cas qu'elles n'osent pas engager financièrement leur famille dans les frais d'une action politique, affirme Alix de la Broët, déléguée au secteur femmes de l'U.D.F.

Trop modestes

Organisées... le maître mot pour les femmes. Comment font-elles ? « Je m'organise... » Le temps de s'organiser, dit Bernadette, dix ans de notre vie sont passés. Les femmes viennent tard à la politique et encore plus tard aux postes de direction. Monique Pelletier a commencé sa carrière à quarante-deux ans, « quand j'en ai eu terminé avec les varicelles, les rougeoles, les coqueluches. Avec sept enfants cela traîne un peu ». Brigitte Gros, à trente-huit ans, Florence d'Harcourt, à quarante ans. Pourtant on voit, aujourd'hui en politique, de plus en plus de femmes très jeunes. « C'est qu'on ne va pas attendre d'être grand-mère », s'impatiente Marie-Pascal, vingt-huit ans, un enfant, qui milite au P.S.U. depuis 1974. Marie-Thérèse, vingt-cinq ans, étudiante, célibataire, secrétaire d'une circonscription R.P.R. dans les Hauts-de-Seine, conseille astucieusement « que les femmes commencent à vivre avant d'avoir des enfants ; après, c'est plus facile de continuer ».

Militar à la base, coller des affiches, distribuer des tracts, participer à une réunion ou deux par semaine : on négocie l'emploi du temps avec le conjoint si ses idées vont dans le même sens. Sinon... Mais le bât blesse carrément quand il s'agit de grimper le long de la corde raide de la hiérarchie du parti. L'obstacle n° 1 est le temps. Les femmes n'ont jamais de temps à perdre. Huguette Bourchardeau, dans un livre où elle dissèque impitoyablement le

mal des femmes en politique (1) analyse le « temps des activités militantes, jamais assez strictement défini... Mes rages, quand une réunion du samedi après-midi devait se terminer à une heure précise, que cette heure coïncidait avec la reprise des enfants et que les discussions traînaient en longueur. Et les camarades ironiques : « des camarades qui vous trouvaient mesquine ou énervée. Eux avaient tout leur temps... ».

Florence d'Harcourt, députée des Hauts-de-Seine (apparentée R.P.R.), constate qu'à l'Assemblée on est isolée quand on ne passe pas des heures à papoter à la buvette. « Moi, quand j'ai terminé mon travail sur les dossiers, je rentre vite chez moi car j'ai cinq enfants, dont le dernier a quatorze ans. Pour Danièle, conseillère municipale M.R.G. de Marly-le-Roi (Yvelines), « tant que les femmes ne sauront pas perdre leur temps à s'écouter parler ou à faire du clientélisme, elles se sentiront toujours étrangères au petit monde politique ».

Même quand ce ne sont pas des obligations familiales qui les coincent, une maison sale qui les attend ou 5 kilos de linge à repasser, toutes choses dont on peut de plus en plus se décharger sur le conjoint, les rôles n'étant plus strictement définis dans le couple, les femmes n'arrivent pas à se sentir des notables et à se faire prendre pour telles. « Heureusement ! », s'écrit Denise Cacheux, nouvelle députée de Cambrai, les notables n'ont aucun humour. « Elles sont trop modestes, déplore Jean-François Mancel, chargé des fédérations au R.P.R., elles ne veulent jamais se mettre en avant, se présenter aux élections, elles ne se croient jamais assez compétentes. »

Pourtant, la permanence R.P.R. de Beauvais est pleine de femmes qui mettent des tracts dans des enveloppes. Pourquoi refusent-elles de se présenter aux municipales, aux cantonales ou d'accepter une responsabilité officielle ? « On n'est pas faites pour ça, on se contente d'aider », « on va pas faire des discours devant cinq cents personnes », « on aurait l'air prétentieux ». Seule Ginette, la benjamine, trente ans, conducteur de chariots élévateurs, a accepté de se présenter aux cantonales, mais elle est curieusement gênée de l'avouer.

L'angoisse d'être incompétente atteint les femmes, même au niveau le plus élevé. Véronique Neiertz, diplômée d'H.E.C., députée P.S. de la Seine-Saint-Denis, se souvient des nuits de trac passées à potasser les dossiers quand on lui a confié la responsabilité des relations interna-

tionales pendant la campagne présidentielle. Florence d'Harcourt, qui est la seule femme de la commission parlementaire de la défense nationale, est aussi la seule à avoir suivi les stages de l'Institut des hautes études de la défense nationale. Françoise Giroud a affirmé dans un débat que l'égalité serait une réalité quand il y aurait des femmes médiocres en politique à des postes importants, tout comme des hommes... On en est loin. Elles se sentent encore obligées de prouver qu'elles sont les meilleures. Marie-Claire résume : « Quand on me demande ce que je pense du serpent monétaire européen, si je ne sais pas, je le dis. Eux, ils savent toujours ; en tout cas, c'est ce qu'ils laissent entendre. »

« Gare à nos places »

La politique, pour quoi ? Si c'est pour rentrer dans leur jeu sale, leurs magouilles pas claires, leurs petites combines, c'est pas la peine. Moi, j'ai une autre idée de l'action politique : le service public, le combat d'idées loyal. Alice, quarante-deux ans, professeure, milite dans le Midi, mais refuse toute compromission, tout ce que les hommes appellent « stratégie ». C'est sans doute pour cela qu'elle reste en dehors des intrigues et des manœuvres des clans dans son parti, localement respectée, mais loin du pouvoir. Cette conception élevée de la vie publique, ce refus fréquent de se salir les mains est une des raisons pour lesquelles si peu de femmes, même parmi celles qui appartiennent à la classe politique, arrivent à décrocher des investitures électorales.

Avant c'était : « elle passera jamais ici, c'est trop rural », ou bien : « elle est trop jolie », ou bien : « pas assez ». Aujourd'hui c'est : « elles veulent des places, gare aux nôtres ». Les femmes sont élues, même en milieu rural ; l'électorat vote pour elles sans réticence. Dans la lutte au couteau pour les investitures, elles sont des rivaux dangereux, à écarter, un point c'est tout.

La majorité des femmes parlementaires sont passées par les suppléances qui font revivre le schéma traditionnel du couple : l'homme candidat, la femme suppléante. Et même ces suppléances ont été le fruit de luttes homériques. Denise Cacheux, députée de Cambrai depuis que Jean Le Garrec est ministre, rappelle de trac passées à potasser les dossiers quand on lui a confié la responsabilité des relations interna-

CROQUIS

Le rouge et le noir

« Carcassonne par Narbonne et Limoux, c'est le rouge et le noir », m'avait dit mon voisin d'Olmet comme je m'apprêtais à prendre la route. Définition un peu énigmatique dont je devais vérifier le bien-fondé sur le terrain.

La blanc des collines, au fur et à mesure qu'on s'enfonçait dans le massif des Corbières, vire au rose puis au rouge.

Ce n'est pas sans raison que les villages portent des noms comme Villeneuve-la-Crémade, comme Villeneuve-Terménès, ou terre-rouge, précédé du col de Villeneuve. Et n'oublions pas la vigne, qui prospère ici, concourant, par ses grappes et son vin, à ce festival du rouge.

Si l'on descend davantage vers le sud, en direction de Moutoum, la montagne se fait altière, la forêt assombrit les pentes. On passe inopinément du rouge au noir. Et plus c'est noir, moins c'est les Corbières...

Pour retrouver les teintes claires, il faut remonter vers Carcassonne et la rivière d'Aude, au bord de laquelle il y a Fleusse, berceau de Joseph

Delteil. Non loin de là, près du ruisseau qui coupe la route au lieu-dit le Gué, se trouve Villeneuve-d'Aude, hameau d'où partent à travers la France de petits livres portant la marque « Atelier du Gué », dont les plus nombreux sont des recueils de nouvelles ou de poèmes.

Pierre Bosc, romancier catalan qui a publié à Villeneuve-d'Aude « Juan ou la fin de l'exil », n'a-t-il pas raison de dire qu'il y a place, en terre occitane, pour une édition différente ? Je l'approuve, en tout cas, d'ironiser à propos des « fines bouches qui, en ce pays (le sien, le mien, le Midi méditerranéen), restent subjuguées par le mythe des brevets délivrés à Paris ».

Comme j'en parlais, au retour, à mon voisin d'Olmet, il me gratifia d'un franc éclat de rire rebelle avant de lancer : « Los Parisiens petan pus nalt que son cuol ! » Vous l'avez peut-être deviné, cela signifie, sauf votre respect, que les gens de Paris pètent plus haut que leur cuil...

MAURICE CHAVARDÈS

54 parlementaires, 1 018 maires

ELUES

- Assemblée nationale. 491 députés, 28 femmes : 16 P.S., 1 M.R.G., 7 P.C., 1 U.D.F., 3 R.P.R. (en 1978, 21 femmes ; en 1973, 10 ; en 1968, 8).
- Sénat. 304 sénateurs, 9 femmes : 5 P.C., 3 P.S., 1 radical.
- Assemblée européenne. 81 députés français, 17 femmes : 4 P.C., 6 P.S., 4 U.D.F., 3 R.P.R.
- Maires. 36 441 maires, 1 018 femmes (2,3 %).
- Conseillers municipaux. 459 747 conseillers municipaux, 38 304 femmes (8,3 %).
- Conseillers généraux. 3 529 dont 95 femmes (2,7 %).

PARTIS POLITIQUES

- R.P.R.** Adhérentes : 43 % (dix fois plus qu'il y a dix ans). Responsables locaux : 3 femmes sur 90 secrétaires départementaux ; 15 % de femmes secrétaires de circonscription. Responsables nationaux : 1 femme sur 9 à la commission exécutive. Elues : 3 femmes sur 80 députés.
- U.D.F.** Adhérentes : 32 % (20 % en 1978). Responsables locaux : 8 femmes sur 95 délégués départementaux (nommés) ; 3 femmes sur 95 présidents départementaux (élus) ; 40 conseillers départementaux sur 95 ne comprennent pas de femme. Responsables nationaux : 2 femmes sur 51 membres. Elues : 7 femmes sur 289 candidats en 1981, 1 élue.
- M.R.G.** Adhérentes : 25 %. Responsables locaux : 15 % ; responsables nationaux : 10 % ; 1 député.
- P.S.** Adhérentes : 21 %. Responsables locaux : un quota institué au congrès de Grenoble en 1973 impose à tous les niveaux de responsabilité un pourcentage de femmes au moins égal à celui des adhérentes. Le congrès de Metz en 1979 le fixe à 20 %. Pourtant, certaines fédérations (Pas-de-Calais, Deux-Sèvres) ne comptent pas une seule femme. Responsables nationaux : bureau exécutif, 8 femmes sur 46 membres (ne respecte pas son propre quota, pourtant statutaire) ; secrétariat national, 4 femmes sur 28 membres.
- P.S.U.** Adhérentes : 32 %. Responsables : un quota le fixe à 33 % à tous les niveaux. Direction politique : 37 % femmes, le secrétariat national est une femme.
- P.C.** Adhérentes : 35,7 % (250 000 femmes, soit deux fois plus qu'en 1970). Responsables locaux : comités fédéraux, 24 % (28 % en région parisienne) ; bureaux fédéraux, 18 % ; secrétariats fédéraux : 13 %. Responsables nationaux : comité central, 31 femmes sur 145 membres ; bureau politique, 4 femmes sur 21 membres ; secrétariat du comité central, 1 femme sur 6 membres.
- L.C.R.** (Ligue communiste révolutionnaire) Adhérentes : 30 %. Responsables : 15 %.

(1) Voir aussi le Monde dimanche du 27 septembre 1981 : « Les partis politiques à travers leurs candidats ».

après une nuit d'âpres batailles : « J'étais prête à laisser tomber, découragée ».

Nicole Chouraqui se souvient qu'elle était membre du bureau politique des radicaux valaisiens lorsqu'elle a annoncé qu'elle voulait se présenter aux municipales à Paris en 1977. « Il y a eu un silence glacé. Les types qui me souriaient la veille ne me disaient plus bonjour le lendemain ».

Florence d'Harcourt n'a pas oublié que, lorsque le R.P.R. lui a préféré Robert Hersant en 1978, quelqu'un a fait valoir qu'elle était déjà députée en place à Neuilly et que la manœuvre était pour le moins indécente.

A quoi il fut répondu : « Mme d'Harcourt est une femme bien élevée, elle se retiendra ». « J'ai été mal élevée, je me suis accrochée, mais avec un homme, ils n'auraient jamais osé ». Robert Hersant avait insisté dans sa campagne sur le slogan : « Votez utile, pas futile ».

Quand on nous donne des circonscriptions sans bagarre, c'est qu'elles sont perdues d'avance. Alix de la Breche s'est présentée contre Michel Rocard à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines) : personne ne lui a disputé la gloire de la défaite, mieux, on l'a chaudement encouragée. « Si le P.S.U. était la voie rêvée pour une carrière politique brillante, si l'enjeu de pouvoir existait réellement, on ne m'aurait pas offert avec tant de libéralité le secrétariat national », déclare Huguette Bouchard. C'est qu'il faut distinguer le pouvoir réel et le pouvoir symbolique. « Par moment, je me demande s'ils ne prennent pas pour une super-attachée de presse, une carte de visite : parce que la direction politique, ils se la gardent, les copains ».

Aventurières

Pour réussir en politique, une femme doit rassurer. Mariée, mère de famille, elle est normale, sécurisante, conforme à ce qu'on attend d'une femme. Milena Novakovic, maire-adjoint U.D.F. d'Asnières, quarante-trois ans, raconte : « Je suis une célibataire, elle doit subir d'attaques personnelles à propos de sa vie privée. Lors d'une campagne j'ai dû me défendre contre elle par le R.P.R. local avec menaces de mort et violences physiques, elle a entendu les insinuations les plus basses ».

per les femmes de l'opposition, Colette et Laurence, vice-présidentes, expliquent : « On est plus à l'aise entre femmes. Personne n'y ricane de nos bouffées ». Comme un écho retentit l'éclat de rire joyeux de Monique et Marie-Pascale au P.S.U. : « Quand les gars au bureau politique se prennent trop au sérieux, nous les femmes on sort nos tricotons par dérision ; il s'établit une complicité de pensionnaires. On fait même du jacquard ! ».

Au parti socialiste, la création d'un courant femmes, le courant G, et d'un journal : *Mignonne allons voir sous la rose*, n'a pas provoqué l'enthousiasme des autres femmes du P.S., qui avaient mis tous leurs efforts à prendre des places dans le parti. Se regrouper ainsi, n'est-ce pas courir le risque de se voir poussées vers la sortie ? C'est ce qui est arrivé à Edith Lhuillier, chef de file du courant G, qui s'est vu refuser le renouvellement de sa carte du parti l'automne dernier. « La mixité bien sûr, c'est l'idéal, dit Danielle, mais, en attendant, si la ségrégation leur permet de mieux vivre leur engagement... ».

La jeune génération

Irréversible, l'entrée des femmes dans la politique ? Première étape d'une marche vers le pouvoir suprême ? Pas si sûr. Le pessimisme domine, à droite comme à gauche. Pour Alix de la Breche, la droite, après sa défaite, se cherche, elle est en pleine crise d'identité. Ce n'est pas le moment de parler des problèmes de femmes. Après le paternalisme amical et un peu condescendant des années passées, la nouvelle génération ne peut se permettre de patronner des femmes. Ils s'accrochent, et ces femmes aux dents trop longues, loin de les attendrir, les agace prodigieusement. Les hommes se sentent menacés.

Au parti socialiste, on est aussi en pleine régression. François Mitterrand a fait voter les quotas, a confié des responsabilités à des femmes. L'actuelle direction du parti, loin de les encourager, ne respecte même pas ses propres statuts quant aux quotas. « Au congrès de Valence, on nous a refusé le quota de 30 % parce que Lionel Jospin s'y est opposé ». Le parti socialiste est au pouvoir et son attitude risque d'être lourde de conséquences pour toutes les femmes.

« Les discours sont très au point, à l'avant-garde du féminisme. Dans la pratique, tous les vieux concepts misogynes ressortent », s'indigne Véronique Neiertz. Simple stagnation ou reflux ? Difficile à dire. Les « vieilles » de plus de trente ans mettent leurs espoirs dans les jeunes générations. Les filles de dix-huit ou vingt ans n'imaginent même pas que leurs maris puissent aller au meeting. « Je te raconte ça » et elles gardent les enfants. Au mouvement des Jeunes giscardiens, il y a 50 % de filles, 50 % de garçons. Dans l'équipe dirigeante, six filles et six garçons.

Juliette, dix-sept ans, élève de terminale au lycée La Fontaine à Paris, est responsable des comités lycéens des Jeunes giscardiens. Geneviève, vingt-deux ans, étudiante en droit à Assas, a mis sur pied un collectif d'étudiantes libérales. Quand on leur parle du partage des responsabilités dans leur mouvement, elles prennent un air poliment étonné. Toutes deux pensent leur avenir en terme d'engagement politique, Juliette en fera sa carrière. Une de ses camarades s'est fait proposer « d'aller à la guerre » lors d'un collage pour la campagne de Jacques Dominati en janvier dernier. Pas un truc de fille ? Elles se regardent interloquées. Elles n'ont pas remarqué la différence.

Martine non plus, dix-neuf ans, dactylo inscrite depuis trois ans au Mouvement de la jeunesse communiste de France, qui comprend quarante mille filles sur quatre-vingt-dix mille membres. Ce n'est pas à elle qu'on aurait dit : « Fais les valises, on rentre à la maison ».

- (1) Un coin dans leur monde, Editions Syros, 1980.
- (2) La République des misogynes, Editions Plon, 1981.

CHANGEMENT

Impatiences syndicales à la CNAV

« Mêmes petits chefs tatillons, même routine... » Le changement ne va pas assez vite pour cette employée de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse. Les syndicats y continuent leur petite guerre et réclament le départ du directeur nommé il y a dix ans.

GILLES FABRE-ROSE

Le changement ? Les syndicats sont pour à la Caisse nationale d'assurance-vieillesse. La C.G.T. y est majoritaire, la C.F.D.T. influente. Un rapport de forces favorable au changement prôné par les pouvoirs publics auxquels la Caisse est subordonnée. La C.G.T. n'a-t-elle pas offert des fleurs aux ministres de la solidarité nationale et de la fonction publique venus rue de Flandre en janvier ?

Et pourtant. « Mêmes rapports hiérarchiques, mêmes petits chefs tatillons, même routine dans le travail », constate, désabusée, Cécile B., rédactrice au service du contentieux. La grève, qui a éclaté en novembre dernier au service du personnel, a surpris les syndicats, qui ont dû prendre le train en marche. Impatience ou lassitude ? Amertume ou réalisme ? Ni l'un ni l'autre, selon un responsable syndical : « Ils se cherchent. Ils réfléchissent. Ils discutent beaucoup entre eux ».

Contrepoids

Oui, on discute beaucoup à la CNAV depuis le 10 mai dernier. La victoire de la gauche fut fêtée par la C.G.T. et la C.F.D.T. qui avaient appelé à voter en faveur de François Mitterrand : pots, apéritif offert au restaurant d'entreprise par les élus du comité d'entreprise, appel à participer à la cérémonie du Panthéon... Pourtant, Gilles Pollet, secrétaire de la section C.F.D.T., constate qu'« il n'y a pas eu de prolongement de la fête de la Bastille. Ça doit tenir à la surprise. Peut-être aussi à l'attente. Et la division syndicale a également joué ».

Une division de famille au sein de la gauche. La C.G.T. reste majoritaire avec 55,52 % des voix aux élections au comité d'entreprise en mars dernier, mais elle est en perte de vitesse (-4,73 % sur 1979), ce que le scrutin de janvier pour la désignation des délégués du personnel a confirmé avec la perte de deux sièges de titulaires. Son importance est cependant telle qu'elle s'est constituée en syndicat des employés de la CNAV de la région parisienne, et qu'elle contrôle le comité d'entreprise - surtout depuis qu'elle a décidé l'an dernier d'en assumer seule la gestion.

Ce que la C.F.D.T. lui reproche, bien sûr, alors qu'elle estime possible de réaliser des économies dans la gestion du C.E., par exemple en mettant en concurrence les fournisseurs du restaurant d'entreprise. La C.F.D.T. (avec près de 20 % des voix) mais aussi Force ouvrière (environ 17 %) bénéficient de l'érosion de la C.G.T. ainsi que de celle de la C.F.T.C.

Est-ce l'usure du pouvoir ? La convention collective accorde de larges délégations horaires pour l'exercice des mandats syndicaux. Le budget du comité d'entreprise avoisine les 10 millions de francs. Le C.E. et les syndicats ont obtenu de nouveaux locaux, une crèche, un restaurant d'entreprise, une bibliothèque, une salle audiovisuelle. « Les syndicats à la Caisse ont tou-

légal pour demander aux pouvoirs publics d'intervenir en leur faveur. Ce mouvement a été lancé de manière autonome avant que les syndicats le rejoignent. D'où des « communiqués de service du personnel en grève et des syndicats ». Les communiqués, rédigés par les grévistes eux-mêmes, ont été lus dans tous les services, suscitant un intérêt certain reflété par le nombre de signatures recueillies par la lettre adressée au ministre.

Décalage alors entre le personnel et les syndicats qui, dans l'ensemble, n'enregistrent pas l'afflux d'adhésions escompté de la victoire de la gauche ? « Très peu de gens se sentent concernés quand les syndicats parlent de l'avenir économique », souligne Dominique C... Selon cette employée du service de liquidation des pensions, « après la victoire de la gauche, les syndicats ont été trop occupés par la politique future du gouvernement et ont délaissé les problèmes du personnel. On a le sentiment que leur action concerne la Caisse dans son ensemble plutôt que les préoccupations quotidiennes des employés ».

Or à ce niveau, l'attente de la réforme de la Sécurité sociale et la division syndicale jouent. « En l'absence d'un consensus tant sur le système de gestion que sur la définition du service qui sera rendu à l'avenir », la Sécurité sociale apparaît comme « une institution en crise de transformation et au point de croisement entre plusieurs conceptions de la société (1) ». Conceptions qui tournent à la CNAV à la polémique entre la C.G.T. et Force ouvrière : le secrétaire adjoint de la première, Patrick Vercaque, estime que « F.O. et les patrons se partagent les postes prépondérants à la Sécurité sociale. Ils agissent main dans la main ». Le responsable de la seconde, Philippe Zaslavsky, rétorque que « c'est une fausse image de F.O. ». Conceptions qui continuent de séparer la C.G.T. de la C.F.D.T. : « Nous n'allons pas dans le même sens, car la C.F.D.T. tient toujours un double langage », considère la première, qui fait la sourde oreille aux demandes de la C.F.D.T., tout en estimant que « l'anticléricalisme et l'anticommunisme vont bon train à la Sécurité sociale depuis le 10 mai. Ça existait avant, mais ça s'est accentué ».

Rien de changé donc à cet égard. Rien de changé non plus dans la composition du conseil d'administration de la Caisse, en attendant la suppression des ordonnances de 1967. Le directeur n'a « qu'à se louer des rapports avec les administrateurs, y compris les syndicalistes. Ils servent à l'occasion d'utiles intermédiaires entre la direction et le personnel ». Tandis que la C.G.T. accuse : « Les patrons qui sont encore dans les conseils d'administration et les directeurs s'opposent par tous les moyens à l'application de la politique du nouveau gouvernement en matière de Sécurité sociale ».

On y revient toujours, quitte à attendre le changement d'en haut. Le personnel en est conscient, qui estime, comme Cécile B., que « de toute façon, tant qu'il y aura la même direction et le même conseil d'administration, il est vain d'espérer que ça change vraiment pour nous. Sauf si notre ministère s'en mêle ». Et en attendant ? La passivité ? La grève de novembre a montré qu'il ne faut pas se fier aux apparences. La déception ? « Un peu, reconnaît Gilles Pollet. Pas trop encore, mais il ne faudrait pas que cela dure et que l'espoir des travailleurs se relâche ».

Au point qu'il refusa d'inviter Jean Royer à l'inauguration du centre informatique de Tours, pour lequel le député et maire avait fait beaucoup. Son mandat ne se termine qu'en 1986, mais il pourrait demander sa retraite bien avant puisqu'il atteint soixante ans l'an prochain. « Un ministre m'a nommé, un autre ministre peut me remplacer », ajoute Francis Pavard. Mais justement le ministre de la solidarité nationale ne le fait pas. « Je connais Mme Quinquès de longue date, précise le directeur, notamment dans le cadre du Plan et comme présidente de l'Association de gérontologie du troisième arrondissement. J'entretiens avec elle des rapports excellents. Y compris depuis qu'elle est au gouvernement ».

Ce que les syndicats acceptent mal. « Il faudrait que le gouvernement fasse le ménage », lance la C.F.D.T. qui menace : « S'il ne le fait pas, on se donnera tous les moyens pour le faire. On veut de l'air frais ». Comment ? « Une action offensive, par exemple, peut déboulonner le directeur ».

Édité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants :
Jeanne Favre, directeur de la publication,
Claude Jelin.

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications n° 57 437

DOSSIER

Les nouveaux conseils généraux

Les conseils généraux seront renouvelés pour moitié les 14 et 21 mars. Ce scrutin intervient après le vote de la loi sur la décentralisation, qui fait du président du conseil général le chef de l'exécutif départemental.

Anne CHAUSSEBOURG et Patrick JARREAU

Deux mille vingt-neuf sièges de conseillers généraux sont à pourvoir les 14 et 21 mars. Mille sept cent soixante-sept en métropole et quatre-vingt-deux outre-mer appartiennent à la série renouvelée en 1978 : cent soixante-cinq sont des cantons récemment créés ; quatorze, normalement renouvelables en 1985, le seront cependant cette année en application de l'article L. 221 du code électoral, leur siège étant devenu vacant du fait de la démission ou du décès de leur élu.

On votera dans tous les départements, à l'exception de Paris. Le Conseil de Paris, qui tient lieu tout à la fois de conseil municipal et d'assemblée départementale, est élu tous les six ans, en même temps que les autres conseils municipaux de France. La loi confère au Conseil de Paris « les attributions dévolues aux conseils généraux dans les conditions du droit commun ».

La maire de Paris est censé faire office de président du conseil général.

Première consultation nationale depuis les scrutins présidentiels des 28 avril et 10 mai et législatifs des 14 et 21 juin 1981, les élections cantonales sont considérées, par l'ensemble des

observateurs et des états-majors politiques comme un test. L'ancienne majorité, qui considérait volontiers dans le passé les cantonales et les municipales comme des élections strictement locales, a décidé, devenue opposition, de politiser au maximum la campagne électorale. Pour la gauche, le verdict des urnes, s'il n'est pas de nature à infléchir sa ligne, fournira une indication précieuse sur l'appréciation portée par l'opinion sur la politique menée depuis le changement du printemps dernier.

Test mais aussi enjeu. La loi de décentralisation confère aux présidents de conseils généraux des droits et des pouvoirs nouveaux. On comprend l'intérêt que les formations politiques portent à la désignation de ceux qui seront les futurs patrons des départements.

Enfin, à un an des municipales et des régionales (les dernières devant avoir lieu pour la première fois au suffrage universel), et compte tenu de l'introduction très probable de la proportionnelle pour ces deux scrutins, la consultation des 14 et 21 mars constituera une première donnée pour définir les rapports de forces au sein des deux grandes familles politiques.

Le nouvel homme fort du département

Les conseils généraux, renouvelés pour moitié les 14 et 21 mars, inaugureront, dès leur entrée en fonctions, l'application des dispositions de la loi de décentralisation, relatives aux institutions départementales. Comme la commune et la région, le département est affranchi de la tutelle administrative et financière de l'Etat. Cette liberté nouvelle, assortie, toutefois, de contrôles a posteriori, s'accompagne, pour l'assemblée départementale, d'une réforme qui la place sur le même pied que le conseil municipal : son président est, désormais, l'« organe exécutif du département », de même que le maire est celui de la commune et de même que le président du conseil régional sera celui de la région.

Cette réforme avait déjà été tentée en 1946. Les articles 116 à 118 de la Constitution de la IV^e République confiaient au président du conseil général l'exécution des décisions de celui-ci ; mais cette disposition n'avait pas été appliquée et les constituants de 1958 ne l'avaient pas reprise. Sa réapparition, aujourd'hui, forme la pierre d'angle du nouvel édifice administratif départemental.

L'exécutif était en effet assuré, jusqu'à présent, par le préfet. De ce fait, le conseil général était cantonné dans une fonction de contrôle, plus que de direction de ces « affaires d'intérêt départemental », sur lesquelles il lui revenait, depuis la loi du 10 août 1871, de « délibérer » et de « statuer ». Outre qu'il exécutait les décisions de l'assemblée, le préfet, qui convoquait le conseil général, assistait à ses réunions et était entendu par lui à sa demande, avait aussi la charge de préparer et de présenter le budget départemental, d'assurer l'ordonnement des dépenses et le recouvrement des recettes et d'inscrire les affaires soumises au conseil.

Toutes ces tâches incomberont dorénavant au président du conseil général. Elu pour trois ans, après chaque renouvellement du conseil, il est, de par la nouvelle loi, le chef des services départe-

mentaux et il peut, en attendant la future loi de répartition des compétences, disposer, en tant que de besoin, des services extérieurs de l'Etat (équipement, agriculture, action sanitaire, etc.). Ceux-ci demeurent sous la direction du préfet, qui devient le « représentant de l'Etat dans le département » (son nouveau titre n'est pas encore fixé définitivement) et qui est toujours nommé par le conseil des ministres. Il représente chacun des ministres, et c'est à ce titre qu'il peut s'exprimer, devant le conseil général, au nom de l'Etat. Cette audition, qui résulte normalement d'un accord entre le président de l'assemblée et le représentant de l'Etat, peut être rendue obligatoire par le premier ministre.

Le préfet change de titre (peut-être) et d'attributions, mais il ne disparaît pas. Le département continue de pourvoir à l'entretien du représentant de l'Etat, de même qu'à celui de ses délégués dans les arrondissements (les anciens sous-préfets) et son lieu de résidence demeure la préfecture, rebaptisée « hôtel du département », qu'il partage avec le président du conseil général. Il n'élabore plus le budget ; les délibérations, arrêtées et votées par les conseils départementaux, ainsi que les conventions qu'ils passent, sont exécutoires de plein droit dès leur publication ou notification, avant même d'être transmises au représentant de l'Etat, acte pour lequel le conseil général dispose d'un délai de quinze jours.

Inversion des rôles

Cependant, chargé du respect des lois, le représentant de l'Etat peut, s'il estime qu'un acte de l'assemblée départementale ou de son président est contraire à la législation, saisir le tribunal administratif et demander le sursis à exécution. Il peut aussi saisir la chambre régionale des comptes (1) et, à sa demande, inscrire d'office au budget du département une dépense rendue obligatoire par la loi et que le

conseil général refuserait d'acquiescer.

Les rôles sont inversés : au représentant de l'Etat, le contrôle ; au conseil général et à son président, l'initiative et l'exécution. Solidement installé à la tête d'une assemblée départementale qui se réunit au moins une fois par trimestre (au lieu des deux sessions ordinaires annuelles prévues jusqu'à maintenant) mais qui ne peut mettre fin à ses fonctions avant terme, le président du conseil général devient l'homme fort du département. Son autorité n'est limitée que par celle du tribunal administratif et de la chambre régionale des comptes, auxquelles ses actes peuvent être déférés par le représentant de l'Etat ou, pour la seconde, par le comptable de département, nommé par le ministre du budget.

L'opposition s'était inquiétée de cette transformation (ce qui n'avait pas empêché le Sénat, où elle est majoritaire, d'adopter, le 12 novembre 1981, l'article attribuant le pouvoir exécutif au président) et elle avait tenté, à l'Assemblée nationale, le 1^{er} août 1981, d'instituer des incompatibilités entre la présidence de l'assemblée départementale et les fonctions de maire du chef-lieu, de membre du conseil régional ou de membre du gouvernement. Les députés communistes avaient proposé, pour leur part, avant de se rallier au texte du projet de loi, que l'exécutif départemental fût assuré collégialement par le président et le bureau du conseil général.

Les élus de l'opposition avaient exprimé leur crainte que la loi n'instaurât une « tutelle politique » sur les communes, d'autant que, à l'initiative du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, le texte précise que « la départementale apporte aux communes qui la demandent son soutien à l'exercice de leurs compétences ». Cette disposition, s'ajoutant à celles qui établissent l'autonomie budgétaire du département et à celles qui l'autorisent à intervenir en matière économique et sociale, ne favorise-t-elle pas la subordination des communes à l'autorité politique du

parti ou de la coalition dominant le département, l'apparition de fœdérations et la naissance ou l'aggravation d'un clientélisme ?

Ces interrogations, pour légitimes qu'elles soient, ne doivent pas faire oublier que le pouvoir central n'a pas toujours fait preuve, dans le traitement des communes, de la parfaite impartialité dont on le crédite aujourd'hui, en regard du favoritisme dont on soupçonne, à l'avance, les futures majorités des assemblées départementales. En second lieu, les minorités ne sont pas dépourvues de droits, puisque la loi leur permet, pourvu qu'elles réunissent le tiers des membres du conseil général, de provoquer la réunion de celui-ci et, ainsi, d'utiliser au moins les séances publiques — de l'assemblée comme une tribune, pour faire entendre la protestation des cantons ou des communes qui s'estiment maltraités. Enfin, les décisions du conseil général et de son président restent soumises au contrôle de leur conformité aux lois par le représentant de l'Etat, lequel peut être saisi par toute personne physique ou morale qui se jugerait lésée par un acte du département.

Compétences en suspens

Les pouvoirs des conseils généraux sont élargis, mais on ne sait pas encore exactement à quoi ils s'appliqueront. Le projet de loi répartissant les compétences entre l'Etat, la région, le département et la commune est attendu, en effet, pour la fin du mois de mars. Jusqu'à maintenant, ayant autorisé pour ce qui concerne, évidemment, l'administration départementale (personnel, biens, voirie, offices d'H.L.M., transports, crédits d'allocation scolaire, etc.), le conseil général apportait aussi un soutien financier à l'équipement des communes dans les domaines les plus divers. Quelles attributions conservera-t-il ou acquerra-t-il ?

La question porte aussi sur la part des dépenses obligatoires, c'est-à-dire celles qui sont imputées au budget départemental par la loi. Plus cette part est importante, plus est réduite la liberté d'action du conseil général. Enfin, si l'assemblée départementale fixe, actuellement, le nombre des « cantons additionnels » aux impôts locaux, c'est-à-dire ses recettes (qui proviennent aussi notamment de taxes départementales, de subventions de l'Etat et d'emprunts), le projet de loi sur la fiscalité locale pourrait modifier, quant à leur importance et à leur origine, les ressources du département.

Il est donc impossible de prendre dès maintenant l'exacte mesure des pouvoirs qui seront ceux du conseil général. Leur élargissement confirme néanmoins près de deux siècles plus tard, le choix des constituants de 1789, qui avaient créé les départements, puisque ceux-ci succèdent à une pleine personnalité juridique et politique. Cette réforme, préparée par M. Gaston Defferre, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, marque l'aboutissement d'une lente évolution. D'abord élu, mais au suffrage censitaire ; nommé ensuite par le pouvoir central ; de nouveau élu, puis doté d'un bureau désigné par Paris, avant de recevoir, en 1871, les pouvoirs limités dont il disposait jusqu'à aujourd'hui, le conseil général paraissait démonté, comparé au conseil municipal et au Parlement.

La perspective du développement des institutions régionales, à partir de la loi de 1972, semblait, à certains égards, devoir rendre caduque cette assemblée intermédiaire, correspondant à une circonscription administrative trop grande pour gérer le quotidien, trop petite pour prévoir l'avenir. Le gouvernement et la majorité en ont décidé autrement en faisant pour le département, cadre géographique inscrit dans les habitudes nationales, le pari de la démocratie.

(1) Instituée par la loi de décentralisation, la Chambre régionale des comptes est l'équivalent de la Cour des comptes, avec compétence pour la commune, le département et la région.

Le remodelage

Nous présentons une carte où figure pour chacun des départements concernés par le remodelage cantonal, la proportion de cantons remodelés par rapport au total départemental. On entend par « canton remodelé » tout canton dont les limites ont fait l'objet d'une modification et par « total départemental » le nombre de cantons du département une fois effectué le remodelage.

Les départements ayant échappé au remodelage cette année sont ceux de l'Alsace et de la Lot ; n'avaient pas non plus été concernés les redécoupages effectués en 1973 et 1978.

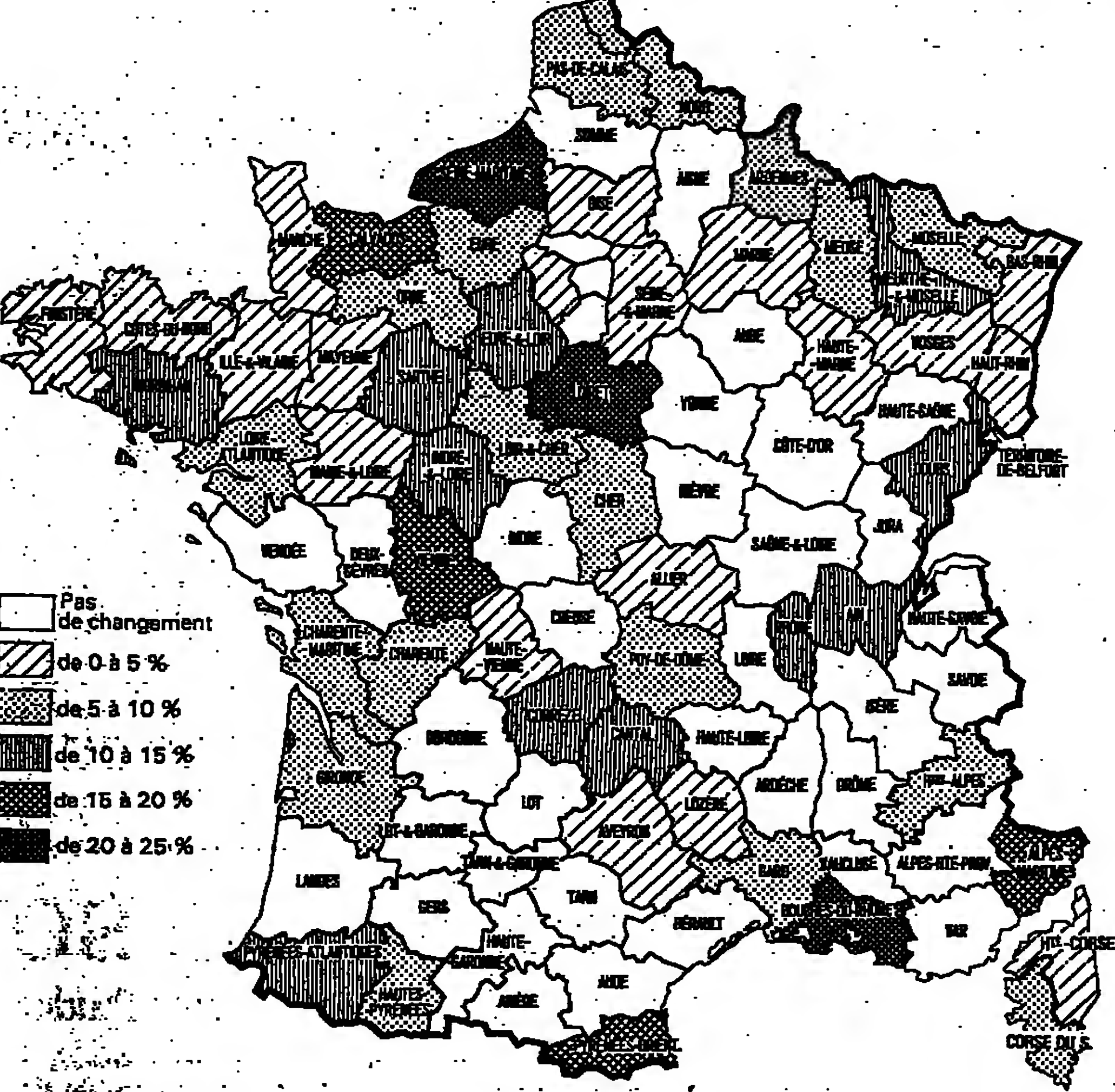
Le remodelage de 1978 concernait la seule région parisienne. Celui de 1973 apportait des modifications à la carte cantonale de soixante-trois départements, portant création de trois cent dix-neuf cantons et suppression de treize en Corse, alors département unique.

De la comparaison entre la carte du remodelage de 1973 et celle de 1982 (établies à partir des mêmes critères que ceux définis ci-dessus), il ressort que les modifications décidées cette année ont moins affecté les départements que celles d'il y a six ans. Dans plus de la moitié (trente-sept exactement) des cinquante-six départements concernés, la proportion de cantons remodelés par rapport au total départemental est inférieure ou égale à 10 % ; en 1973, huit seulement sur soixante-trois étaient dans ce cas. Dans onze départements, ce pourcentage était supérieur à 30 % en 1973 ; alors qu'en 1982 il ne dépasse nulle part 25 %.

Le Sud-Ouest en général, la région Rhône-Alpes et la Bourgogne sont peu touchées, à l'inverse de l'Auvergne, des régions de l'Ouest, du Nord et de l'Est.

En retenu, comme critère de déséquilibre démographique à l'intérieur d'un même département, susceptible d'entraîner une sous-représentation des zones urbaines dans les assemblées départementales, les experts du ministère de l'intérieur n'ont en rien amoindri les disparités entre départements.

Les départements d'outre-mer, qui ne figurent pas sur cette carte,



n'ont pas fait l'objet de modifications.

Pour la même raison, ne sont pas représentés non plus les trois départements (Haute-Saône, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne) de la « petite couronne » de Paris.

Cent soixante-cinq nouveaux cantons

Cent soixante-cinq nouveaux cantons ont été créés dans cinquante-six départements :

- Dix-neuf départements comptent un canton supplémentaire : Allier, Ardennes, Aveyron, Cantal, Haute-Corse, Finistère, Lozère, Maine-et-Loire, Manche, Marne, Haute-Marne, Mayenne, Meuse, Bas-Rhin, Haut-Rhin, Vosges, Territoire de Belfort, Seine-et-Marne et Yvelines ;
- Douze départements comptent deux cantons supplémentaires : Hautes-Alpes, Charente, Charente-Maritime, Cher, Corse-du-Sud, Eure-et-Loir,

- Gard, Ille-et-Vilaine, Loir-et-Cher, Oise, Hautes-Pyrénées et Haute-Vienne ;
- Sept départements comptent trois cantons supplémentaires : Ain, Bouches-du-Rhône, Indre-et-Loire, Loire-Atlantique, Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vienne ;
- Neuf départements comptent quatre cantons supplémentaires : Côtes-du-Nord, Doubs, Eure, Loir, Morbihan, Orne, Puy-de-Calais, Pyrénées-Atlantiques et Sarthe ;

Le mode de scrutin

Chaque canton élit un conseiller général. Eus pour six ans, les conseillers généraux sont renouvelés par moitié tous les trois ans et rééligibles. Pour être élu au premier tour, il faut avoir obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de voix au moins égal au quart des électeurs inscrits. Au second tour, il suffit de recueillir la majorité relative. En cas d'égalité, l'élection est acquise au plus âgé.

Pour être candidat au second tour, il faut être présenté au premier tour et avoir obtenu un nombre de voix au moins égal à 10 % des électeurs inscrits. Dans le cas où un seul candidat remplit ces conditions, le candidat ayant obtenu après celui-ci le plus grand nombre de suffrages au premier tour peut se maintenir au second. Dans le cas où aucun candidat ne remplit ces conditions, les deux candidats arrivés en tête au premier tour peuvent se maintenir au second. Ces dispositions ont été mises en place par la loi du 19 juillet 1976. Les mêmes règles déterminent l'organisation des élections partielles qui ont lieu dans le délai de trois mois qui suit la vacance du siège.

A Saint-Pierre-et-Miquelon, le système électoral n'est pas uninominal, majoritaire à deux tours comme en métropole. Le renouvellement se fait intégralement tous les six ans, au scrutin de liste, à deux tours avec possibilité de panachage.

- Deux départements comptent cinq cantons supplémentaires : Alpes-Maritimes et Pyrénées-Orientales ;
- Cinq départements comptent six cantons supplémentaires : Calvados, Corrèze, Gironde, Nord et Rhône ;
- Un département compte onze cantons supplémentaires : Puy-de-Dôme ;
- Un département compte quatorze cantons supplémentaires : Seine-Maritime.

ETRANGER

Les médecins volants du grand désert australien

Depuis cinquante-trois ans, ils soignent les membres des petites communautés isolées dans l'immensité australienne.

BERNARD POIRETTE

Le piper Navajo amorce un large virage sur l'aile gauche au-dessus des quelques maisons éparpillées trois cents mètres plus bas. La descente finale est rapide et brusque ; le choc de l'atterrissage l'est plus encore. A 180 km/h, les trois roues ont touché le sol irrégulier, parsemé de pierres et de broussailles. L'avion tangué et cahote sur plus d'un kilomètre avant de s'immobiliser.

Les kangourous et les lapins de la Nullarbor Plain forment le seul comité d'accueil que nous ait réservé Cook. Le village est assommé par l'épouvantable chaleur du zénith : 49 °C au thermomètre de bord !

Les habitants se terrent, de 10 heures du matin à 6 heures du soir, tous volets clos et l'air conditionné au régime maximum. Le silence est absolu, infini. L'horizon est circulaire et plat ; aucune bosse, aucun relief, ne vient heurter le regard.

Au milieu de ce désert, à la frontière de l'Australie du Sud et de l'Australie de l'Ouest, le chemin de fer a construit la plus longue ligne droite du monde, sur la portion Perth-Port-Augusta. On dit d'ailleurs ici que, les nuits sans lune, le phare de l'express de Perth est visible une heure avant son arrivée, soit à plus de 80 kilomètres !

Pour entretenir la voie et ravitailler les six trains quotidiens, on a créé Cook et installé sous contrat une quarantaine de familles pour une durée minimum de deux ans. Sept cent trente jours expiatoires, sans télévision — il n'y a pas de relais, — sans magasins, sans distractions autres que le « club » ouvert en soirée, et la piscine, infime tache bleue sur l'immensité ocre jaune de la Nullarbor Plain. L'eau de la piscine arrive à Cook par chemin de fer, tout comme la nourriture, les journaux ou le courrier. Cook, comme des centaines d'autres « villes » de l'intérieur — l'outback — australien, est une chaire de mouche sur la carte du néant ; ce qu'on appelle ici « the middle of nowhere » — le milieu de nulle part.

Au milieu de nulle part, l'infrastructure médicale est au mieux composée d'une infirmière, souvent affiliée à un ordre religieux, basée généralement où existe un embryon d'humanité : une ville minière, un ancien relais de piste, une communauté aborigène ou encore une gigantesque ferme d'élevage, parfois aussi vaste que la Belgique.

Elle soigne les bobos sans gravité, assure la « maintenance » médicale du petit groupe humain dont elle a la charge. L'urgence, la consultation approfondie, la décision de traitement prolongé ou d'évacuation, sont du domaine du Royal Flying Doctor Service of Australia — le Service royal des médecins volants d'Australie.

C'est une visite de routine pour David Moore, un des trois médecins de la base de Port-Augusta, à 750 kilomètres à l'est de Cook. Il est accompagné par

Sharon, l'infirmière, et Shirley, l'assistante sociale. Celle-ci vient environ une fois tous les deux mois à Cook, en alternance avec le dentiste, l'ophtalmologiste ou le pédiatre. Mais quelle peut être l'utilité d'une assistante sociale pour ces isolés, justement si peu en contact avec la société ? « C'est là le problème, explique Shirley. Les médecins traitent ici à peu près les mêmes maladies qu'à Sydney ou à Melbourne ; mais l'isolement rajoute des tas de problèmes psychologiques et sociaux dans ces petites villes. »

Ici, la vie privée n'existe pas. Curieusement, on ne peut pas s'isoler à Cook. Les enfants, occupés la plupart du temps, veillent à ne pas laisser un instant de loisir à leur mère. La petite communauté sait tout rapidement sur chacun. La moindre querelle de ménage devient affaire publique. Le moindre ragot est le sujet de longues discussions. Et quand l'envie vous prend de fuir loin de Cook et de son oppressant climat, le désert environnant vous rappelle que la première habitation est à quatre heures de piste en voiture. Conséquences : un alcoolisme encore plus ravageur que dans les grandes villes, et un taux de divorce particulièrement élevé.

Il faudra trois heures à Shirley pour démêler une partie des inextricables conflits de Cook. David terminera ses huit consultations en deux fois moins de temps ; rien de grave ce jour-là. Pas de bérubé, pas de fin de grossesse difficile, pas d'enfant aborigène au corps rongé par le manque d'hygiène et de soins. Trois exemples parmi bien d'autres de cas dont l'outback est rempli, et qui justifient ces milliers de vols réguliers, parfois pour deux ou trois patients seulement. « Car, affirme David, plus nous assurons de consultations régulières comme celle-ci, moins nous avons d'urgences. Ici, plus qu'ailleurs, la prévention paye. »

Le 17 mai 1928

Il ne s'agissait pas de prévention, le 17 mai 1928, quand le De Havilland 50 « Victory » décolla de la base de Cloncurry, dans le Queensland. Il avait à son bord le pilote Arthur Affleck et le docteur Vincent Welch, appelé en urgence de Julia-Creek, à 136 kilomètres de là.

L'homme qui, du bord de la piste, regardait décoller le « Victory » portait l'habit noir des pasteurs presbytériens. Le révérend John Flynn voyait se matérialiser un rêve vieux de seize ans. En 1912, voyageant à cheval et à dos de chameau, le prédateur ambulant John Flynn parcourait l'intérieur du continent. Il lui faut peu de temps pour réaliser que les habitants de l'outback, pour la plupart mineurs ou fermiers, ont autant sinon plus besoin de soins médicaux sérieux que de paroles de salut et d'espérance. Une hémorragie grave, une crise d'appendicite ou une morsure de serpent signifiaient alors la mort assurée.

John Flynn envisage dès 1914 la possibilité d'un service médical aérien. Comme tous les visionnaires, il est pris pour un fou. En 1920, il rencontre Hudson Fysh, le fondateur de Qantas (Queensland and Northern Territory Aerial Service), alors une petite compagnie régionale d'aviation. Flynn a l'idée. Fysh a les moyens. « Le De Havilland 50, affirme-t-il, peut transporter, en plus du pilote, un docteur et un malade sur un brancard. C'est l'avion qu'il nous faut. »

Mais le principal problème n'est pas résolu : comment mettre en contact le médecin et le malade ? La réponse tient en un mot : radio. Il faut un appareil bon marché, qui permette le dialogue, portable, utilisable par un amateur et d'une portée d'environ 500 kilomètres. En 1920, c'est encore la quadrature du cercle.

Alfred Traeger, un jeune ingénieur radio d'Adélaïde, se met au travail en 1927, après avoir rencontré Flynn deux ans plus tôt. En 1929, cinq fermes de l'intérieur sont en contact radio avec la base de Cloncurry. L'appareil inventé par Traeger émet et reçoit en morse et ne coûte que 33 livres. Pour produire le courant nécessaire, il faut pédaler.

C'est l'époque héroïque de ce qui s'appelle tout d'abord le Service médical aérien d'Australie. Celui-ci se sépare de l'Eglise presbytérienne au début des années 30 et devient une organisation nationale laïque, vivant de dons du public et de subventions gouvernementales. En novembre 1939, six avions, avec chacun un pilote et un médecin, sont en service, en contact avec deux cents postes radio disséminés sur 4 millions de kilomètres carrés dans les six États continentaux d'Australie.

La « couverture de sécurité » imaginée par Flynn vingt-cinq ans plus tôt pour les habitants de l'intérieur est désormais en place. En 1942, l'organisation est rebaptisée Service des médecins volants d'Australie. Elizabeth II d'Angleterre autorise l'ajout de l'adjectif « royal » en 1955.

Trente avions

Aujourd'hui, le Service est devenu une organisation gigantesque et unique au monde. Aucun Australien n'est à plus de deux heures de vol d'une des treize bases des médecins volants. Trente avions parcourent chaque année 5 millions de kilomètres pour soigner cent mille personnes et en évacuer près de dix mille.

Et tout cela est gratuit. Le malade de l'outback ne paiera rien en échange d'une consultation ou même d'une évacuation aérienne. Il n'ont en fait à charge que l'achat du poste radio : quelque 1 500 dollars australiens (10 000 F) pour le dernier modèle. Ce sont pourtant les patients les plus chers au monde. Une heure de vol coûte environ 200 dollars (1 300 F), en ne comptant que le carburant et le salaire du pilote.

Un piper Navajo ou un beechcraft Baron valent dans les 25 millions de francs et sont amortis sur cinq ans. On peut ajouter à cela 300 000 francs pour le matériel ultra-sophistiqué à poste dans les avions : machine à électrocardiogramme, défibrillateur, couveuse, etc. En fait, les 8 millions de dollars du budget annuel viennent pour moitié de la charité publique et pour moitié du gouvernement fédéral, qui verse 1 dollar pour chaque dollar collecté, en général auprès des utilisateurs du Service eux-mêmes.

« Les gens que nous secourons sont généreux, et ça se comprend facilement », remarque Brian, le médecin en second de la base de Port-Augusta. « Il n'y a pas longtemps, en pleine nuit, nous avons reçu un appel en urgence de la station de chemin de fer de Tarcoola, sur la ligne d'Allice Springs. J'ai pris la communication. Il s'agissait d'un petit garçon de dix ans, qui voyageait par le train avec son père. Il avait eu des malaises et des

éblouissements durant une bonne partie de la journée, et puis était tombé dans l'inconscience la plus profonde. On est parti tout de suite. C'était une hémorragie cérébrale. En deux heures, il était à l'hôpital et, quelques jours plus tard, il était sauvé. Un service comme ça n'a pas de prix. »

Les mineurs ensevelis de Corber-Peddy ranimés par le médecin volant seront sûrement d'accord. De même les blessés graves de l'accident d'autobus de Mount-Willoughby, à 300 kilomètres de la première habitation, évacués par avion sur Adélaïde. Reconnaissons enfin cette aborigène qui s'est présentée dans la nuit du Nouvel An à une des cliniques de l'arrière-pays, sur le point d'accoucher. Une heure de vol pour une césarienne et... le premier bébé de 1982 pour l'Australie du Sud !

Si l'urgence reste la raison première du Service, celui-ci a largement diversifié ses activités au cours de ses cinquante-trois années d'existence.

La prévention est assurée par ces vols cliniques, ces « clinic flights » quotidiens dans tous les endroits de peuplement dépourvus de médecin. Pour ce Service, le médecin volant peut être associé avec une assistante sociale, comme à Cook, ou encore un opticien, un dentiste, un pharmacien, un pédiatre ou un vétérinaire. Autre aménagement, destiné à vaincre l'isolement des habitants de l'outback : le réseau radio est actuellement utilisé aux heures ouvrables pour téléphoner ou envoyer des télégrammes, en se servant de la base des médecins volants comme d'un standard. Bien entendu, un appel urgent suspend toute autre activité de la base et alerte l'équipe de permanence, qui peut décoller en moins de vingt minutes.

Enfin, à heures fixes au cours de la journée, les utilisateurs peuvent converser avec un médecin de la base et ainsi profiter d'une consultation par radio. Chaque ferme, chaque poste de police ou mission religieuse, chaque clinique, possède en outre une volumineuse boîte à pharmacie fournie gratuitement par le ministère de la santé, et dont le médecin a l'inventaire sous les yeux. La prescription se fait alors sans difficulté, par la voie des ondes.

Si la densité de médecins est faible dans l'outback, celle des instituteurs n'est pas plus forte. La radio a, là encore, résolu le problème. Les enfants de l'intérieur du pays, jusqu'en 1950, date de la création de l'école de l'air — textuellement : « the school of the air », — n'avaient pour s'instruire et s'ouvrir au monde que la mémoire et les connaissances de leurs parents. C'était notoirement insuffisant pour leur donner une chance de ne pas passer leur vie dans l'outback s'ils ne le désiraient pas vraiment. Cent vingt élèves sont maintenant en communication régulière avec l'institutrice de l'école de l'air de Port-Augusta ; des centaines d'autres dans le reste de l'Australie.

Peter Haswell nous ramène à Port-Augusta vers 19 h 30. Shirley et Sharon ont fini par s'assoupir. David a les traits tirés : il est debout depuis 7 heures du matin. « C'est à la fois exaltant et épuisant », remarque-t-il, alors que le soleil déclinant inonde la cabine d'une douce lumière orangée. « Moi, je débute, alors ça me plaît... pour le moment. Mais peu de médecins « tiennent » les deux ans du contrat. Il faut comprendre : nous sommes en alerte vingt-quatre heures sur vingt-quatre ; si nous ne sommes pas en vol pour une sortie de routine, nous sommes branchés à terre de jour comme de nuit sur la fréquence d'alerte de la base. La semaine dernière, Brian a eu deux urgences coup sur coup. Il a dormi six heures en trois jours. Plus de vie de famille, peu de loisirs... Parfois, j'ai l'impression que faire ce métier, c'est un peu comme entrer dans les ordres. Pour ça, il faut être un surhomme. Et nous ne sommes que des hommes. »

REFLETS DU MONDE

Rheinischer Merkur

Des ambitions bien modestes

Dans le quotidien ouest-allemand Rheinischer Merkur, M. Gottfried Eggerbauer ruibya que « le goût du risque est devenu rare dans la société d'abondance », mais que « le sombre tableau du déclin du « risque de l'entrepreneur » ne s'applique toutefois pas aux étrangers qui résident en République fédérale d'Allemagne. Ils sont, eux, de plus en plus nombreux à sauter le pas en quittant la vie des salariés. »

Près de quatre-vingt-dix mille étrangers, soit 4,7 % de l'ensemble de la population active étrangère de la République fédérale ont « osé » jusqu'à présent s'offrir à leur compte. En 1970, ils n'étaient même pas la moitié (2,2 %).

Dans le même temps, le nombre des non-salariés allemands a diminué de plus d'un dixième. Les gérants italiens de pizzerias et les artistes français de la nouvelle cuisine, de même que tous les ressortissants des autres pays membres de la C.E.E. ne sont pas pris en compte dans les statistiques des étrangers (...).

La difficulté pour un travailleur étranger désireux de devenir son propre patron n'est pas en premier lieu un problème d'ordre humain. Ce sont plutôt les règlements qui sont clairs, mais restrictifs. L'année dernière, 57 % de toutes les demandes ont reçu le nihil ob-

stat de la chambre de commerce. Mais si ces vérifications sont judicieuses, on ne saurait démentir leur caractère protectionniste.

Selon la Fédération allemande du commerce de détail, un épicer a besoin d'un chiffre d'affaires de 250 000 marks par employé pour vivre décemment. Pour le commerçant turc ou chinois, cette notion étroite d'entreprise marginale n'aide pas. Toute la famille travaille. Les charges salariales sont ainsi pratiquement inexistantes, ce qui accroît les bénéfices, même s'ils ne dépassent pas, dans certains cas, le salaire d'un ouvrier qualifié. La travail et l'engagement permanent, d'un côté, la modeste des ambitions, d'autre part : tels sont leurs atouts dans la lutte concurrentielle. Les étrangers acceptent le chemin laborieux de la vie non salariée, parce que l'indépendance revêt encore à leurs yeux une grande valeur (...).

Quelles que soient toutes les bonnes raisons qui militent en faveur d'une politique d'immigration plus restrictive, on ferait bien toutefois de ne pas empêcher les résidents étrangers de longue date de s'installer à leur compte, mais au contraire de les y encourager plus fortement — au bénéfice de tout le monde. »

ПРАВДА

Des loups rusés...

Les loups se sont multipliés dans certaines régions de l'U.R.S.S. au point de devenir une sérieuse menace pour le bétail, rapporte la Pravda. L'organe du P.C. soviétique donne l'exemple de la République autonome des Komis (au nord de Moscou), où « le nombre des loups est passé en dix ans de cent cinquante à plus de mille. Dans cette région, les loups ont décimé les troupeaux de sangliers, de rennes et d'élan, provoquant des dégâts estimés à 55 000 roubles (400 000 francs environ). »

Le nombre de loups augmente dans les périodes difficiles. C'était le cas pendant la guerre civile et la deuxième guerre mondiale. Toutefois, leur prolifération actuelle s'ex-

plique par les soins apportés à la protection de la nature. On a cessé de les chasser après une campagne pour la protection de ces « nettoyeurs » de la nature. Mais cette année, cent vingt d'entre eux doivent être tués. Le bétail est plus fourni qu'auparavant, et pour les loups c'est une véritable aubaine. Le problème est que les loups sont très difficiles à éliminer car ils se sont adaptés à toutes les ruses des chasseurs. La seule solution est de les chasser à partir d'hélicoptères, mais c'est un moyen très onéreux. De surcroît, alors que les hordes de loups entendent le bruit caractéristique des hélices d'hélicoptères, elles disparaissent aussitôt...

The New York Times

On n'arrête pas le progrès

Le New York Times écrit que « la conférence la plus sérieuse, la plus éminente et la plus élégante réunie à Washington depuis la rentrée du Congrès a été la 35^e convention annuelle des radios religieuses nationales qui vient d'avoir lieu au Sheraton. Dans les couloirs, des pasteurs dont les visages sont familiers à des millions d'auditeurs déambulaient solennellement comme autant de saints vivants. Le hall de l'hôtel était rempli de représentants d'objets pieux, allant des bibles en cassettes

aux exemplaires gratuits des évangiles et du guide des exemptions fiscales. Il y avait aussi un système de télévision à microprocesseur de la marque L'Infini et des bijoux inspirés de l'évangile selon saint Matthieu. Une machine électronique permettait de recevoir et d'enregistrer les dons en espèces « même pendant une grève des postes ». Une autre pouvait produire, 700 signatures « à la main » à l'heure, pour personnaliser les lettres de sollicitations. »

LE SOIR

Mme Thatcher, de Charybde en Scylla

La citation littéraire, même et surtout lorsqu'elle est tirée de l'Antiquité, est un genre à manier avec précaution lorsqu'on est un personnage public. Telle est la morale de l'histoire que raconte le Soir. Le quotidien bruxellois écrit : « N'hésitant pas à recourir à l'Antiquité pour défendre sa politique, le premier ministre britannique avait cru trouver un allié en la personne d'Homère. Un député travailliste écossais s'est chargé de lui prouver le contraire. »

Mme Thatcher avait averti les industriels qu'ils devraient à nouveau affronter cette année

un budget d'austérité, en soulignant : « Souvenez-vous, Ulysse a résisté aux sirènes et il est arrivé à bon port sain et sauf. »

Cette brillante déclaration, répond le député Robin Cook, révèle une ignorance lamentable de la littérature classique. Ulysse n'est pas arrivé à bon port sain et sauf ; il a perdu son bateau corps et biens. »

Non content d'envoyer les œuvres complètes d'Homère à Mme Thatcher, M. Cook a déposé une motion sur « l'état de l'enseignement classique ».

CLEFS

HISTOIRE

« Tais-toi, ballot !... »

« Pauvre type ! », « guignol ! », « canaille ! », « nazi !... » il arrive que les propos échangés au Palais-Bourbon manquent de courtoisie. Mais si les injures sont variées, elles demeurent exceptionnelles...

AGNÈS THIVENT

La dernière session parlementaire a été marquée par quelques échanges de propos peu aimables entre députés de la majorité et de l'opposition. M. André Vivien (R.P.R.) a notamment traité M. Estier (P.S.) de « nouveau Goebbels » et M. Laiguel (P.S.) a qualifié M. Noir (R.P.R.) de « fasciste ». Mais la palme de la meilleure insulte revient sans doute à M. Marete (R.P.R.) lançant à M. Gaston Defferre : « Vous êtes un ignoble provocateur, on savait déjà que vous étiez gâteux, mais cela n'explique pas tout. » L'histoire des insultes politiques remonte sans doute fort loin et elle ne s'est jamais limitée aux joutes oratoires des représentants du peuple. Essais, livres, libelles, règlements de comptes personnels et surtout plus tard journaux ont été des terrains propices à ce style d'échanges ou d'apostrophes. Nous nous sommes limités dans cet article aux injures proférées à la Chambre des députés et plus précisément à des affaires ou des événements qui ont marqué l'histoire, comme le scandale de Panama, l'affaire Boulanger, l'affaire Dreyfus, le Front populaire, l'invasion de la Hongrie en 1956, mais aussi des affaires plus parlementaires comme l'affaire Calas en 1947, les invalidations après les élections législatives de 1956.

Tartufe...

Dans la table des matières du *Journal officiel*, il n'existe pas de rubrique « injures ». Il faut donc aller à la pêche aux insultes : les prises sont quelquefois longues à venir, mais parfois c'est la pêche miraculeuse. La notion même d'injure n'est pas aussi simple qu'il y paraît dans des cas comme « la gueule, saligaud » (Tixier-Vignancour, 1956), « imbécile » (Le Pen, 1956), « collaborateur », « tais-toi ballot » (Arthur Musmeaux, P.C., 26 avril 1956), la cause semble entendue. Mais les insultes ne se limitent pas aux mots. Jeter un verre d'eau à la tête d'un interrupteur (11 décembre 1916), ainsi que jeter ses pièces de monnaie à la tête d'un collègue (11 janvier 1923) est considéré comme un outrage, puni par le règlement de l'Assemblée, de même que la calomnie est à ranger dans la rubrique insultes. Sans négliger les dernières catégories, nous nous attacherons plus particulièrement aux mots, qui sont tout de même la façon la plus pratique de s'injurier. Voici les catégories d'injures telles que nous avons pu les établir, par ordre quantitatif croissant.

Les injures « culturelles » sont, chose curieuse, peu répandues. Peut-être craint-on qu'elles ne soient pas assez percutantes. On ne peut ranger dans cette catégorie que « tartufe » (Philippe Farine à Charles Tillon, 24 juin 1948). Il est vrai que l'appellation est passée dans le langage courant et désigne l'hypocrisie. La catégorie des « noms d'animaux » est, elle aussi, fort réduite. A peine note-t-on un « chacal répugnant » (Jean Prouteau, P.C., à Tixier-Vignancour,

9 mars 1956), ce qui est à tout le moins un pléonasme.

Autre catégorie peu représentée, mais davantage que les précédentes : les injures ayant trait au spectacle. « Clown », « guignol », sont les plus courantes, sous leur forme simple et directe, ou bien précisées par un qualificatif « sinistre guignol » (dérivé à Jacques Duclos le 12 mars 1956) ou « guignol abject » (7 novembre 1956 à un député communiste à propos des événements de Hongrie). Charles Hernu lancera lors du débat sur les pleins pouvoirs en mars 1956 : « Vous rabaissez le Parlement avec vos clowneries. »

On a été regroupées dans la même catégorie, les injures désignant la bêtise ou la déficience intellectuelle. Le choix est convenable, les répétitions pas trop nombreuses. Elles qualifient un état plus ou moins avancé : « Vos niaiseries » (à Déroutelle le 20 décembre 1952), « pauvre type », « imbécile », « ballot », « il est plus bête qu'un communiste » (par un député M.R.P., 7 novembre 1956), « silence, les médiocres » (crié par le centre aux communistes). On gravit ensuite un échelon avec « abruti » (par Gaston Defferre à René Ribière en 1967), « crétin de base » (par Michel Ringard à Arthur Ramette, P.C.) ou « votre cas est trop grave pour que je m'en occupe » (à Déroutelle en 1952). Quand Boulanger dit à la Chambre qu'elle est « en fragment, en poussière, en débris », on lui répond « c'est un peu votre cas ». Quant à des cris comme « A la douche ! », par référence aux douches tièdes utilisées dans les asiles psychiatriques, ils sont particulièrement insolents.

Les injures racistes sont surtout antisémites. Elles sont très utilisées avant 1914. Après, et sans doute à cause des retombées de l'affaire Dreyfus, elles semblent être devenues plus tabou, du moins au Parlement, à défaut de l'avoir été dans la presse. « Vous feriez mieux de faire la guerre aux juifs qu'aux catholiques », « ce sont les juifs et les francs-maçons qui nous ruinent » (9 juin 1898). Ces propos ne provoquent aucune réaction parmi les autres députés. « Le mouvement en faveur de Dreyfus est dû à l'argent des juifs » (28 novembre 1898).

Pendant le Front populaire une seule manifestation d'antisémitisme au Parlement : l'intervention de Xavier Vallat contre Léon Blum, le 6 juin 1936 (mais, précise-t-il, il ne considère pas ses propos comme des injures) : « Pour la première fois, ce vieux

pays gallo-romain sera gouverné par un juif » (protestations de la gauche). « Pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France, il faut mieux quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol, qu'un talimudiste subtil. » A cela s'ajoutent des attaques contre les méthodes (les étudiants en février 1956), les Saxons (trois fois). Le député communiste qui proteste contre le colonialisme s'entend traiter de « Peau-Rouge, va ! », quand il parle des Etats-Unis.

Flicaille

La série des « injures professionnelles » est une des plus brillantes : on y trouve peu de redites et beaucoup de créativité, sauf, il faut bien le dire, en ce qui concerne les agents de la force publique, où l'on n'évite pas le lieu commun. Au qualificatif de policier on préfère « policier de bas étage » ou plutôt « flic » (7 mentions), « flic de Poujade », « le flic du président », « sortez les flics », avec une connotation de satisfaction pour l'emploi de « flicaille » (René Guyot à Jean Dides 16 février 1956). Peu d'attaques contre le secteur primaire : Waldeck Rochet se fait traiter par J.-M. Le Pen de « paysan du Danube ». Les ouvriers ne sont mentionnés que par un « vous prenez vos amis dans les poubelles de la classe ouvrière ». Incontestablement, c'est le secteur tertiaire qui l'emporte et de loin, parmi les métiers maltraités, l'enseignement : « pion de collège mal élevé » (Boulanger au président du conseil, 12 juillet 1988) ou « il faudrait ouvrir une école de présidents » (de l'Assemblée). Celui-ci, au cours de la même séance, s'est fait qualifier, par des députés communistes en grande forme, de « fasciste, salaud, prétentieux ridicule, Badinguet le petit », pour avoir censuré M^{me} Denise Bastide, le 29 novembre 1947, pour cause de tapage en séance publique, et surtout Raoul Calas (P.C.) accusé par son intervention « d'appel à la violence de l'armée contre les ordres qui peuvent lui être donnés ».

Pour les métiers du commerce on trouve : « commerçant, camelot », lancés, par Charles Hernu, « bonimenteur » (l'auteur est obligé de retirer son injure), « marchand de tapis » (avec une connotation raciste ?), « marchand d'Hitler » et « bouchers de Budapest ». Restent les métiers du service avec « les potins de cuisinière », « valet » (de Moscou, de l'Intelligence Service, d'Hitler) et les artisans en tous genres : « chéquier », « complice de bagnard évadé », « politicien de village », « misérable ministre de Rothschild » infligé par Charles Tillon, « aventurier » (très nombreuses mentions).

Les méfaits, vices et défauts de l'espèce humaine sont dénoncés avec la dernière énergie et utilisés massivement (peut-être comme exorcisme ?). Tout d'abord, le mensonge : « Vous mentez, menteur, vous avez impunément menti », précédant « hypocrites », « faussaires », « falsificateurs », « escrocs ». Le mensonge est à égalité avec la dé-

nouciation de la violence : « Assassins » (très courant, attribué aussi bien à la droite qu'à la gauche, à un gouvernement qu'à un ministre ou à un individu), « tueur rouge », « étrangleur » (de la République), « voyou » dont sont aspergés les députés de l'extrême droite en 1956, avec un collectif « voyoucratie du Front populaire », « bandit », « voleur ». Sans oublier, la dépravation morale, avec « canaille », « salaud », le qualificatif collectif « bande de salauds » étant décerné par le secrétaire d'Etat aux postes, Eugène Thomas, aux communistes, « saligaud », « ordure » (avec de très nombreuses connotations), « déchet de la civilisation », « vil individu », « misérable ».

La palme pour cette catégorie d'injures revient à M. Tixier-Vignancour, qui a su les résumer dans un raccourci saisissant, lors de l'évocation de l'invasion de la Hongrie à la Chambre. S'adressant à un député communiste, M. Villon, qui dénonçait que les Hongrois abattus ou arrêtés n'étaient que des « contre-révolutionnaires et autres méprisables débris de la collaboration », il lui dit : « Ta gueule, assassin, tu n'es pas Français, ordure, assassin, saligaud ! »

Nazis et nazillons

La série la plus imposante est logiquement celle qui se rapporte au politique (régime ou événement historique). « Dictateur » (une seule fois pour « la dictature du jacobin Daladier ») est sans doute trop faible puisqu'on emploie plutôt « fascistes » (dix fois) avec la variante : « Le fascisme ne passera pas », « nazi » transformé aussi en « nazillon ». « cessez de nazillonner » (adressé par Jean Prouteau (P.C.) à J.-L. Tixier-Vignancour, le 9 mars 1956). « Hitlériens » et ses diverses variantes : « Vous êtes au service de la Gestapo », « vous parlez comme Goering » (Maurice Thorez à François Mitterrand, ministre des anciens combattants, 29 novembre 1947). « Ce sont les méthodes de Goebbels » (J.-M. Le Pen aux communistes) et Robert Hersant, le 18 avril 1956, s'entend dire par Jean Legendre : « On croit entendre la voix de son maître, c'est la voix de Goebbels. »

La guerre inspire beaucoup elle aussi « mal épuré », « péti-niste », « saboteur », « embusqué », « dénonciateur », « colla-

borateur » (cinq fois) : « mauvais Français », « fossoyeur de la patrie » (contre Paul Reynaud) ; « fusilleur », « traître » (six fois) ; auxquels s'ajoute « fellagha » (adressé à Roger Garaudy) que l'on peut assimiler à traître, mais avec une connotation raciste. Peu d'injures qualifient les autres régimes, il est vrai que la déstalinisation n'était pas encore passée par là. On rencontre pourtant un « Béria », « faux révolutionnaire », des « A Moscou ! » (contre les communistes), « patriotes de Moscou », « colonialiste bouiffeu », « Chouans » (par les communistes, le 7 novembre 1958), « homme du Moyen Age », adressé à Albert de Mun (16 novembre 1892).

Incontestablement, ces injures portent la marque de la période où elles ont été proférées. Le fascisme et le nazisme sont encore très proches, de même que la période de l'occupation.

Duels

Des atteintes à l'honneur sont aussi considérées comme des insultes. Mais des envolées comme : « Je vous crache mon mépris au visage » (par Maurice Thorez le 6 février 1934), « hors d'ici, sortez-le » ou « si vous êtes un homme », constituent finalement un moindre mal. Surout par rapport à de véritables appels au meurtre, tels que ceux qui sont lancés par J.-M. Le Pen, « il faut le fusiller » (à André Pierard, le 16 février 1956) ou celui de J.-L. Tixier-Vignancour, le 5 décembre 1936, adressé aux communistes à propos de la guerre d'Espagne : « Allez-y, qu'il y en ait le plus possible qui ne reviennent pas. » Sur protestations du président de séance, il dira : « Vous avez mal interprété ma pensée. »

Le 20 décembre 1892, Déroutelle met en cause Clemenceau dans l'affaire de Panama. Clemenceau réplique : « Vous êtes au service de la Gestapo », « vous parlez comme Goering » (Maurice Thorez à François Mitterrand, ministre des anciens combattants, 29 novembre 1947). « Ce sont les méthodes de Goebbels » (J.-M. Le Pen aux communistes) et Robert Hersant, le 18 avril 1956, s'entend dire par Jean Legendre : « On croit entendre la voix de son maître, c'est la voix de Goebbels. »

La plume et la tribune

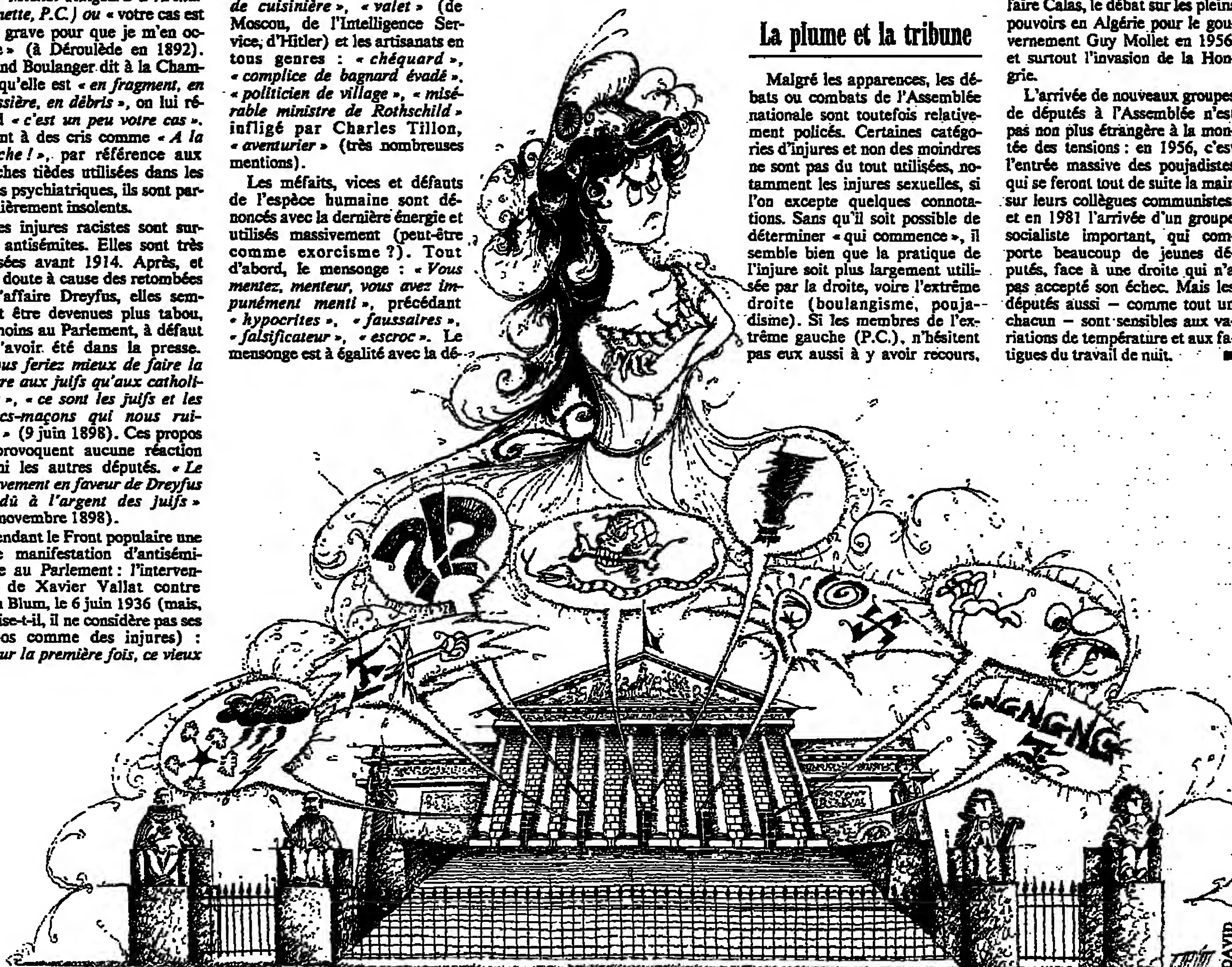
Malgré les apparences, les débats ou combats de l'Assemblée nationale sont toutefois relativement polés. Certaines catégories d'injures et non des moindres ne sont pas du tout utilisées, notamment les injures sexuelles, si l'on excepte quelques connotations. Sans qu'il soit possible de déterminer « qui commence », il semble bien que la pratique de l'injure soit plus largement utilisée par la droite, voire l'extrême droite (boulangisme, poujadisme). Si les membres de l'extrême gauche (P.C.), n'hésitent pas eux aussi à y avoir recours,

les membres des autres partis politiques se départissent moins souvent de leur calme. Les plus fortes empoignées semblent en tout cas avoir opposé extrême droite et extrême gauche. L'étude de la presse peut corroborer cette constatation. L'injure et l'insulte atteignent des proportions inégales dans la presse d'extrême droite de la fin du XIX^e siècle ou de l'entre-deux-guerres.

Pourtant, ce ne sont apparemment pas lors des crises les plus graves ou les plus importantes que les insultes ont été les plus nombreuses. Aux débuts de la III^e République, quand se posait encore le problème de l'avenir du régime républicain, les séances étaient agitées et houleuses, mais ne donnaient pas dans la foire d'empoigne, pas plus que le débat sur les lois scolaires de 1881, pourtant fort vif, ni même l'affaire Dreyfus. Les discussions la concernant furent plutôt nombreuses à l'Assemblée. Une seule fois, le ton est vraiment monté, quand Jean Jaurès lança à M. de Bernis qui l'accusait d'appartenir au « syndicat » pour obtenir la révision du procès : « M. de Bernis, vous êtes un misérable et un lâche » (22 janvier 1898). Même durant toute la durée du Front populaire, le climat de l'Assemblée semble étrangement calme, comparé aux campagnes de presse haineuses qui se développaient contre le pouvoir.

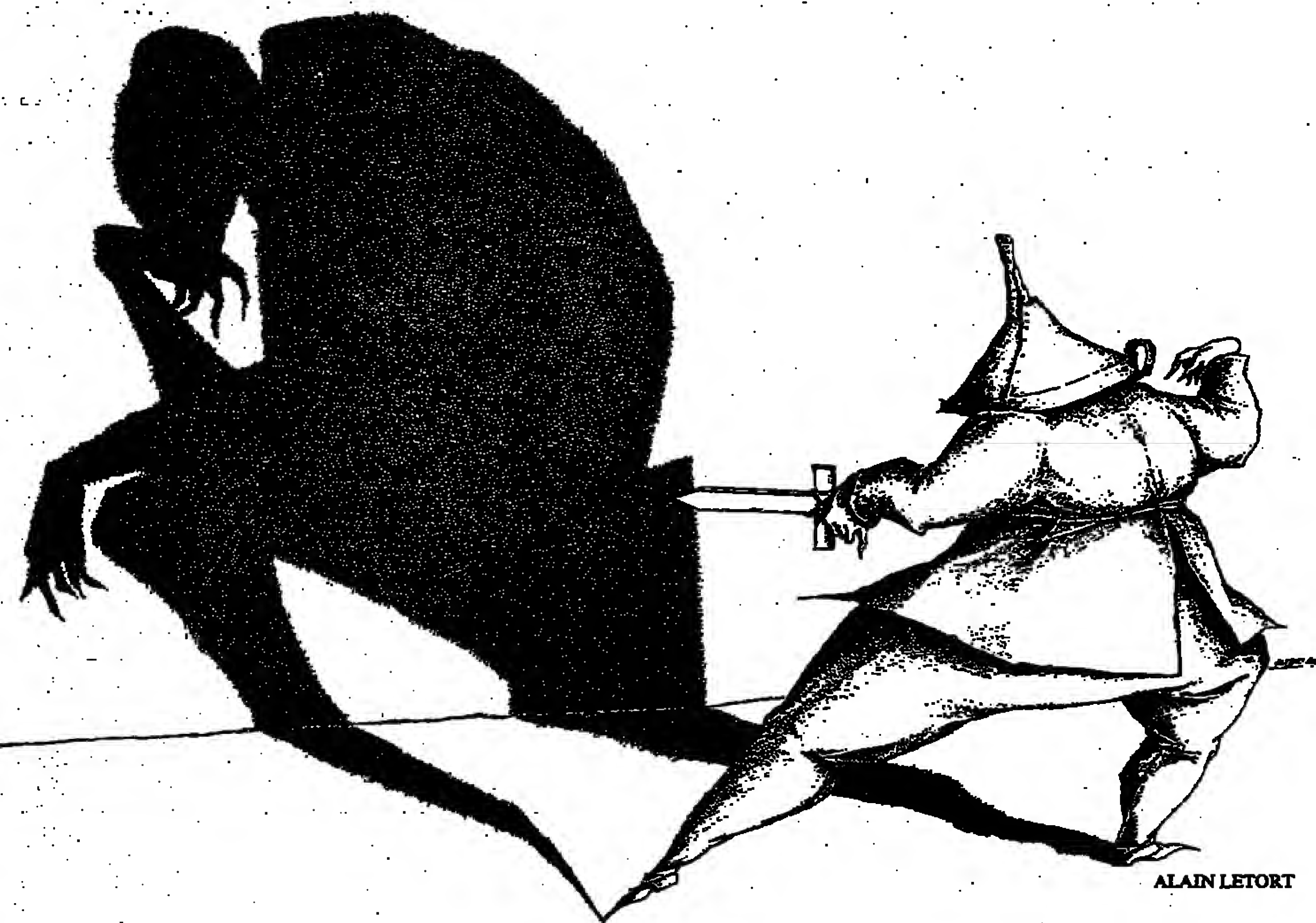
On est alors tenté de dire qu'il s'est établi une sorte de principe des vases communicants entre la presse et l'Assemblée. Quand la presse servait de « défouloir », les députés se comportaient (presque) en représentants du peuple modèles. Peu de points communs en effet entre ce qu'on peut entendre à l'Assemblée : « Silence mauvais Français », « c'est le patriotisme des coffres-forts », « Chiappe en prison » (5 juin 1936), « vous êtes un fantasiste » (23 juin 1936), « combien avez-vous touché ? », « c'est Hitler qui parle » (Jacques Duclos à Xavier Vallat 30 juin 1936) et les titres autrement plus agressifs de l'Action française : « Le maître juif est impuissant », « Tout va très bien monsieur le rabbin », ou d'autres journaux : « Ce Parlement qui représente l'essence de la crapule », « Cette république parlementaire doit crever ». En revanche, quand les ordonnances de 1944 rendront la calomnie et l'insulte difficiles dans la presse, c'est au Parlement que se feront les règlements de comptes. Les sommets seront atteints avec l'affaire Calas, le débat sur les pleins pouvoirs en Algérie pour le gouvernement Guy Mollet en 1956, et surtout l'invasion de la Hongrie.

L'arrivée de nouveaux groupes de députés à l'Assemblée n'est pas non plus étrangère à la montée des tensions : en 1956, c'est l'entrée massive des poujadistes qui se feront tout de suite la main sur leurs collègues communistes, et en 1981 l'arrivée d'un groupe socialiste important, qui comporte beaucoup de jeunes députés, face à une droite qui n'a pas accepté son échec. Mais les députés aussi — comme tout un chacun — sont sensibles aux variations de température et aux fatigues du travail de nuit.



Hubertus Tellenbach

philosophe et psychiatre de la mélancolie



ALAIN LETORT

Professeur à l'université de Heidelberg, Hubertus Tellenbach est le chef de file de la psychiatrie phénoménologique. Il a longtemps travaillé sur la mélancolie, avant de diriger une réflexion pluridisciplinaire sur la « figure du père ».

PHILIPPE FORGET

dessus de la réalité pour atteindre le royaume des normes idéales : son reflet pathologique est la manie, thématisée dans son idéalité par Platon, qui a affirmé que l'esprit grec doit se plus grandes œuvres à la manie.

Peu de rapport donc avec la mélancolie au sens clinique du terme, dont j'ai développé les caractéristiques constitutives dans la catégorie du *Typus Melancholicus* : ce dernier se distingue par une méticulosité, une application au travail extraordinaires ; mais, et c'est là l'essentiel, ce comportement ne procède pas d'un choix libre. Nous sommes, vous et moi, soigneux, ordonnés et consciencieux ; mais nous pouvons aussi interrompre notre travail et participer pleinement à une fête, ou encore nous concentrer sur les tâches essentielles tout en vaquant aussi à nos occupations annexes. Une telle mise en perspective n'existe pas chez le mélancolique ; il apporte le même soin à tout ce qu'il fait, parce qu'il veut éviter de se mettre en faute, non pas au sens de *culpa*, mais plutôt au sens d'un *debet* : une dette envers soi et autrui, qui procède d'une peur de ne pas satisfaire aux exigences — toujours élevées — qu'il s'est lui-même fixées. Il est toujours à la limite de ses possibilités. Dans son travail, il est donc toujours d'une rigueur et d'une conscience professionnelles extrêmes, ce qui le rend en général très apprécié.

C'est ainsi que l'explique les réactions actuelles à son encounter, qui comportent hélas le risque d'écraser les acquis positifs avec le reste.

La maladie des génies

La mélancolie est l'axe central de votre œuvre de psychiatre. Vous n'hésitez pas pour en parler à remonter jusqu'à l'Antiquité.

Je remonte en effet à Aristote, qui permet de percevoir la multiplicité que recouvre le terme de mélancolie et d'opérer une distinction thérapeutiquement fondamentale. Aristote part de l'idée que la mélancolie est la maladie des génies : Socrate, Périclès, les grands tragiques, sont pour lui des mélancoliques. Cette conception s'est maintenue jusqu'au Moyen Âge, et la *Mélancolie* de Dürer en est sans aucun doute le couronnement. Dans la perspective aristotélicienne, la mélancolie inclut la faculté de se transcender, de s'élever au-

Heidegger est le premier philosophe à avoir donné une phénoménologie de l'être quotidien. Toutes les philosophies qui ont précédé, et en particulier l'idéalisme allemand — pensez à la conception du « moi » chez Fichte, — relèvent d'une spéculation aux antipodes du quotidien. Heidegger a, en revanche, abordé et décrit tous les modes d'être fondamentaux du quotidien, et je pense ici surtout à son analyse de la nature environnante (*Umwelt-Natur*), un aspect encore tout à fait négligé de son œuvre.

Il a donné sous ce nom toute une série d'analyses qui mettent en avant l'importance de la rythmicité dans la nature, par exemple le rythme nuit-jour, et son corollaire sommeil-veille chez les êtres vivants. Pour le psychiatre qui s'intéresse à la mélancolie, il y a là une mine d'enseignements inestimables, car le caractère endogène déterminant de la mélancolie réside dans une altération de la rythmicité de la vie courante.

Le rythme des machines

Votre livre semble présenter les défauts que l'on a coutume de reprocher à Heidegger, le mépris du sociologique, par exemple. N'y manque-t-il pas une sociologie de la mélancolie ?

C'est que Heidegger va en réalité au fondement même de toute sociologie quand il parle du *Mitsein*, de l'être-en-société, et de ses déterminations existentielles (qui vont bien plus loin que l'interprétation qu'en donne Sartre à travers l'esprit d'équipe). Bien sûr, cela n'a pas grand-chose à voir avec la sociologie dominante, d'inspiration marxiste, mais c'est un autre problème.

Pour ce qui est de mon livre, vous avez raison quand vous dites

qu'il ne comporte pas de sociologie de la mélancolie ; mais vous y trouvez, en revanche, un matériau de réflexion très complet pour ce qui, à mon sens, devrait être à la base de toute préoccupation sociologique, à savoir la structure familiale de la mélancolie. De telles recherches n'ont pas encore été thématisées. Et puis, il y a dans ce livre une étude du rapport du mélancolique au monde du travail, dans lequel sa méticulosité quasi mécanique, son perfectionnisme, lui confèrent une importance particulière, surtout dans la société moderne fondée sur le rendement.

Pourriez-vous préciser le rapport entre mélancolie et société ?

Il n'y a pas de doute que les mélancoliques sont en augmentation, et en particulier, si j'en crois mes observations personnelles, les mélancoliques unipolaires, c'est-à-dire celles qui ne se manifestent pas en alternance avec une manie. La mélancolie bipolaire, elle, exprime cette alternance.

Peut-on dire que la mélancolie unipolaire est la maladie typique de l'homme unidimensionnel ?

Je pense que oui. Lorsque je suis allé au Chili pour la première fois, en 1966, les psychiatres de Santiago m'ont déclaré que je trouverai dans la capitale un grand nombre de psychoses alcooliques et très peu de mélancolies ; en me déplaçant vers le sud, je rencontrerais le phénomène inverse, car telle région est colonisée en majorité par des Suisses et des Allemands, dont la mentalité est orientée vers le rendement et qui ont développé l'industrie dans cette région.

Il ne fait pas de doute que les mélancolies ont aussi augmenté en Allemagne avec l'essor de notre industrie et de notre économie, dont nous vivons du reste. On sait, en revanche, avec certitude, que les conditions de survie dans les camps de concentration, les plus épouvantables, que des hommes aient jamais dû endurer, n'ont pas accru la fréquence des psychoses endogènes. On ne peut en dire autant des formes de la vie quotidienne dans la société industrielle, dans laquelle la rythmicité naturelle de la vie humaine a été sacrifiée au profit des cadences, du rythme artificiel des machines.

Vous avez dirigé une réflexion pluridisciplinaire sur le problème du père. Quels en sont les résultats ?

Sur le plan strictement thérapeutique, le lien entre certaines formes de schizophrénie précoce et ce que j'appellerai ici l'insignifiance du père me paraît évident. Chez les hétérophrènes, on s'aperçoit que le père n'est pas intégré à la triade structurale, et leur univers est limité à une relation duelle pathologique : mère-enfant ; corollairement, ce que les Américains appellent la mère schizophrénogène est le plus souvent une mère qui porte des traits masculins dominants du fait de l'absence du père. C'est un problème que nous avons connu en Allemagne avec les protagonistes de la révolution étudiante — mais il faut se garder d'en faire un phénomène lié seulement à une situation historique particulière.

Le principal mérite d'une étude interdisciplinaire — et qui plus est diachronique — est de mettre en évidence un déclin du père depuis deux ou trois cents ans. On peut suivre cela en détail chez Balzac, Dostoïevski, Strindberg, Kafka et bien d'autres. J'ai sûrement en fait que la révolte des étudiants que vous avez connue comme nous n'était pas dirigée contre le père autoritaire, mais contre le père faible qui ne joue pas son rôle d'ouverture au monde, se réfugie dans son travail et donne de l'argent en quantité à ses enfants pour avoir la paix.

Gabriel Marcel m'a dit un jour que l'inscription de 68 sur les murs de Paris — *le père pue* — traduisait en fait un sentiment de la décomposition du père, qui n'est plus qu'un corps en pourriture et nauséabond. Adorno a, je crois, dit des choses analogues, et je suis aussi de cet avis. En quelque sorte, le père n'est plus un partenaire valable pour l'enfant ; Marx comment à mon sens une erreur fondamentale lorsqu'il décrit une société d'où le père tendrait à disparaître, et Engels ne fait que développer la même idée lorsqu'il écrit que l'éducation des enfants doit devenir l'affaire de tous.

Le père prodigue

Mais il faudrait peut-être distinguer entre le père autoritaire et l'autorité du père. Le père autoritaire fait lui aussi partie des pères insignifiants dont vous parlez, il ne peut en être l'antithèse. Pourriez-vous envisager une forme de paternité dans laquelle le père accepte de renoncer à une autorité-paravent tout en restant responsable devant ses enfants, quitte à s'exposer davantage ?

J'ai voulu dire que la révolte étudiante revendiquait, entre autres choses, l'épanouissement d'une forme nouvelle d'être père et non la disparition pure et simple du père. Pour bien comprendre cela, il faut insister une fois encore sur la phénoménologie de la temporalité comme historicité chez Heidegger, qui, contrairement à la tradition hégélienne-marxiste, ne voit pas l'avènement du nouveau à partir de l'autorité suprême de la raison ; Heidegger n'est pas disposé à accorder à cette dernière une telle puissance créatrice et une telle universalité. Pour lui, l'avenir ne peut venir à nous que du passé, cela dit en simplifiant beaucoup, c'est-à-dire, par exemple, de la mythologie et des religions, car c'est la seule perspective qui nous permette de nous rendre compte combien le problème s'est aujourd'hui déplacé, mais qu'il n'a pas disparu.

Le problème que vous posez, c'est en fait le retour du père prodigue : comment ce retour est-il pensable, et quelles en sont les formes possibles ? J'utilise à dessein cette métaphore chrétienne, car votre question met explicitement en jeu les convictions religieuses de chacun. Ma réponse dernière sera donc personnelle. Il y a chez Dostoïevski cette phrase pour moi capitale : « Un tel homme n'est pas pensable, qui ne se plie devant rien, car un tel homme ne pourrait se supporter lui-même. » Dans ce passage de *l'Adolescent*, Dostoïevski veut dire que le père doit être capable de se plier avec son fils devant les valeurs supérieures. Il doit savoir abandonner cette attitude de savoir, de maîtrise liée à une conception institutionnelle déphasée de son rôle. Vous le voyez, c'est encore la philosophie et la littérature qui ont ici le dernier mot — ce qui ne veut pas dire que le dernier mot soit dit. »

LANGAGE

De la liberté de signifier

JACQUES CELLARD

ON parle couramment d'une première alpine ou d'une première alpine à propos d'une ascension tentée et réussie pour la première fois. C'est en quelque sorte d'une grande première grammaticale que nos lecteurs du 16 janvier ont été les témoins.

Ce jour-là, en fait le vendredi 15 pour le plus grand nombre de nos lecteurs mais dans le numéro daté du 16 janvier, était l'avant-veille d'élections partielles, et l'on attendait pour le lendemain la décision du Conseil constitutionnel relative à la loi de nationalisation.

L'article en question (1) se plaçait donc dans la perspective d'un futur certain dans sa forme (la décision que prendrait nécessairement le Conseil), mais hypothétique dans son contenu : « La censure du Conseil (écrivait Philippe Boucher) [...] changera-t-elle ou non la nature de la loi ? » et dans un second temps : « Il paraît peu vraisemblable que le Conseil se prononce sur la nécessité publique (etc.). »

Nous sommes jusqu'ici dans le système régulier d'une alternance du futur pour les faits, et du subjonctif (se prononce en est un) pour des faits également futurs, certes, mais sur lesquels pèse une appréciation d'éventualité.

Remarquons d'ailleurs qu'à partir de cette appréciation le subjonctif et le futur (de l'indicatif) sont également possibles selon que l'observateur se situe lui-même en deçà ou au-delà d'une sorte de ligne de démarcation, ou de seuil, qui passerait entre assez et peu. Si Ph. Boucher avait estimé que le Conseil se prononcerait sur la « nécessité publique », (hypothèse tout à fait acceptable), il aurait écrit : « Il paraît assez vraisemblable que le Conseil se prononcera sur la nécessité publique. »

On voit donc que les mécanismes grammaticaux ne suffisent pas à imposer ou à

interdire l'emploi du subjonctif. Celui-ci comprend souvent, par essence en quelque sorte, une part de futur plus ou moins marquée. D'où des fautes populaires, soit par simplification comme : « C'est possible qu'il viendra », soit par hypercorrection comme : « C'est probable qu'il puisse venir » (l'un et l'autre entendus plus d'une fois).

Cependant, de façon très générale, la démarcation est respectée. L'apprentissage des emplois du subjonctif, si difficile à expliquer dans la théorie, n'est véritablement une difficulté que pour les étrangers et dans une pédagogie traditionnelle. Sinon, cet apprentissage n'est qu'un élément parmi d'autres de celui de la langue maternelle, et les erreurs d'emploi du subjonctif paraissent être plus individuelles (peut-être régionales ?) que « sociales » ou socio-culturelles.

Un récidiviste

Si le subjonctif a perdu au cours des temps son imparfait et son plus-que-parfait, au moins dans l'usage courant, c'est en partie parce que la démarcation dont nous avons parlé n'est pas sentie comme une donnée temporelle. Pourquoi écrire aujourd'hui : « Il paraît peu vraisemblable (le 16 janvier) que le Conseil se prononcera sur la nécessité publique », alors que la subordonnée (se prononcera) se situe dans le futur de la principale (être peu vraisemblable) ? Un vrai futur, comme : (que le Conseil) se prononcera, serait plus dans la logique de la langue, et un simple présent suffit à la compréhension.

Mais voici la première annonce. « Quoi qu'il sera décidé (poursuit Ph. Boucher, p. 27), le président de la République disposera de deux voies d'action. Et plus loin : [Le premier ministre] ne craint pas que la loi sera dénatuée par le Conseil. » Plus

loin encore : *Pourtant, quelle que sera la décision, elle met le Conseil constitutionnel dans une situation assez paradoxale...* Et enfin : « Quoi qu'il jugera, le Conseil va peser sur le scrutin. »

Dans les quatre cas, on attendait le subjonctif. Ce n'est certainement pas par inadvertance ni par ignorance des règles de la grammaire traditionnelle que mon confrère, que l'on sait très soucieux de ses rédactions, lui a préféré quatre futurs de l'indicatif.

Il pouvait en effet tourner la difficulté en employant au subjonctif un verbe porteur de l'idée de futur. Ainsi : « [Le premier ministre] ne craint pas que la loi puisse être dénatuée... », ou encore : « Quelle que doive être la décision, elle met le Conseil, etc. » Il pouvait aussi faire ressortir ce futur par des moyens lexicaux : « Quoi qu'il soit décidé demain, le président de la République, etc. » Ou : « Quoi qu'il décide dans les heures qui viennent, le Conseil va peser sur les scrutins. »

Inutile de dire qu'il pouvait s'en tenir aux règles en écrivant : « Quoi qu'il soit décidé... Le premier ministre ne craint pas que la loi soit dénatuée... Quelle que soit la décision... Quoi qu'il juge... »

Le choix du futur est donc ici un acte de langue individuel qui tente de combiner l'expression d'une modalité avec la volonté d'exprimer une « temporalité ». La modalité est dans l'incertitude du contenu de la décision du Conseil. Celui-ci peut, au moment où écrit Ph. Boucher et encore au moment où son article sera lu, juger, décider, dans le sens de la ratification ou dans celui de la censure. Cela est dit dans trois des quatre phrases en cause. Il peut dénatuer (selon l'auteur) ou laisser en l'état le texte qui lui est soumis, et cela, pour le premier ministre, est ou n'est pas à craindre.

Comme eût dit M. de La Palice, quand un choix est fait il

CONTE FROID

L'offrande

C'était, il avait eu droit à des funérailles d'une certaine ampleur. Et personne ne remarquait, sous des monceaux de couronnes, un modeste bouquet entouré d'un ruban marqué « A M. REGRETS POSTHUMES ».

JACQUES STERNBERG.

n'est plus à faire. S'il est à faire, c'est qu'il n'est pas fait, c'est donc qu'il se situe dans le futur. Mais rien, dans le subjonctif que l'usage correct oblige à employer ici, ne marque explicitement ce futur, alors que la modalité d'incertitude est marquée en quelque sorte deux fois : une première par *quoi que...* ou *qu'il...*, une seconde par le subjonctif.

Avant, ce n'est pas après

De même, la modalité de sentiment (ici, la crainte qu'à ou n'a pas le premier ministre de la décision du Conseil) est marquée et par le verbe lui-même, et par le subjonctif qui le suivrait normalement (ne craint pas que la loi soit dénatuée). Et ce subjonctif amènerait (ou amène, quand on l'emploie ici) une ambiguïté. La phrase correcte, écrite avant la décision du Conseil constitutionnel, serait en effet : « Le premier ministre ne craint pas que la loi soit dénatuée par l'intervention du Conseil. »

Or cette phrase serait tout aussi correcte, tout aussi claire et même plus, si elle exprimait l'opinion du premier ministre après l'intervention du Conseil. L'emploi incorrect du futur a le grand avantage de lever toute ambiguïté : il s'agit bien d'un sentiment exprimé avant cette intervention.

Je ne cherche pas ici à justifier à tout prix les libertés qu'un voisin de page a prises avec la grammaire, mais à expliquer que ces libertés ne sont pas des licences abusives, mais le fruit d'un calcul, si rapide qu'il ait été. Et pour une phrase au moins, Ph. Boucher n'est pas le premier journaliste contemporain à en avoir méusé ainsi.

Le bon Grevisse, qui savait tout, a relevé en effet sous la plume de Jean d'Ormesson (en qui l'académicien n'a pas tué le journaliste), en octobre 1979 (voyez *Le Bon Usage*, 11^e édition, p. 1311) : « On en vient à craindre que tous vivront moins bien demain qu'hier. »

Dussent les défenseurs inconditionnels de notre grammaire en trépaner, le futur s'imposait ici et ne me heurte pas dans les phrases de Ph. Boucher. On peut à cet égard parler d'une décadence du subjonctif et en conclure à une décadence de l'art d'écrire. Je verrais plutôt là le retour heureux d'une « liberté de signifier » retrouvée.

(1) Philippe Boucher, « La fièvre du samedi soir », *Le Monde*, 16 janvier 1982, pages 1 et 27.

POESIE

GÉRARD MORDILLAT

Journaliste à *Libération*, Gérard Mordillat est né à Paris en 1949. Il a publié *L'Aurore aux Lettres nouvelles*, ces *Patrons éclairés qui craignent la lumière*, en collaboration avec Nicolas Philibert (Albatros), et *Vive la sociale !* (Mazariot). Il a, en outre (toujours en collaboration avec Nicolas Philibert), réalisé deux longs métrages : *La Voix de son maître* et *Patrons/Télévision*. Mordillat invente des fictions poétiques pleines d'ironie noire. Déjà, dans son roman *Le Pilote de hors-bord William Shakespeare*, l'un des trente-six descendants du dramaturge se tuait dans un accident de catamaran. Les poèmes de Mordillat louchent du côté de Georg Christoph Lichtenberg — l'inventeur du « conteau sans lame, auquel manque la manche », — qui était parvenu à décrire les soixante-deux manières de s'appuyer la tête sur la main.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Prix littéraire

Il a mis son plus beau costume
Cité ses chaussures, noué sa cravate
Avant de sortir, il s'est regardé dans la glace
Avec satisfaction
Il a pris le métro, sans voir personne, heureux
Servant contre lui son premier roman
Enfin publié
Descendant à la station Concorde
Il eut le pressentiment de ce qui allait lui arriver
Effectivement, dix minutes plus tard, à 13 heures juste
Elkora ouvrait la porte
sans même lui laisser le temps de placer un mot
Lui tira une balle dans la tête

Géographie

Acapulco, Brésil - Hotel Hilton, ch. 47 P.M.
Une Française assassinée
Mademoiselle Cordy Charlotte
A été retrouvée poignardée dans sa baignoire
Son amant, le docteur Marat,
A été appréhendé par la police
Alors qu'il tentait de fuir Acapulco (Brésil)
— Décidément, les Français ne comprennent jamais rien à la géographie

Victor Hugo, poète

Le 3 octobre 1883
Un nommé Victor Hugo, poète
Demandant que son nom soit transformé
Arguant qu'une fâcheuse homonymie
Le faisait confondre avec un autre poète :
Victor Higo
Le tribunal, jugeant la confusion préjudiciable
Autorisa Victor Hugo à s'appeler désormais :
Victor Hego
Pour des raisons personnelles

16 cm

Mon frère est un type exceptionnel
Il mesure 1,96 mètre, enfin, il mesurait...
Parce qu'en une nuit il a perdu
Seize centimètres
— Mais, bon Dieu, on n'a pas seize centimètres comme ça !
Criaient son père
Et il s'arrachait les cheveux
Mais le mal était fait
Le frangin avait raccourci
Il avait l'air un peu idiot
Dans ses vêtements trop grands
Et ses pieds flottaient dans ses chaussures
Seize centimètres, ce n'est pas rien

ACTUELLES

La dette

« Les sommes immenses et toujours croissantes que les Etats prélèvent sur les peuples ne leur suffisent jamais. L'Etat existe toujours aux dépens des générations futures ; il s'endette et partout il marche vers la ruine. »

« Les dettes publiques des Etats de l'Europe ont déjà atteint le chiffre immense, incroyable, de plus de cent milliards, cent mille millions de francs ! Si toutes les recettes des Etats étaient employées, jusqu'au dernier sou, pour couvrir ces dettes, elles ne suffiraient pas à les couvrir d'ici à quinze ans. Mais, loin de diminuer, ces dettes augmentent tous les jours. C'est dans la force des choses que les besoins des Etats dépassent toujours leurs moyens. L'Etat, forcément, cherche à étendre ses attributions ; chaque parti au pouvoir est obligé de créer de nouveaux emplois pour ses clients : c'est fatal. »

« Donc les déficits et les dettes publiques vont et iront encore en croissant, même en temps de paix. Mais qu'il arrive une guerre quelconque, et immédiatement les dettes des Etats augmentent dans une proportion immense. C'est à n'en pas finir ; impossible de sortir de ce dédale. »

« Les Etats marchent à toute vapeur vers la ruine, la banqueroute... »

Du « prince anarchiste » (et barbu) Piotr Kropotkine, révolutionnaire russe, réfugié en Angleterre, en Suisse et en France, plusieurs fois emprisonné ou exilé. Ce passage se trouve dans les *Paroles d'un révolté*, publiées à Paris en 1885.

JEAN GUICHARD-MEILL.

Divorce à l'espagnole

(Suite de la première page.)

— Il y a des hommes qui les préfèrent aux moustaches. (Nous voilà de retour au thème du travesti, mythe érotique de la nouvelle démocratie.)

Ogino, quoi qu'il en soit, est un autre lien familial empêchant la Espagne le divorce des couples sentimentalement divorcés. Car l'Eglise et la conférence épiscopale disent que la pilule donne le cancer et fait grossir (comme si la conférence épiscopale prenait la pilule), que les spermicides obligent à une pratique rapide, viciée, éclair, pour que les effets s'en fassent

sentir — en somme, ils sont exclusivement destinés aux filles genre James Bond, — que le stérilet produit des infections internes (c'est enfoncer une vis dans l'âme de la femme, qui n'a pas d'âme, selon Platon), et que le diaphragme est orthopédique et incommode.

« Jacques Lacan disait que l'entité est une orthopédie. »

— Arrête de lire ces Français bizarres, ils sont tous socialistes ou francs-maçons, et moi, je pars me réaliser avec mon Ogino. »

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

LISTRAC
Vente directe France et étranger.
Tarif sur demande. CAVÉ DE VINIFICATION DES GRANDS VINS.
T. : (56) 58-23-19 - 33480 Listrac-Médoc.

Découvrez un grand CHATEAUNEUF-DU-PAPE VIEUX. A UN PRIX JEUNE en écrivant directement au Château de Beaucastel Rd. le Monde 84350 COURTHEZON.

MERCUREY vente directe propriété 12 bout. 1980, 327 F.T.T.C. franco dom. Tarif sur demande. Tél. : (85) 47-13-94 Modria viticulteur, 71560 Mercuray

Artisanat meubles

Aux meubles de style C. Ségalard fabrication artisanale noyer massif tous meubles L. XIII, L. XV, rustique 46300 Le Vigay-en-Quercy. R. (65, 41-02-12. Doc. c. 6 t. à 1,40 F.

Cours d'anglais et séjours en Universités américaines

DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chezy 92200 Neuilly Tél. 637-35-88

ELS USA

Ainsi parle-t-elle. Mais elle rentre dans la cuisine préparer son potage instantané.

Le chien

« Chien comme moi. » (Curzio Malaparte.)

Autre sujet que Fernandez-Ordoñez, ministre du divorce, n'a pas pu envisager : le chien. Le chien ne peut pas être partagé en deux, même si c'est un chien-saucisse ; de nos jours la publicité, les mass media, les affiches, les spots de cinéma ou de télévision, enfin, tout ce qui est au service de la famille unie, noyau fondamental et permanent de consommation, tout cela, toute cette manipulation multiple, a découvert que le chien est un lien plus fort que la belle-mère, la vidéo (même si on peut y voir le garde civil Tejedo faisant son coup d'Etat), Ogino et l'appartement.

Plus fort, même, que les enfants. Car les enfants, on les distribue en deux coups de pied aux fesses :

« Pepito, qui s'avère masturbateur et drogué malgré ses huit ans, pour toi, Susanita, qui est gentille et qui a dix sur dix en classe, pour moi. Voilà tout. »

Mais, et le chien ?

Le chien est un berger allemand, et, en Espagne, nous aimons tous les bergers et les Allemands, Gabriel y Galan, Campomar et d'autres poètes, nombreux, ont écrit sur les bergers, il existe même un genre littéraire classique, la pastourelle, aussi important que le roman picaresque, même si aucun roman picaresque espagnol n'a jamais reçu le Goncourt.

En ce qui concerne les chiens, Cervantès lui-même a écrit un « colloque des chiens », et, bien que la famille n'ait jamais lu Cervantès depuis le collège, le chien est l'amour impossible de chacun : de la belle-mère qui lui fait dire le rosaire (chez nous, tous les chiens vont au ciel), jusqu'aux enfants qui l'emmènent séduire des chiennes promeneuses, surtout pour pouvoir assister au spectacle et acquiescer un peu de l'information sexuelle que les écoles ne donnent pas, pas plus sous Franco que maintenant avec la démocratie libérale et libertaire qui est la nôtre. Pepito se met à lire un roman porno tandis que papa fait sa valise pour quitter la maison et rejoindre l'anarcho-marxiste qu'il a connue dans un récit de rock. Susanita se met à aider maman à la cuisine, afin de préparer en un instant le potage en soi instantané.

Cependant, le chien reste là, au milieu du living, ou sur le seuil, il regarde avec des yeux d'oncle d'Amérique ou de moraliste lecteur de Charles Maurras l'homme dissipé qui fourre ses cravates dans la valise comme s'il s'agissait de serpents, pour aller vivre avec une autre vie pleine d'extase et de reptiles. Quand un chien vous regarde ainsi, plus moyen de divorcer, M. Ordoñez.

C'est pourquoi, moi, j'ai un chat.

Traduit par MICHÈLE GAZIER.

Auteur de nombreux romans — dont le dernier, *Le Chapelier d'amour*, vient d'être traduit en français (Hachette Littérature) — Francesco Umbral tient une chronique dans le journal *El País*. Une nouvelle de lui, *Ma tante Algolfinia*, est parue dans *Le Monde* Dimanche du 25 octobre 1981.

LE FESTIVAL DU SON ET DE L'IMAGE VIDEO

L'attente d'une relance

Le Festival du son et de la haute fidélité s'est transformé, cette année, en Festival du son et de l'image vidéo. Changement qui concrétise un essoufflement des ventes et de l'innovation, car si l'acoustique est encore loin de ses limites, la technique paraît proche des siennes.

MAURICE ARVONNY

Écrans de plus petite taille — signalant peut-être l'apparition dans certains foyers d'un deuxième téléviseur.

Mais, à en croire les responsables des deux syndicats, les perspectives ne sont pas bonnes. On va vers une stabilisation du marché, qui ne pourra être relancée que par le développement de services nouveaux : télévision par satellite, réseau de télévision câblé, implantation progressive de magazines ANTIOPE sur les canaux libérés par la « coloration » de TF1 et l'abandon du 819 lignes, généralisation de l'expérience Télétel menée à Vélizy. On peut se demander s'il ne s'agit pas d'une attitude de fuite en avant, et si le développement

croissance sont plus faibles que par le passé : -15 % pour les chaînes électro-acoustiques, c'est loin des 34 % relevés en 1974. Il est vrai que les ventes d'éléments séparés connaissent des progrès plus importants, avec même 69 % pour les tuners — conséquence de l'apparition des radios libres. Les produits de haut de gamme voient leurs ventes augmenter, ceux qui n'ont pas la norme haute fidélité sont en régression. Mais l'essoufflement paraît proche.

Le problème majeur reste quand même la part excessive des importations. Sur l'ensemble des matériels électroniques grand public, les livraisons des constructeurs français atteignent 5,9 milliards de francs pour 1981, en progression de 7 % sur l'année précédente. Les importations se montent à 6,5 milliards et ont progressé de 28 %. Le Japon se taille évidemment la part du lion avec 34 % des importations — et les importations de matériels japonais progressent à un rythme annuel de 40 % depuis 1974. La R.F.A. est le second fournisseur (15 %), le Benelux (12 %) est le troisième, Singapour et l'Italie sont à 8 %.

S'il y a un domaine où il faut souhaiter une reconquête du marché intérieur — mais où cela paraît un vœu pieux — c'est bien celui qui couvre le Festival du son et de l'image vidéo !

Où, quand comment ?

Le Festival du son et de l'image vidéo se tient au Palais des congrès, porte Maillot, du dimanche 7 mars au dimanche 14 mars inclus, de 10 h à 20 h (22 h le samedi). Les trois premières journées, du dimanche au mardi, sont réservées aux professionnels, et le Festival ne s'ouvre au public que le mercredi 10 mars. Trois cent vingt-à-cinq exposants, originaires de dix-neuf pays, présenteront leurs derniers nouveautés.

Les traditionnelles journées d'étude se dérouleront du 8 au 13 mars, avec deux conférences chaque matin de 10 h à 12 h 30. Les thèmes retenus cette année sont : Stéréophonie et télé-vision ; Le traitement et la synthèse d'images par ordinateur ; Enregistrement du son et de l'image sur disque haute densité ; Écho et résonance ; Un essai de réalisation de la qualité acoustique d'un lieu d'écoute ; Conception et utilisation pratique d'un système de reconnaissance automatique de la parole ; La vidéo grand public, marché et usages ; Évolutions techniques de la radiodiffusion sonore et télévisuelle au cours de la décennie 80 ; La perception de l'environnement et le problème de sa reproduction ; La composition musicale et l'évolution technologique des systèmes analogiques et numériques ; Claquez aus de transmissions radiophoniques au Festival de Bayreuth.

Pour les professionnels, trois conférences-débats sont organisées les dimanche 7, lundi 8 et mardi 9 mars, à 17 h, en liaison avec l'Institut de promotion du commerce électro-acoustique de Colmar. Thèmes traités : L'infomatique au service du point de vente hi-fi-vidéo ; Votre point de vente, un outil perfectible ; Perspectives de la distribution spécialisée son et image vidéo.

TF1 réalisera au Festival plusieurs émissions en direct : le journal de 13 h du mardi 9 mars ; « Visiteurs du jour », « Infos Jeunes » et le tirage de Loto, le 10 mars ; « C'est à vous », le 12 mars.

• Prix d'entrée : 20 F (étudiants : 12 F).

Sans numéro

Le Festival du son est mort : vive le Festival de la télévisi-on. Commencer ainsi un article, c'est à coup sûr se faire dire par les organisateurs que l'on exagère. A juste titre, probablement. Mais peut-être n'est-ce pas que le risque d'avoir eu raison trop tôt.

En tout cas, un trait caractéristique s'affiche sur les murs : le Festival n'a pas de numéro. L'an dernier, le Palais des congrès a accueilli le 23^e Festival international des hauts fidèles. Cette année, il abritera, du 7 au 14 mars, le Festival International du son et de l'image vidéo. L'œil fait une entrée en force au royaume de l'oreille, entrée que celle-ci n'accepte que de mauvaise grâce. TF1 prend la place traditionnellement occupée par Radio-France. Cette évolution était sans doute inévitable.

La haute fidélité, motivation des pionniers qui créèrent le Festival, est devenue une denrée abondante, et l'adoption de normes plus sévères ne lui rendrait pas sa rareté. Les expositions se battent un peu les flancs pour montrer du nouveau, et les innovations qu'ils annoncent ne vont parfois guère plus loin que le remplacement d'un bouton nickelé par un bouton chromé. L'ouverture du Festival à l'image, plus jeune et susceptible de mutations techniques importantes, vient apporter un potentiel d'innovations qui manquaient depuis quelques années. En 1982, la part « image » de l'exposition restera minoritaire — en termes de surface, les présentations de matériel vidéo, devraient en gros couvrir le tiers de l'exposition. Mais on peut parier sans grande risque que c'est une situation provisoire et que la proportion s'inversera bientôt. Si le Festival de 1982 ne porte pas de numéro, c'est peut-être que son titre actuel, qui donne encore la première place au son, n'est destiné qu'à introduire une courte période de transition.

Le Syndicat des constructeurs d'appareils radio-récepteurs et téléviseurs (SCARI) et le Syndicat des industries électroniques de reproduction et d'enregistrement (SIERE) mettent traditionnellement à profit l'ouverture du Festival pour diffuser des statistiques sur le marché des différentes gammes d'appareils, sur la position des constructeurs français. Les années précédentes, ils rappelaient pour mémoire l'évolution des ventes de téléviseurs, tant il est vrai qu'à ne pas considérer cet élément on aurait pu donner une vision faussée des évolutions en cours. Cette année, l'ouverture à l'image entraîne de plein droit une présentation plus complète et offre d'intéressantes comparaisons entre les secteurs « vidéo » et « audio ».

Pour le premier, les ventes de téléviseurs ont crû, en 1981, de 9 % pour le noir et blanc, de 14 % pour la couleur. Les prix n'ont augmenté en moyenne que de 2,4 % — à comparer aux 13,4 % d'augmentation de l'indice général des prix. Cette baisse en valeur traduit pour une part des progrès techniques et des gains de productivité, pour une autre l'orientation du public vers des

	MARCHÉ (en milliers d'unités)			PARC (en milliers d'unités)		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981
T.V. couleur	1 528	1 759	2 030	7 686	8 908	10 390
T.V. noir et blanc	789	717	815	10 628	10 180	10 208
Jeux vidéo	459	508				
Casséts vidéo	19	32	45		45	90
Magnétoscopes	86	144	268		255	500
Radiorécepteurs (sans autoradio)	7 214	7 287	6 511	37 578	38 120	
Autos radios	2 029	1 991	1 890	9 470	10 940	
Électrophones	850	923	469	11 400	11 200	
Plaques tourne-disques	385	720	940			
Magnéto-grammes	1 985	2 248	2 396	10 600	11 500	
Plaques cassettes	470	706	950			
Chaînes électro-acoustiques (amplificateurs)	900	1 006	1 150	4 070	5 000	
Enceintes	1 875	2 080	2 350			

L'acoustique imprévisible des salles de concert

Dans des salles destinées à l'écoute, théâtres, salles de concert, salles de récital, les qualités acoustiques du lieu peuvent être prépondérantes par rapport au talent des musiciens. Il est vrai que ceux-ci savent s'adapter au local où ils jouent, mais il y a des limites à ce talent. En témoigne le Philharmonie Hall de New-York, construit en 1962, qui dut être entièrement démolie quatorze ans plus tard, après que toutes les mesures correctrices se furent révélées impuissantes à lui donner une acoustique correcte.

Une des raisons de cet échec célèbre est que l'acoustique des salles est une des sciences les plus inexactes qui soient. On constate, on peut parfois expliquer a posteriori, quant à prévoir... Une difficulté majeure a longtemps été l'absence d'un langage commun aux acousticiens et aux musiciens. Cette incompréhension a diminué. A preuve la tenue, en octobre dernier, d'un colloque consacré à la qualité acoustique des lieux d'écoute et qui a réuni, au siège du Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.), des participants venus d'horizons variés : des chercheurs en acoustique, des architectes, des ingénieurs du son, des musiciens, compositeurs, chefs d'orchestre, metteurs en scène, des psychologues, des directeurs de théâtre ou de maison de la culture... Colloque dont la conclusion première a d'ailleurs été le besoin de contacts plus fréquents et l'élaboration d'un vocabulaire compris par tous.

Mais, sorti de ce qui peut paraître une évidence, l'accord semble lointain. Le colloque a montré que les spécialistes ne sont pas unanimes sur les critères à employer pour juger la qualité d'une salle. Une méthode a été présentée par M. Emile Lepp,

directeur de recherches au C.N.R.S., qui permet de dépasser certaines difficultés jusqu'alors rencontrées.

M. Lepp a d'abord relevé toute une série de critères subjectifs utilisés par les musiciens et les auditeurs pour exprimer leur opinion : l'intensité sonore, qui détermine le confort d'écoute ; la netteté (salle « sèche »), responsable de l'intelligibilité de la parole ; la coloration, qui influence la perception des timbres ; les traînages ; l'attaque des sons, qui paraît « molle » dans de grandes salles où le son met un temps notable à arriver à plénitude ; le bruit de fond, considérable lors

de certains concerts ; la notion de bonne ou de mauvaise place.

Ces critères peuvent être reliés à quatre grandeurs mesurables : le pouvoir séparateur — nombre d'éléments sonores distincts par seconde ; la durée pendant laquelle un son se prolonge après son émission ; la densité spectrale — modification au point d'écoute de la répartition de l'énergie entre les graves et les aigus, par rapport à ce qu'est cette répartition à l'émission du son ; enfin, l'inertie, reliée au temps que met un son à atteindre son intensité maximale après l'attaque.

M. Lepp et ses collaborateurs ont mis au point une méthode simple de mesure de ces quatre

grandeurs. Ils ont pu tester ainsi une trentaine de salles. Parallèlement, les opinions des musiciens et des auditeurs ont été recueillies par voie d'enquête. La comparaison montre une bonne corrélation entre les opinions exprimées et les mesures. Il paraît donc possible de dire, à partir de mesures physiques, si une salle est acoustiquement bonne.

Mais la méthode ne dit rien sur une salle à construire. On est loin de savoir calculer une salle, et toutes les techniques de modélisation se révèlent insuffisantes. Ainsi l'utilisation de modèles réduits, avec une réduction parallèle des longueurs d'onde sonore — donc l'utilisation d'ultrasons — achoppe sur le pouvoir réflecteur des parois, différent pour les ultrasons et les sons audibles. L'incertitude ainsi introduite est largement suffisante pour transformer un bon modèle en une mauvaise salle, ou le contraire.

Pour M. Sapaly, professeur à l'université Paris-VI, les mesures ainsi faites devraient surtout permettre, si elles sont étendues à un assez grand nombre de salles, d'établir des corrélations entre les propriétés acoustiques et les caractéristiques géométriques ou surfaciques des salles. Il faudrait que des architectes en plus grand nombre s'intéressent à l'acoustique des salles, car ils sont les mieux placés pour établir de telles corrélations. Ainsi pourrait-on avoir une idée de ce qu'il faut faire — et surtout ne pas faire — si on veut construire une salle acoustiquement adaptée à tel ou tel type de musique. Car la salle « polyvalente » n'est qu'un rêve d'économiste, et sa recherche conduit souvent à construire des salles qui seront jugées détestables quelle que soit la manifestation artistique qu'elles abriteront.

Du 11 au 14 mars.

RENCONTRES DE L'EXCEPTION

Acoustat - Adeline - ARC - Audio Research - Conrad-Johnson - Grado - Hadcock - Haybrook - Infinity - Linn Products - Magnephaner - Meridian - Michaelson-Austin - Musical Fidelity - Naim Audio - Nyrtech - Phonophone - PS Audio - RBC - Rega - Stein - Sequerra - Snel Acoustic - Sonus - Sota - Sound Lab - Sugden - VPI

12 fabricants et importateurs présentent leur matériel Hi-Fi d'exception dans d'excellentes conditions d'écoute.

Hôtel Sofitel Paris - Porte de Sèvres
8 à 12 rue Louis Armand 75015 Paris.
Présentation de 10 h à 20 h tous les jours, même le dimanche.
Entrée gratuite. Métro Balard.

UN CHOIX ESSENTIEL : L'ENCEINTE ACOUSTIQUE.

elipson

la perfection du son

1, rue Flandre 92220 SAGNEUA

GRATUIT FESTIVAL DU SON

Les conseils qu'il est indispensable de connaître avant de choisir les enceintes HI-FI qui transformeront votre chaîne.

Ce document sera offert au stand ELIPSON

Festival du son : stand 124 - niv. 1.

GIBOT

Centre d'information, de conseil et de distribution de la HAUTE-FIDELITE

VEUT RESTER LE MOINS CHER

Il propose en promotion spéciale : la toute nouvelle chaîne HI-FI fabriquée suivant une nouvelle technique de pointe

NEC: A 820

La chaîne HI-FI A.820

• Ampli 2 x 80 W. A.820

• Tuner T.650

• Platine K7 K.535

• Platine tourne-disque P.735

au prix exceptionnel de **9300F**

GIBOT

136 bd Diderot 75012 PARIS
Tél. 346.63.76

ALERTE A LA HI-FI

N'achetez pas trop vite votre nouvelle chaîne HI-FI ! Les nouveautés du Festival du Son ne doivent pas vous faire perdre votre esprit critique.

Avant toute décision, vous devez aller écouter la nouvelle génération des chaînes musicales de Point d'Orgue. Vous quittez alors le royaume de la Hi-Fi pour découvrir enfin l'émotion musicale. Et tout cela avec des enceintes très réduites. La dernière surprise, et qui n'est pas la moindre : les prix sont plus que raisonnables pour un matériel d'une telle qualité.

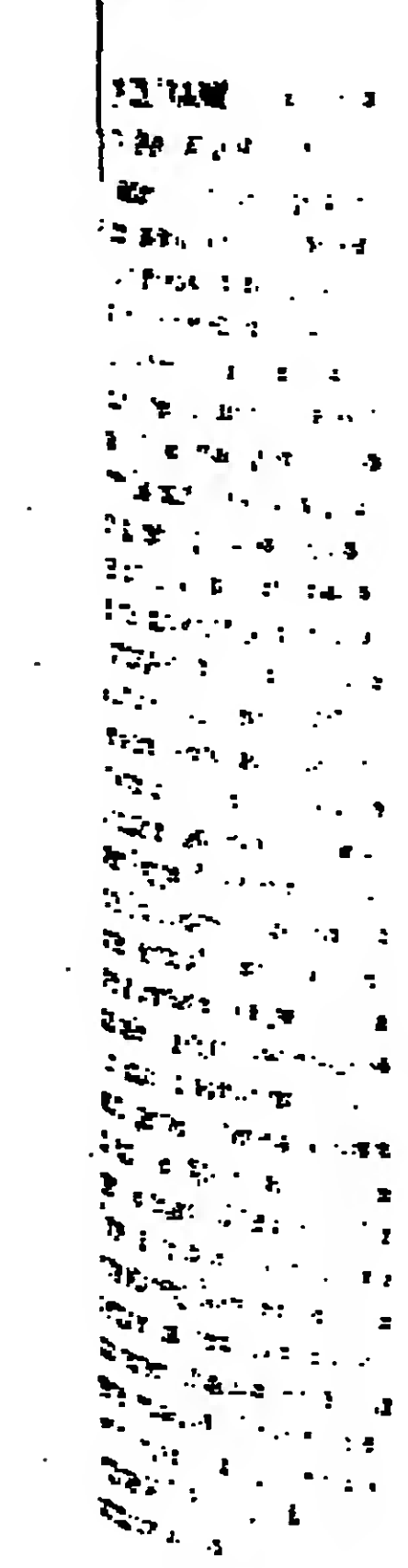
Pour en découvrir toutes les subtilités, rien ne vaut l'un des merveilleux concerts que Point d'Orgue donne dans sa salle de l'Immeuble Pleyel avec des enregistrements uniques au monde.

Pour en savoir plus sur les dernières nouveautés et les prochains concerts, téléphonez au : 563.93.91, Point d'Orgue : 217, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS.

ACTUM



1. 凡在本行存款，利息按日计算，按月结息。
 2. 存款利率按中国人民银行规定的利率执行。
 3. 存款人有权随时支取存款，不受限制。
 4. 本行提供多种存款期限，以满足不同需求。
 5. 存款人应妥善保管存单，如有遗失，应及时挂失。
 6. 本行定期存款利率高于活期存款利率。
 7. 存款人可享受本行提供的各项金融服务。
 8. 本行承诺为存款人提供安全、稳定的服务。
 9. 存款人可根据需要选择不同币种存款。
 10. 本行定期存款利率按季调整。
 11. 存款人可享受本行提供的理财咨询服务。
 12. 本行提供多种存款期限，以满足不同需求。
 13. 存款人有权随时支取存款，不受限制。
 14. 存款利率按中国人民银行规定的利率执行。
 15. 存款人应妥善保管存单，如有遗失，应及时挂失。
 16. 本行定期存款利率高于活期存款利率。
 17. 存款人可享受本行提供的各项金融服务。
 18. 本行承诺为存款人提供安全、稳定的服务。
 19. 存款人可根据需要选择不同币种存款。
 20. 本行定期存款利率按季调整。



Dolly est née le 27 septembre 1986 à Labanquière Dordogne (FR).
Domiciliée au Domaine d'Al... SHARP France ZI de Vallée
maison rue André G. 320 Wissous, tel. (0)1 52 70.
18 rue de la République 31000 Toulouse, tel. (5) 21 25 00.
22 rue Roger Salengro 69008 Lyon tel. (7) 883 47 77.

1. 凡在本行存款，利息按日计算，按月结息。

ACTUALITE DU DISQUE

Jazz

LESTER BOWIE : « The Great Pretender ».

Qui oserait dire que le jazz n'a plus grand-chose à nous apprendre, ne formule plus rien d'aussi puissant, d'aussi majestueux et, à la fois, ironique, fantasme, dévergondé qu'autrefois ? La réponse tombe comme un couperet. Elle vient de Lester Bowie. Les croque-morts continuent de faire leurs gestes sage-lentitude, aucune, les notaires véreux n'en finissent plus de préparer la succession. Ils ne manquent que de cadavres. A leur place, l'ordonnateur des pompes funèbres trouve des hommes bien vivants, Lester Bowie par exemple, trompettiste qui s'empare orgueilleusement de cet ensemble fastueux qui va du vieux blues au free jazz et à leurs rejets multiples. Ce militant de l'A.A.C.M. et de l'Art Ensemble of Chicago, avec le téleoscope *Great Pretender* ou l'éblouissant *Ros Negro* (de juin 1981), administre aux mélodistes, aux jaloux, une gigantesque paire de claques. (E.C.M. 1209.)

JOE TURNER : « The Boss of the Blues ».

Une veste clameur, celle de Big Joe, qui naquit à Kansas-City et y fit son trou au Kingfish d'abord, au Sunset ensuite. Cet art n'a pas d'âge. Il reste moderne et vient de très loin. Dans son expression jazzée, le blues a trouvé la perfection vers laquelle il tendait : la force décapante par l'adresse, l'excitation augmentée par l'exactitude souple. Quelques musiciens de Blues entourent Joseph Turner : Joe Newman, Frank Wess, Sheldon Powell, Freddie Green, Walter Page, et deux amis de longue date, Pete Brown et Pete Johnson. (Atlantic 8812, distribution Waa.)

JOHN COLTRANE : « Live at the Village Vanguard ».

Réapparition d'un grand disque, devenu introuvable, et qui fut enregistré en public les 2 et 3 novembre 1961. Elvin Jones (batterie), McCoy Tyner (piano), son d'âge. Il ne manque que Jimmy Garrison, qui s'agrégera au petit groupe quelques jours plus tard et sera, des trois accompagnateurs, le compagnon le plus fidèle de Coltrane, jusqu'en 1967, c'est-à-dire jusqu'au bout. On entend ici, au poste qu'occupe Garrison, l'excellent Reggie Workman. Un invité, Eric Dolphy (clarinette basse), apparaît, en outre, dans la première plage — la plus belle. L'album témoigne d'un souci d'assumer plusieurs genres thématiques du jazz : le spiritual (titre idem), le blues (*Chasin' the Trane*), la ballade (*Softly as in the Morning Sunrise*) et de s'emparer de ces prétextes pour recréer, chaque fois, la même musique fébrile, vertigineuse, angloise. (Impulse-M.C.A. 204 271, distribution Ariola.)

JOHN COLTRANE : « In Tokyo » (vol. 1 et 2).

Au Japon, Coltrane joue en 1966 au Sankai-Hall (le 11 juillet), au Koseinenken-Hall (le 22 juillet), ce qui nous parvient enfin aujourd'hui. Le commentaire des pochettes est en idéogrammes « kana », mais il laisse surager en caractères latins les initiales des morceaux et des patronymes des musiciens. De très longues plages, qui durent près d'une demi-heure, des thèmes traités en deux fois plus de temps et des improvisations splendides, intarissables, exploitant la substance de *My Favorite Things*, *Leo, Afro Blue* et *Crescent*. Alice Coltrane, Garrison, Rashied Ali, sont aux côtés du maître, et de son disciple : Pharoah Sanders. (M.C.A. 4628-29 et 4630-31.)

LUCIEN MALSON

Classique

Les cris de Paris par l'Ensemble Clément Janquin

Janquin et Clandin de Sermyz enfin prophètes en leur pays. A l'heure où les consorts anglais font la loi dans les répertoires des hautes époques (le nôtre y compris), il est réconfortant de découvrir un jeune ensemble français, qui, d'entrée, efface tout ce qui avait été fait au disque dans le domaine de la chanson renaissante.

L'Ensemble Clément Janquin a pris soin d'ajuster son interprétation aux exigences de la musicologie la plus actuelle et du strict retour aux sources. Le travail accompli est l'équivalent de celui réalisé autrefois par le *Deller Consort* pour le madrigal élisabéthain, la première approche en tout cas à se référer sérieusement — égalité des voix et dynamique des sonorités en particulier — à la pratique musicale du XVI^e siècle. Pas de voix féminines, mais un quatuor de chœurs aux timbres heureusement typés. Il suffit d'écouter la fameuse *Bataille de Marignan* pour mesurer combien le style du groupe est neuf, au long d'un discours mobile, contrasté, d'une plénitude déjà instrumentale et riche d'effets descriptifs, qui sont autant de figurines parlantes nous disant la violence de l'assaut, le choc des épées sur les armures et, tout à la fin, le sauve-qui-peut de l'ennemi.

Mais il y a encore le ton intimiste et la touche poétique des

chansons amoureuses, et surtout ces *Cris de Paris* qui n'ont rien à envier, quant à la verdeur d'accents, aux *Cris de Londres* de l'Anglais Dering. Ils éclatent en un irrésistible film d'images drolatiques, que la conception « solistisante » de la formation (une voix par pupitre) détache avec un étonnant relief, d'autant qu'une discrète prononciation à l'ancienne donne à chaque mot tout son pouvoir, sa charge d'humour comme de vérité. (Harmonia Mundi HM 1072.)

ROGER TELLART.

Bartok folkloriste

Dernier volet du centenaire discographique de Bartok, Hungaroton nous offre des témoignages saisissants sur son activité de folkloriste qui ne nous était guère connue que par des textes ou des harmonisations, non par le document brut.

Ces trois disques, enregistrés en 1937-1938 par des chanteurs et cornemuseux paysans triés sur le volet, sont de précieux spécimens des quelque deux ou trois mille mélodies recueillies par Bartok sur son phonographe à rouleau au long de ses pérégrinations en Europe centrale et en Algérie, pour sauver les chants authentiques avant leur irrémédiable disparition. Chants d'une saveur merveilleuse, d'un accent souvent bouleversant, comme ces lamentations funé-

bres que Bartok admirait spécialement, où l'on touche du doigt la vérité musicale qui le fascinait.

Mais l'intérêt de ce coffret réside aussi dans les transcriptions musicales de Bartok reproduites en fac-similé très lisibles. Il tenait absolument à ce que le public puisse « lire ce qu'il écoutait » pour « découvrir des détails pratiquement microscopiques dans les ornements et le rythme ». On pénètre ainsi au cœur même de l'art populaire avec cette notation dont Kodaly, orfèvre en la matière, disait qu'elle « représente la limite ultime à laquelle peut parvenir l'oreille humaine sans l'aide d'un instrument ».

Bartok lui-même nous a donné la clé de l'extraordinaire pouvoir de ces chants auxquels il a consacré presque autant de temps dans sa vie qu'à son œuvre propre : « Cette musique est le résultat du travail de transformation d'une force naturelle qui agit inconsciemment chez les hommes que la civilisation citadine n'a pas atteints. Aussi ces airs sont-ils l'expression d'une perfection artistique arrivée au plus haut degré : ils montrent d'une manière exemplaire comment on peut exprimer une pensée musicale avec la plus grande économie dans la forme et dans les moyens ». (Musique folklorique hongroise avec notation par Béla Bartok, 3 d. Hungaroton, 18058760.)

JACQUES LONCHAMPT.

Rock

LITTLE BOB STORY : « Vacant Heart ».

Il y a longtemps que le Havrais Little Bob Story et son groupe ont pris place parmi les meilleurs groupes français de rock. Mais ce dernier album enregistré au Rempart studio de Londres marque incontestablement un tournant dans leur aventure. Little Bob Story et ses complices ne se contentent plus de propulser que de l'énergie. Ils ont travaillé leur musique, cherché et trouvé des espaces et des couleurs, affiné leurs attaques — franches et nerveuses — des titres.

Vacant Heart présente ainsi un rock tonique, pugnace et puissant, assez éloigné des simplicités et naïvetés habituelles aux groupes de rock français. Et puis, il y a la voix écorchée, exacerbée de Little Bob Story. Une voix « bluesy » qui supporte la comparaison avec les meilleures voix anglo-saxonnes. (33 tours RCA, P.L. 37599.)

RORY GALLAGHER.

Voici, fidèle plus que jamais à son image d'homme tranquille du blues, l'Irlandais Rory Gallagher qui publie son dernier album avec les musiciens qui l'accompagnent depuis toujours (Gerry McAvoy à la basse, Wilgar Campbell aux drums et aux percussions) auxquels s'est joint pour deux titres Vincent Crane au piano.

Album certes peu homogène (un peu trop de ballades, même si certaines — *It's you, I'm surprised* — sont très agréables et joliment interprétées), mais où l'on retrouve dans de solides compositions les longs solos de Rory Gallagher, la vélocité de ses phrases, la netteté de ses attaques, tout l'esprit de blues qui a fait la réputation du guitariste-chanteur et sa voix, chaude, voilée, avec des phrases au feeling noir. (33 tours, Chrysalis, dist. RCA, Clr 1258.)

CLAUDE FLÉOUTER.

XTC : « English Settlement ».

Bizarre, la carrière d'XTC qui a su s'entourer d'une réputation de qualité pour un certain

public en restant néanmoins à la frontière du véritable succès. On s'aperçoit pourtant, avec le temps et l'expérience, que ce groupe anglais est l'un des plus inventifs qui soient apparus ces dernières années. Le style s'est affirmé au fil des albums, et XTC s'est trouvé ici avec un disque riche, nuancé, diversifié dans ses échos et ses tendances.

Une identité qui trouve sa forme dans un mélange de modernisme et de tradition. Tradition des harmonies de voix et des mélodies, savoureuses, colorées, qui évoquent de plus en plus les *Beatles* dans la subtilité de leur inspiration, la limpidité de leurs résonances ; les *Beatles* les plus aventureux, ceux de *Sgt. Peppers* et de *l'Album blanc*. Modernisme des arrangements, astucieux, souvent inattendus, de l'instrumentation, éloquent, en perpétuel mouvement. Il y a mille idées à la seconde dans la musique de XTC, mille trouvailles qui surgissent progressivement à chaque nouvelle écoute.

La création de XTC n'est pas de celles qui agüichent l'auditeur, elle peut même, en un premier temps, sembler hermétique en raison du fourmillement qui l'habite ; elle demande du soin, de l'attention pour le pénétrer, l'assimiler. Il faut la gagner, alors, il est difficile de s'en passer, de ne pas être conquis par son audace. (Virgin, 204446.)

FLESTONES : « Roman Gods ».

Des interventions incisives, des mélodies aciculées dans un esprit adolescent, des voix frustes et vivifiantes, chargées d'une énergie sensuelle sur des compositions qui vont à l'essentiel en un temps record : voilà le langage que tiennent les Flestones le long d'un premier album qui renoue avec la tradition d'un rock vital et porteur de mythes. Un langage instantanément compréhensible qui risque de faire parler beaucoup de monde dans un proche avenir.

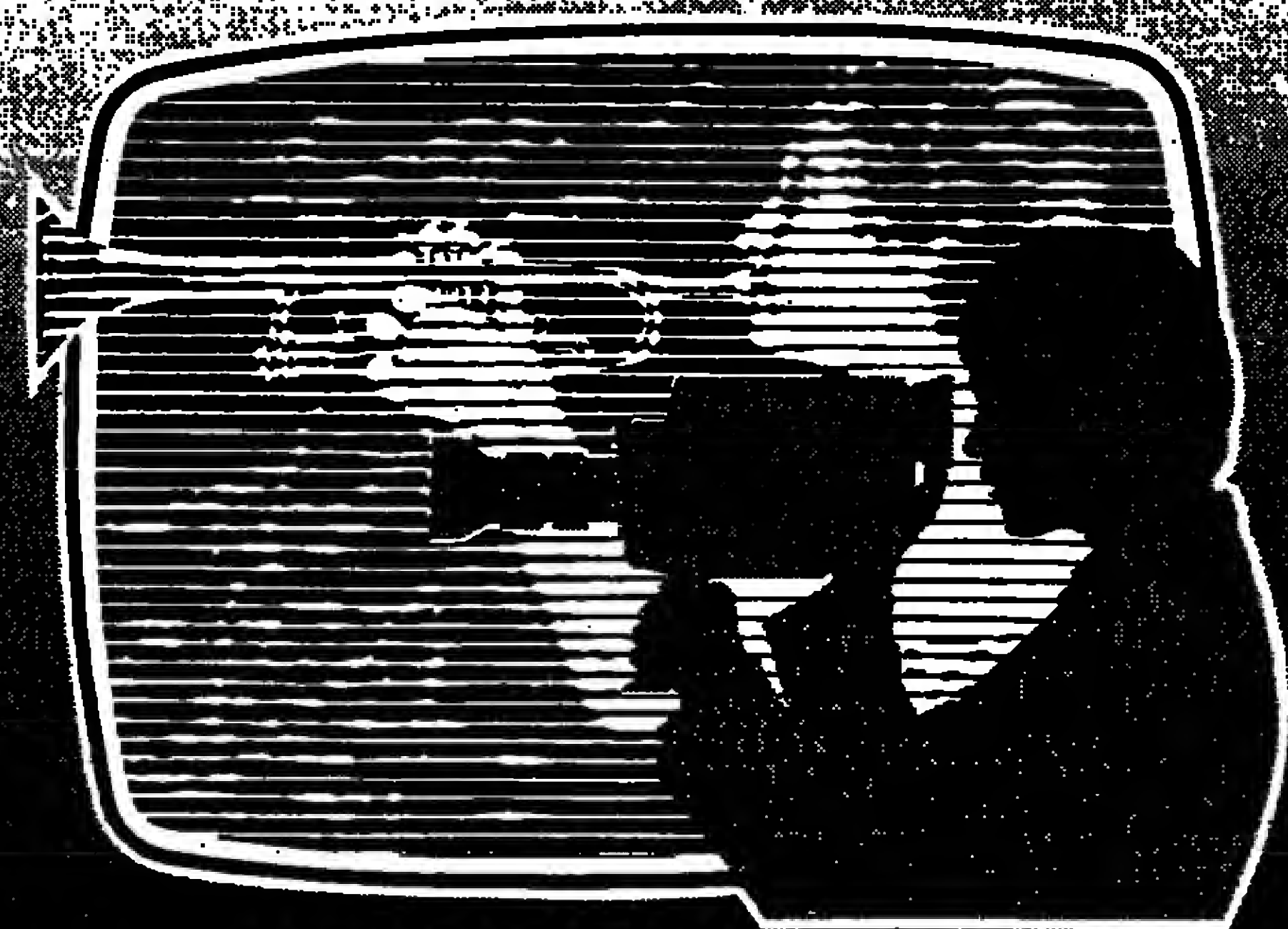
Avec une parfaite assimilation de l'histoire et de la culture du rock, les Flestones amorcent leurs chansons en forme de manifestes. C'est violent sans abus, évocateur et senti sans en rajouter. Les guitares cinglent, négocient avec élégance et maîtrise des dérapages contrôlés sur fond d'électricité, et les Flestones n'hésitent pas à réemployer les arpages, les guitares acoustiques en retrait, les harmonicas acides, les rythmes binaires dépourillés, les chœurs en écho, les cuivres en sursaut et l'orgue pour la garniture et la couleur. Le son « 60 » retrouvé avec sa ferveur et sa magie, juste un art de vivre le rock'n'roll. (CBS, ILP 65420.)

JAMES BROWN : « The Best Of ».

C'est au bas mot la trois mille deux cent quatre-vingt-douzième compilation de James Brown. Pour ceux qui, d'aventure, auraient échappé aux précédents, ce disque est indispensable puisqu'il regroupe onze des meilleurs titres du « parrain » du rhythm'n blues, de *Pleasure, please*, pleasse à *Sax Machine* en passant par *Papa's Got A Brand New Bag*. (Polydor, 2391529.)

ALAIN WAIS.

Panorama mondial Haute-Fidélité et Vidéo : voir... entendre... comparer.



FESTIVAL INTERNATIONAL
SON & IMAGE
VIDEO

Exposition Haute-Fidélité et Vidéo
300 constructeurs français et étrangers

Journées d'Études
Vidéo - Son et Image - Acoustique

Programme Artistique et Animations
Chaque jour à partir de 10 h

10-14 mars 1982 - Palais des Congrès - Paris - Porte Maillot

De 10 h à 20 h - samedi 13 jusqu'à 22 h. entrée 20 F - étudiant 12 F - Journées professionnelles 7-8-9 mars

Organisation S.D.S.A. 20, rue Hamelin, F-75116 Paris - Téléphone 505 13 17 - Télex 630 400

VOUS CHERCHEZ UN PIANO ?

LOCATION DEPUIS 220 F/mois
(région parisienne)

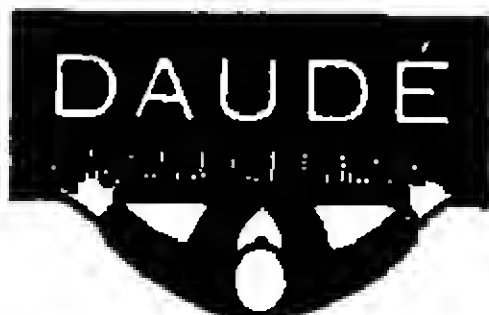
VENTE DEPUIS 270 F/mois
(sans apport, ni caution)

LIVRAISON GRATUITE DANS TOUTE LA FRANCE

26 MARQUES REPRESENTÉES

Garantie jusqu'à dix ans

Ouvert du lundi au samedi : 9 h-19 h



75 BIS, AV. DE WAGRAM, 17^e
227-88.54/763-24-17

LES chutes de neige d'une abondance inhabituelle, jamais vues de mémoire de vieillards, avaient chassé de notre village tous les hôtes et les voyageurs, mais avaient attiré d'autres visiteurs, indésirables ceux-là : les loups.

Jour après jour, la neige tombait en flocons lourds et denses. Le ciel rejoignait la terre, le matin et le soir s'unissaient. La neige monta jusqu'aux fenêtres, nivela les vallées et recouvrit bornes et clôtures. Nous ne parvenions pas à tracer un sentier jusqu'au puits et jusqu'à l'écurie : le temps de puiser l'eau et de nourrir notre bétail, la neige avait déjà effacé nos pas. Toute trace humaine disparaissait sous la blancheur de la neige.

Et, lorsque la tempête se calma dès la première nuit glaciale éclairée par la lune, des hordes de loups apparurent, attaquant les bergeries, emportant bon nombre de brebis et en laissant bien davantage d'égorgées. Les loups recommencèrent la nuit suivante. Sur les seuils, nos chiens effrayés geignaient, grattaient furieusement à la porte, afin qu'on les laisse entrer. Même si l'un d'entre eux s'était risqué à se jeter sur les loups, il eût été dépecé en un clin d'œil.

Le village se dressa comme un seul homme pour se protéger du fléau. Il nous fallut creuser des trappes, poser des pièges, empoisonner quelques agneaux et attacher nos chiens, renforcer les clôtures des enclos. Mais nous obtînâmes peu de résultats. Les chasseurs eux-mêmes n'étaient pas plus heureux avec leurs fusils à pierre et à plomb : ou bien ils visaient mal, ou bien ils étaient gagnés par le sommeil pendant l'affût, ou bien ils attendaient dans un endroit que les loups évitaient comme le diable évite la croix.

Pour tout dire, alors que les loups avaient enlevé et égorgé une centaine de moutons, tous plus gros les uns que les autres, nous ne comptions à notre actif, en tout et pour tout, que quatre loups capturés et tués parmi ceux qui étaient épuisés et à bout de forces : les meneurs et les solitaires restaient hors d'atteinte sur les collines enneigées qui dominaient le village, hurlant toute la nuit sans discontinuer de sorte que, même dans notre sommeil, un frisson glacé nous parcourait.

Enragés et affamés, ils en vinrent à attaquer les gens du village. Une nuit, ils déchiquetèrent le meunier de telle façon que, dans la neige, il ne resta du bonhomme qu'un peu de sang gelé, le bonnet de fourrure, quelques lambeaux de vêtements et les sabots. Dans la forêt, ils se ruèrent sur un jeune homme, mais celui-ci leur échappa en grimpa à un arbre ; il resta toute la journée, transi, criant en vain dans le désert de la montagne pour qu'on lui vint en aide.

Pendant ce temps-là, les loups allaient et venaient autour de l'arbre, s'agrippaient au tronc et mordaient l'écorce. Le jeune homme était sur le point de perdre connaissance, prêt à plonger dans un doux sommeil. A coup sûr il serait mort de froid, coincé dans la fourche des branches, ou se serait précipité dans la gueule des bêtes enragées s'il n'avait pas eu l'idée d'enlever ses vêtements et de les jeter à terre. Les loups reniflèrent le tissu grossier, le déchiquetèrent et ce ne fut qu'à ce moment-là qu'ils partirent. Le pauvre garçon, nu comme un ver, terrorisé, se traîna jusqu'au village où,



FRANÇOIS RETALI

Le Loup

par Milisav Savitch

quinze jours durant, à demi mort, il fut abreuvé par les meilleures guérisseuses.

Bien des gens encore furent attaqués, mais par chance s'en tirèrent en montant à un arbre, en allumant un feu, ou en repoussant les carnassiers de leur fourche qu'ils gardaient à portée de main tout comme leur couteau.

Mais le plus grand malheur que ce fléau causa au village arriva vers la fin de l'hiver lorsque la neige commençait déjà à fondre et que les loups s'apprêtaient à se retirer dans la montagne pour, comme le veut la nature, louveter et élever leurs petits. Tout en faisant leurs adieux jusqu'au prochain hiver, ils enlevèrent près de la source la plus belle fille du village, enfant unique d'un riche propriétaire, qui possédait les meilleurs pâturages et les meilleurs vergers ainsi que les prairies fertiles par les inondations.

Près de la source, le père affligé ne trouva qu'une cruche renversée et les traces d'un énorme loup qui se perdait dans la montagne glacée. Pas la moindre trace de sang.

Tout le village fut bouleversé et en particulier ses proches : les parents et la famille. Un immense chagrin s'empara de tous les garçons du village, même de ceux à qui la jeune fille avait refusé sa main. Cette infortune toucha même le cœur des filles envieuses.

Une battue fut organisée pour retrouver au moins quelque chose de la malheureuse : un os ou bien une mèche de cheveux. Mais les loups avaient disparu comme par enchantement. Le vent du sud s'était levé, amenant le dégel, effaçant les traces, et les chiens, enivrés par la senteur de la flore printanière, tournaient en rond sans reconnaître l'odeur des loups.

Nous perdions tout espoir de retrouver quelque chose de la plus belle fille du village qui aurait perpétué son souvenir dans la mémoire des villageois et des siens. Le père, accablé, lui fit dresser, à l'entrée même du cimetière, une stèle à proximité de laquelle il planta trois jeunes pins.

L'hiver suivant, nous attendîmes, mieux organisés. Après avoir renforcé les clôtures des bergeries et nous être procurés des chiens plus gros, nous achetâmes — contre une paire de bœufs — un carabine en bon état. Les dégâts furent moins considérables, mais ce satané fléau tua tout de même une bonne partie du bétail en pleine nuit, à un moment inattendu.

Après nous être concertés, nous décidâmes d'attendre le troisième hiver encore mieux équipés afin, une fois pour toutes, de nous débarrasser de ces loups ou alors de les mettre dans un état tel qu'ils évitent notre village comme on évite un endroit maudit.

Les premières neiges passées, notre garde forestier rapporta une nouvelle qui nous laissa bien perplexes, bien que nous n'y ayons pas prêté foi : les loups, dit-il, l'avaient encerclé, et il aurait pu, malgré son fusil à deux coups, y laisser sa peau si, à proximité, n'était passée une noce qui, par le tapage des invités et le fracas des cymbales, avait mis les bêtes en fuite. Le garde forestier prétendait avoir vu la plus belle fille de notre village saine et sauve, aux côtés d'un énorme loup, mais, à vrai dire, elle ressemblait un peu à une louve et elle était entourée de louveteaux, probablement ses petits. Il était tout à fait convaincu qu'il s'agissait de notre beauté, et, bien qu'elle marchât à quatre pattes, elle avait gardé sa forme humaine d'au trefois.

« Elle est toujours belle, la plus belle de toutes », s'exclama le garde forestier, ajoutant que les louveteaux avaient une tête rappelant celle d'un homme.

« La peur le fait délirer », avoua-t-il.

Bientôt, il s'avéra que le garde forestier n'avait ni inventé, ni rêvé tout cela. Tout indiquait que parmi les loups se cachaient une main et une intelligence humaines : nous trouvions les portes des bergeries ouvertes, les pièges désamorcés ou vidés. Les trappes avaient été découvertes et remplies de terre, et, au lever du jour, nous retrouvions les agneaux empoisonnés devant nos seuils auprès desquels crevaient nos chiens.

Peu s'en fallut que nous n'en vinâmes aux coups, soupçonnant que l'un d'entre nous fit assez fou pour empêcher l'extermination des loups.

Mais lorsque nous remarquâmes autour des bergeries des empreintes mi-loups, mi-humaines, nous crûmes à l'histoire du garde forestier. Lorsque nous tuâmes un louveteau, il n'y eut plus de doute, cela était bien vrai : en effet, à l'exception de ses crocs, son visage, dans l'ensemble, ne se différenciat pas de celui des humains et ses pattes antérieures ressemblaient à nos mains. Quelqu'un proposa de ne pas jeter le louveteau dans la trappe, mais de l'enterrer au cimetière, comme le commun des mortels, dans le tombeau, de toute façon vide, de la plus belle de nos filles.

Tout le village se révolta et s'en alla trouver le malheureux père lui disant qu'il avait engendré une louve et non une fille. Le vieil homme se défendit comme il pouvait, à la fois triste et heureux parce que sa belle enfant bien-aimée était toujours vivante. Il espérait même l'arracher à la bande des loups et la ramener au sein de son vrai

troupeau. Il promit un trésor fabuleux à qui exterminerait les loups et ramènerait sa fille vivante.

C'ÉTAIT le fléau le plus dangereux que nous ayons connu jusqu'alors. Les cymbales, les roulements sur les chaudrons, les pétards, les cris, tout cela n'arrivait plus à effrayer les loups, pas plus que la flamme et la braise. Ils s'approchaient du feu tranquillement, comme s'ils avaient voulu réchauffer leurs cœurs glacés et leurs pattes gelées. Nos fusils leur faisaient bien plus peur que nos couteaux. Apparemment armés de la science humaine que la beauté leur avait apportée, ils déjouaient tous les pièges.

Nous organisons des battues en vain. Nous rentrions à la maison transis et tombant de sommeil en priant le seigneur et tous les diables de chasser le mal loin de nous. La nuit, épouvantés, nous écoutions leurs hurlements qui ressemblaient à nos chants de noces et de fêtes patronales.

Une idée salutaire vint à l'esprit d'un jeune homme pauvre, amoureux de la belle fille qui lui avait refusé sa main, certainement à cause de sa pauvreté. « Je vais me déguiser en loup », dit-il.

Nous n'en étions pas trop réjouis, presque convaincus que le fléau ne serait pas chassé si facilement du village.

Le jeune homme revêtit une grande peau de loup, s'enduisit le corps de leur suif, et, muni d'un long couteau tranchant à la ceinture, il partit dans la montagne. Les loups égorrés que nous trouvions jour après jour sur les sentiers, autour des bergeries et dans les sous-bois, nous prou-

vaient que le plan du jeune homme réussissait et qu'il était vivant. Et, un beau matin, notre héros fit solennellement son apparition dans le village avec la fille-louve qui avait été enlevée. À peine arrivé, il enferma la malheureuse dans une écurie et demanda au barbier de lui enlever les poils qui lui étaient poussés.

Des coups de feu claquèrent, des chants retentirent, on poussa des cris, on fit un vacarme du diable, l'eau de vie gargouilla dans nos gosiers... Tout le village, les jeunes comme les vieux, les hommes comme les femmes, célébraient la victoire sur les bêtes féroces.

Le jeune homme courageux fut porté en triomphe et, de bon cœur, chacun selon ses possibilités lui offrit, qui un ducat, qui un tapis, qui une chemise, qui une serviette, celui-ci un jambon fumé, celui-là du pain et du sel. Le père de la jeune fille lui fit le plus gros cadeau : un cheval blanc et une selle incrustée d'argent. Le vieux était tout heureux, mais triste aussi : le destin futur de sa fille chérie le préoccupait. Et à juste raison, car après avoir bien bu nous nous sommes munis de bâtons et de pierres en nous dirigeant vers l'écurie pour tuer la traîtresse du village, la maîtresse du loup.

Mais, près de la porte de l'écurie, le jeune courageux se planta devant nous pour nous barrer le passage. « Arrêtez ! Je la prendrai pour femme ! », dit-il. Comme il était un peu ivre, nous n'avons pas pris ses paroles au sérieux pensant qu'il plaisantait et nous nous sommes avancés vers celle qui avait perdu toute honte et renié son espèce. Tout à coup, le jeune homme secouant farouchement la tête se mit à gronder tout en montrant les dents : nous remarquâmes alors qu'il avait des crocs de loup. Il ouvrit la porte de l'écurie, fit sortir la jeune fille et se sauva avec elle dans la montagne à de grandes enjambées de loup.

Nous restâmes muets, interdits. Pendant longtemps nos yeux ne purent se détacher des traces qui se perdaient dans la neige, mi-loups, mi-humaines. ■

Traduit du serbo-croate par Francis LACARTE.

MILISAV SAVITCH, né en 1945, à Vlasovo (Yougoslavie), a publié plusieurs livres de prose : *La Baraque bulgare* (1969), *Les Amours d'Anđrija Kurandic* (1972), *L'Œuvre de notre ville* (1977) et *Les Jeunes Hommes de Raska* (1977). Il est actuellement rédacteur en chef de la revue *Knjazevina novina* (« le Journal littéraire »), une publication bimensuelle, créée par l'Association de écrivains de Serbie à Belgrade.